

*Antoine Gaudino*

# LE PROCÈS IMPOSSIBLE



*Albin  
Michel*



COMITÉ INTERENTREPRISES

LAFFITTE • PILLET-WILL

BIBLIOTHÈQUE

LE PROCÈS IMPOSSIBLE





ANTOINE GAUDINO

LE PROCÈS  
IMPOSSIBLE

Albin Michel

DU MÊME AUTEUR

*L'Enquête impossible*

Albin Michel, 1990

ANTOINE GAUDINO

# LE PROCÈS IMPOSSIBLE

Albin Michel

ANTOINE GAUDINO

# LE PROCÈS IMPOSSIBLE

© Éditions Albin Michel S.A., 1992  
22, rue Huyghens, 75014 Paris

ISBN 2-226-06148-7



## CHAPITRE PREMIER

### Suspendu

*Paris, samedi 11 octobre 1957.* **A François Mitterrand,  
premier responsable donc  
premier coupable.**

Le député de l'AFT Louis Luchet, ancien de la police nationale, M. François Kennedy, a suspendu l'inspecteur Antoine Gaudin, en fonction à la police judiciaire de Marseille et auteur de l'acte d'Exécution Impunité, pour manquements graves à "l'obligation de réserve" et "violation du secret de l'instruction". Dans son livre le policier met en cause plusieurs responsables du F6 à propos de l'attentat du 22 août et de la campagne électorale de M. François Mitterrand.

La "nouvelle" me paraît être une tentative de ne pas comprendre. Le nouveau général de Gaulle ne laisse pas à la police nationale le droit de suspendre les inspecteurs de police judiciaire. Depuis mercredi soir de la publication du livre, le gouvernement ne pousse dans l'indignation. Ce mouvement de réaction se traduit par une série de décisions d'urgence. Le conseil n'a pas pu se réunir les deux derniers jours. Le conseil de l'Assemblée du F6 reste silencieux. L'Exécution Impunité est devenue pour la police le livre "qui a tué" les responsables de l'attentat. L'Exécution Impunité est devenue le livre "qui a tué" les responsables de l'attentat.



## CHAPITRE PREMIER

### Suspendu

*Paris, vendredi 12 octobre 1990, 17 h 54*

La dépêche de l'AFP tombe : « Le directeur général de la police nationale, M. François Roussely, a suspendu l'inspecteur Antoine Gaudino, en fonction à la police judiciaire de Marseille et auteur du livre *L'Enquête impossible*, pour manquements graves à " l'obligation de réserve " et " violations du secret de l'instruction ". Dans son livre le policier met en cause plusieurs responsables du PS à propos du financement du parti et de la campagne électorale de M. François Mitterrand. »

La « nouvelle » me parvient chez mon éditeur. Elle ne me surprend pas. Le directeur général ne fait qu'exécuter les instructions du pouvoir politique. Depuis mercredi, jour de la publication du livre, le gouvernement est plongé dans l'embarras. Ce communiqué constitue la première réaction officielle après trois jours d'expectative. Le temps n'a pas produit les effets escomptés. Le dossier du financement du PS refait surface. *L'Enquête impossible* est devenue pour la presse le livre « qui empêche les socialistes de dormir ». J'imagine qu'en « haut lieu » l'irritation est à son comble.

La suspension implique la restitution de la carte professionnelle et de l'arme de service. Le policier ainsi sanctionné fait toujours partie de la « maison » sans pouvoir exercer ses fonctions. Cette étape précède le passage devant le conseil de discipline. Je me prépare à cette éventualité. Elle me donnera l'occasion de soulever les limites de la sacro-sainte obligation de réserve. Je n'ai rien d'un ripoux. L'ouvrage que l'on me reproche d'avoir écrit n'a d'autre objectif que d'alerter l'opinion publique sur l'irresponsabilité civile de nos gouvernants, constatée dans la désormais célèbre affaire *Urba* découverte à Marseille en avril 1989. Pris la main dans le sac du trafic d'influence et de la corruption, les socialistes se sont empressés, pour fuir la justice, de bricoler la honteuse loi d'amnistie du 15 janvier 1990. C'est un échec. Le texte ne couvre pas les délits commis au sein d'*Urba*. L'affaire doit dès lors être étouffée. N'en déplaise à François Mitterrand, auteur du *Coup d'Etat permanent*, certains engagements pris par l'écrivain-candidat n'ont pas été tenus par le Président. L'affaire *Urba* le prouve. La justice est toujours soumise aux pressions politiques et « l'argent sale », « l'argent qui corrompt », « l'argent qui tue » dénoncé par François Mitterrand prospère dans le labyrinthe du trafic d'influence. Le Parti socialiste, qui devait le combattre, l'a institutionnalisé. Il en a très largement bénéficié. Ceux qui hantent le sommet de l'Etat aussi. Les fléaux dénoncés avant 1981 se sont aggravés. Le pouvoir ne se contente pas de violer sa propre légalité, pour échapper aux poursuites pénales, il n'hésite pas, dans l'ombre, à bloquer le cours normal de l'action judiciaire. Cette justice sous influence garantit l'impunité politique, mais compromet le devenir de notre société. La corruption est l'un des plus graves dangers qui menacent les démocraties.



Je ne manque donc pas d'arguments pour défendre devant les représentants du ministère de l'Intérieur la légitimité de la publication du livre. Cependant, ce n'est pas tant mon destin de flic qui est en jeu, qu'un principe : l'impérieuse nécessité d'une justice indépendante. Il s'agit là en effet du seul moyen de réduire efficacement la corruption politique. Cette cause doit, le plus vite possible, faire l'objet d'un débat national. Sur ce terrain, rien n'est gagné. Réussir contre la volonté de ceux qui gouvernent exige optimisme et stratégie. Il n'y a d'autre choix pour aboutir que d'exploiter habilement les erreurs de la partie adverse. Le cynisme politique peut conduire à commettre des fautes qui dépassent l'entendement. La nomination d'Henri Nallet comme ministre de la Justice, huit jours avant la publication du livre, est un modèle du genre.

Lorsque, le 3 octobre, j'apprends par la radio le nom du successeur de Pierre Arpaillange au poste de garde des Sceaux, je n'en crois pas mes oreilles. Quinze jours avant sa sortie officielle, *L'Enquête impossible* a fait l'objet, conformément à la loi, d'un dépôt en préfecture. Le pouvoir a donc eu la primeur de son contenu. Déjà les Renseignements généraux, depuis des semaines, harcelaient mon éditeur pour disposer d'un jeu d'épreuves d'imprimerie.

Les fonctionnaires chargés d'étudier l'ouvrage n'ont guère d'effort à fournir. Au dos de la couverture, le texte de présentation indique que « l'argent récolté grâce au trafic d'influence et à la corruption » a servi en 1988 au financement de la campagne présidentielle de François Mitterrand, pour un montant de « près de deux milliards et demi de centimes ». Cette somme provient évidemment des bureaux d'études mis en place par le PS. Or, la

version donnée en juillet 1988 au Conseil constitutionnel par le trésorier de la campagne présidentielle socialiste, Henri Nallet, retient un financement d'Urba limité à 100 000 F. Telle est la version des faits publiée au *Journal officiel*. Les comptes de la campagne du candidat Mitterrand sont donc faux. Ces comptes officiels ont été « certifiés » par l'expert-comptable David Azoulay qui n'est autre que le commissaire aux comptes d'Urba, le principal bureau d'études du PS. Contrôlant à la fois les écritures du bailleur de fonds et celles du Président-candidat, cet expert-comptable n'aurait pas dû laisser indifférent un magistrat instructeur désireux de faire la lumière sur cette affaire. Une justice libérée des pressions politiques aurait de bonnes raisons de s'intéresser à lui ainsi qu'à l'ex-trésorier de la campagne de François Mitterrand : Henri Nallet. Dans une telle situation, choisir justement cet ex-trésorier comme ministre de la Justice relève au choix de la provocation ou de la bavure, élyséenne de surcroît.

A la veille de la sortie du livre, le pouvoir m'offre donc sur un plateau l'occasion de faire rebondir l'affaire Urba et de lancer dans la foulée le débat public. Je n'en espérais pas tant. Un tel cadeau ne se refuse pas. Jusqu'alors, en dépit des révélations de quelques « pros » de la presse sur l'affaire Urba, le pouvoir s'était bien gardé de réagir. Comme aux échecs, le succès se joue non sur la qualité de la défense mais sur celle de l'attaque. On peut être humble et avoir des convictions. Il importe maintenant de trouver la formule choc qui sensibilisera l'attention des médias et celle de la représentation politique.

Le jour J correspond aux rendez-vous pris à Paris avec les chaînes de télévision. Je pense être prêt.

Gagner en un seul round face à la caméra ne s'improvise pas. Je me suis entraîné à dire l'essentiel dans un minimum de temps. Lorsque le moment fatidique arrive, je réalise que tout le sens donné à ma vie professionnelle et aux idées défendues dans le livre va se jouer en quelques secondes. Le doute qui ne m'avait jamais effleuré m'envahit soudain. Vais-je réussir ? L'opinion n'est-elle pas désabusée ? Je tente de me rassurer en me disant que ne rien faire c'est laisser faire. Je me lance donc pour le plus vertigineux plongeon de mon existence : du haut de l'idée que je me fais de la justice et de la politique vers les profondeurs de ce que l'on appelle la conscience collective.

Après un bref exposé de mes motivations, je déclare avec une fausse naïveté : « En tant que trésorier de la campagne du Président de la République, M. Nallet a été amené à signer des comptes faux. Or, il est aujourd'hui ministre de la Justice. Le garde des Sceaux peut-il vraiment être juge et partie ? Est-il normal qu'il soit chargé de prendre ou non la décision de poursuites au terme desquelles il pourrait être personnellement mis en cause ? » La mine du journaliste, éclairée par un sourire approbateur, me laisse penser que je viens de faire mouche. Les enregistrements télévisés ayant été effectués dans la même journée, il ne me reste plus qu'à attendre les journaux de 20 heures. Calé devant le téléviseur, je zappe. La présentation retenue par les diverses rédactions efface mes inquiétudes. La première phase de l'opération est réussie. Le détonateur Nallet vient d'être correctement armé. La bombe Urba est prête à exploser. Reste à savoir si la presse écrite prendra le relais et tiendra la distance. Les médias peuvent très bien jeter un coup de projecteur sur un sujet sans le suivre. Le



plus difficile consiste à empêcher l'intérêt de retomber. Seule une pression d'ensemble sera en mesure d'arracher le pouvoir à son silence tactique et de le pousser à la faute. En théorie, le piège à rebondissements ne demande qu'à fonctionner. En pratique, cela ne dépend plus de moi seul.

Le lendemain de l'offensive télévisuelle, je me précipite aux aurores vers le kiosque à journaux proche de mon hôtel. C'est avec fébrilité que je passe en revue les quotidiens nationaux. Je ne peux contenir un soupir de satisfaction. Le « cas » du ministre de la Justice « juge et partie », dans un « scandale d'Etat », est abondamment commenté. Je me suis installé à la terrasse du *Dôme*, lieu réputé pour sa clientèle politique et intellectuelle. François Mitterrand lui-même y viendrait de temps à autre, Michel Rocard assez souvent. On ne choisit pas toujours son terrain d'atterrissage... « Café et croissants s'il vous plaît ! » La commande est passée sur le ton dont on use d'ordinaire pour lancer : « Champagne pour tous ! » J'ai toutes les raisons d'être ravi. Si les fossoyeurs de l'affaire *Urba* ont passé une nuit agitée, leur mauvaise humeur ne va pas s'arranger ce matin. Je pense que le petit déjeuner de certains habitués de ces lieux risque d'être difficile à digérer. Mon désarroi depuis la mise sous le boisseau du dossier *Urba* et mon limogeage de la financière vont peut-être s'éclairer d'un nouveau jour. L'espoir changeant de camp, le combat changera d'âme. Mes lointaines origines siciliennes expliquent peut-être l'extrême délice avec lequel je savoure ce premier jus de la journée. Je vis durant quelques minutes « la revanche de l'inspecteur Gaudino », pour reprendre un titre du *Monde* du même jour.

En me dirigeant vers les locaux d'Albin Michel,



proches du *Dôme* et du cimetière Montparnasse, j'éprouve un sentiment de bonheur, simple mais intense. Le succès de la promotion de l'ouvrage me conforte. Le cri adressé à mes concitoyens a des chances d'être entendu. Je ne serai plus seul désormais à refuser l'impudence du mensonge politique. J'ai cependant conscience de n'être qu'à la première étape. De nombreuses autres, incertaines, restent à franchir. Tant que l'ex-trésorier-devenu-ministre demeurera retranché dans son mutisme, le pilonnage ne doit pas se relâcher.

Chez Albin Michel, la standardiste est sur les dents. De nombreux journalistes souhaitent une interview.

L'offensive va pouvoir se poursuivre. Je n'ai ni à m'excuser d'avoir écrit *L'Enquête impossible*, ni à prendre des gants pour expliquer publiquement la réalité de la corruption politique qui gangrène le pays. Les journalistes ne se déplaceront donc pas pour rien. Certains, sans doute peu familiarisés avec un style direct dans ce genre de circonstance, ne font pas mystère de leur sentiment. Pour eux, la mise en cause d'importantes personnalités du PS, et par voie de conséquence du ministre de la Justice, relève du surréalisme. Surtout lorsque l'auteur du brûlot est un inspecteur de police toujours en activité. Raison de plus pour affirmer ma responsabilité de fonctionnaire et de citoyen.

J'explique que ma mission d'officier de police judiciaire a pour objet de servir la Justice, donc la manifestation de la vérité et non pas un parti politique quelconque. L'autorité du pouvoir ne peut écarter celle de la loi. C'est cette seule raison qui m'a mis en devoir de rompre l'*omerta*. Ce que j'ai écrit n'est que la vérité. Une vérité triste je l'admets mais

une vérité tout de même, révélée à partir de documents figurant dans le dossier d'une enquête officielle. Le tout repose, entre autres, sur les fameux cahiers de Joseph Delcroix, le directeur administratif d'Urba. Cette trouvaille extraordinaire, en cours de perquisition, a largement contribué à démasquer la nature des malversations commises au sein du PS. Ce qui a été publié est en conséquence établi. Je n'interprète pas les faits, je les expose. L'opinion a le droit de savoir...

La presse défile durant deux jours. Caméras et magnétophones enregistrent mes propos. Le hall d'entrée de mon éditeur est transformé en studio. Le débat s'amorce, mais uniquement avec les journalistes. J'apprends en revanche que les demandes d'interview adressées à la Chancellerie demeurent lettre morte.

Ma suspension, réflexion faite, ne peut suffire. La sanction traduit l'autorité du pouvoir mais, face aux médias et compte tenu de l'ampleur prise par l'affaire, elle ne peut constituer l'unique réponse. Le coup de téléphone d'une radio confirme cette hypothèse. L'AFP a diffusé un communiqué du garde des Sceaux, sur lequel je suis invité à réagir. L'étau commence à se resserrer. Le débat est enfin engagé. Reste à connaître le terrain des grandes manœuvres. Etre ministre de la Justice et devoir expliquer que l'on n'est pas juge et partie lorsqu'il vous appartient de classer une affaire dans laquelle on est soi-même mis en cause relève d'une entreprise hors du commun ! Le message de la Chancellerie, signé Henri Nallet, est sans équivoque. Le ministre de la Justice a décidé de ne pas être celui de la vérité. Le pouvoir tente de maintenir le dossier Urba hors de portée de la justice par le biais de la désinformation.

Par la voix du ministre, l'ex-trésorier soutient qu'il n'avait « pas à connaître » du financement effectif d'Urba au profit de la campagne présidentielle de François Mitterrand. Pas un mot sur la situation de l'expert-comptable David Azoulay qui, lui, n'ignorait pas la dissimulation des 25 millions de francs issus de pratiques assimilées à un racket politique. Pour plaider la cause de l'ex-trésorier, le ministre de la Justice fait croire que les magistrats ont déjà instruit le dossier Urba par le biais de l'affaire Sormae. Autrement dit, le livre « dont on parle tant » ne présenterait « aucun fait nouveau ». Cette référence à *L'Enquête impossible* infirme pourtant la version officielle. En décernant à son auteur un brevet de « journaliste d'investigation », le ministre se contredit et veut assimiler une enquête de police officielle à un simple reportage. Cette diversion a pour but de faire oublier que le ministre se trouve dans l'impossibilité d'engager des poursuites en diffamation. Les faits sont têtus. La voie mensongère dans laquelle s'est engagé Henri Nallet est une impasse. C'est donc confiant que je m'apprête à passer mon week-end à Marseille après avoir fait savoir à la presse que « je persiste et signe dans tout ce que j'ai écrit et déclaré ».

Une équipe de télévision locale s'est déplacée à l'aéroport de Marignane pour m'interviewer. En vain. J'ai raté mon avion et je suis arrivé avec deux heures de retard sur l'horaire annoncé par Albin Michel. Ce que je retiens de ce rendez-vous manqué, c'est une réaction enregistrée par la journaliste au cours de l'attente infructueuse. Quand elle apprend à une dame âgée, cherchant à satisfaire sa curiosité, qu'elle est venue accueillir « l'inspecteur Gaudino, celui qui vient d'être sus-

pendu, pour avoir écrit *L'Enquête impossible* », elle s'entend répondre : « C'est scandaleux de sanctionner la vérité. » Apparemment informée, cette personne ne pense pas si bien dire. Son indignation est plus que prémonitoire.



## CHAPITRE 2

### La relance

*Lundi 15 octobre 1990*

Je sors du vaste bureau occupé par le nouveau directeur du Service régional de police judiciaire de Marseille. La dernière fois que j'y avais mis les pieds, en juin 1989, c'était pour apprendre, par son prédécesseur, ma mutation de la financière au service des stupéfiants, sur intervention politique. L'entretien, tendu, s'était achevé de manière houleuse. Il s'agissait de la première manifestation du pouvoir socialiste pour saluer, à sa manière, mon souci de rigueur professionnelle exprimé dans le traitement du dossier Urba. Une sanction de fait, infligée avec l'évidente bénédiction de l'autorité administrative, en dépit du soutien que les juges n'ont cessé de m'apporter. Aujourd'hui, la convocation a été motivée par la notification officielle de ma suspension. La formalité est accomplie dans une certaine cordialité. La décision n'a pas été prise par le directeur qui me reçoit et il ne sert à rien de s'y opposer ou de lui en faire reproche. La cérémonie est brève. Le procès-verbal est déjà prêt, je n'ai qu'à le signer. Bien évidemment avant de quitter le bureau directorial, j'ai déposé ma carte de flic, que j'ai toujours sur moi, et le revolver

de service dont je ne me suis — heureusement — jamais servi.

C'est un moment difficile à vivre. Surtout quand le « manquement à l'obligation de réserve », à l'origine de la mesure prise à mon encontre, concerne la révélation de faits de corruption commis par des hommes du pouvoir, ceux qui me sanctionnent. En quelque sorte, mon avenir professionnel dépend du « jugement » des délinquants que j'ai démasqués. Le côté cocasse de cette situation peut prêter à sourire. Je n'y parviens pas. A titre de consolation, je sais que le second motif devant justifier ma suspension ne tient pas. La « violation du secret de l'instruction » ne peut être retenue par l'administration. C'est en effet un délit et seule la justice est en droit de l'apprécier. En outre, je ne vois pas comment on pourrait arguer de la violation du secret d'une instruction qui n'a jamais vu le jour ! C'est cette absence de procédure que je dénonce justement au sujet du dossier Urba. La nécessité, pour les responsables politiques, de porter l'affaire devant la justice a dû leur paraître suffisamment dissuasive. Ce second grief va disparaître, sans tambour ni... procès.

En m'éloignant de l'hôtel de police, j'éprouve un petit pincement au cœur. Je me demande combien de temps il me faudra attendre avant de pouvoir retourner en ces lieux pour autre chose que des sanctions. L'ambiance du métier de flic, cette quête permanente de vérité m'ont fait vivre onze années en dehors du temps. Je me rends compte que je n'ai pas vu passer les mois, tant j'aimais ce que je faisais. La nostalgie m'effleure. Mes pensées sont ailleurs. En fin d'après-midi, je dois rencontrer Philippe de Villiers à Paris.

Dans l'avion je prends soin de rafler la presse. Je remarque l'intervention à l'émission « Objections »

sur France Inter du récent ministre délégué à la Justice. Le poste vient d'être créé et Georges Kiejman l'étréenne. Cet avocat parisien renommé, ami personnel du Président de la République, a voulu, vendredi soir, voler au secours de son ministre. Quelque temps auparavant, la star du barreau avait assuré d'autres défenses, d'une part, celle d'un des dirigeants d'une société impliquée dans l'affaire Sormae, pour avoir versé des fonds à Urba, d'autre part, et sans état d'âme, celle du trésorier... Henri Nallet, contre *Le Nouvel Observateur*. L'hebdomadaire s'est vu reprocher d'avoir, le 19 octobre 1989, publié un article soulignant que l'argent reçu par Urba avait servi au financement de la campagne présidentielle pour un montant nettement supérieur aux 100 000 F officiellement déclarés. L'auteur de l'article envisageait même, dans l'hypothèse où la justice pourrait enfin se saisir du dossier Urba, la possibilité pour un magistrat instructeur d'entendre Henri Nallet, ne serait-ce qu'à titre de témoin. Ce dernier, à l'époque, était titulaire du portefeuille de l'Agriculture, pas encore de celui de la Justice.

Devant les micros de France Inter, le ministre-avocat retrouve un rôle connu pour défendre son nouveau supérieur hiérarchique.

L'histoire se répète avec un plus non négligeable. Au journaliste poursuivi, s'est substitué le policier qui a été au cœur de l'enquête. Le couple client-avocat, tous deux devenus ministres, se contente de marteler ses affirmations, sans prendre cette fois-ci le risque de s'aventurer vers un nouvel arbitrage par des magistrats. A croire que mon travail n'était pas simplement aussi journalistique qu'avait voulu le donner à penser Henri Nallet dans sa première réaction.

Le ministre de la Justice ne pouvait toutefois avoir



meilleur ministre délégué, pour sa défense, que son ex-avocat. Ces « coïncidences » engendrent la perplexité. La promotion de l'équipe Nallet-Kiejman, compte tenu de l'origine délictueuse des fonds ayant servi à financer la campagne présidentielle de François Mitterrand, doit permettre, dans l'esprit du chef de l'Etat, de tenir la justice à l'écart de l'affaire Urba et, par voie de conséquence, de protéger l'entourage présidentiel de toute convocation devant un juge. Le cynisme de ce calcul fera, en conséquence, d'Henri Nallet un des ministres les plus critiqués de la V<sup>e</sup> République. Au premier rang de ses détracteurs, menant l'assaut sabre au clair, a figuré un certain député de Vendée.

L'information m'annonçant que Philippe de Villiers souhaitait me rencontrer m'est parvenue au cours du week-end. L'intermédiaire se nomme Jean Montaldo. Notre première prise de contact date d'il y a moins de quinze jours, au téléphone. Peu de choses échappent à cet écrivain au caractère fouineur. En déambulant dans les bureaux d'Albin Michel, où il dirige une collection, il a fatalement découvert *L'Enquête impossible* quelques jours avant sa publication. Son appel visait simplement à m'exprimer sa réaction : « Un impressionnant bâton de dynamite, et je sais de quoi je parle. »

Jean Montaldo n'a pas besoin d'insister. J'accepte le rendez-vous proposé par Philippe de Villiers. Je sais peu de chose de cet homme politique : qu'il a exercé des fonctions ministérielles lors de la cohabitation, comme secrétaire d'Etat à la Culture ; qu'en 1981, il avait quitté le corps préfectoral, refusant ainsi de servir sous Mitterrand ; qu'en 1987, à la suite d'une élection partielle, il a préféré quitter le gouvernement et rester député de Vendée et qu'en 1988 il a



décroché la présidence du Conseil général de ce département. Je me souviens également qu'il s'est illustré dans d'autres domaines. En 1978, il a créé l'inégalable spectacle du Puy-du-Fou. Enfin — et surtout à mes yeux — en 1989 il est l'un de ceux qui se sont opposés ouvertement au vote de la « sinistre amnistie ».

Ni le passé ni l'avenir politiques de cette personnalité n'ont motivé mon déplacement depuis Marseille. Ce qui m'intéresse réside exclusivement dans son éventuelle volonté de lutter contre l'impunité des politiques. Pour porter le débat à l'Assemblée nationale, un élu est indispensable. En publiant le livre j'ai assumé un devoir civique, celui d'informer, mais l'étouffement judiciaire du dossier Urba a transformé l'affaire en scandale politique. Sur ce terrain, la parole revient au parlementaire. Seul un député peut interpellier directement le gouvernement, faire apparaître sa responsabilité. Le monde politique a, en toute logique, un rôle fondamental à jouer dans la lutte contre la corruption. A condition, naturellement, que ses représentants ne soient pas eux-mêmes « mouillés » dans d'autres dossiers. En faisant éclater uniquement les affaires qui l'arrangent, le pouvoir dispose d'une arme redoutable, celle d'imposer la loi du silence, même dans certains rangs de l'opposition. Depuis le début de la lutte que je mène, en compagnie d'Alain Mayot, mon ancien collègue, contre la corruption, l'expérience m'incite à la prudence. L'entretien demandé par le député vendéen est a priori de bon augure mais je demeure méfiant. Ancien ministre ou pas, comme au poker, le moment venu, je demanderai à voir.

Rapidement je comprends que Philippe de Villiers souhaite lui aussi savoir à qui il a affaire. Nous

sommes l'un face à l'autre, isolés dans une salle de conférences située dans les locaux annexes de l'Assemblée nationale. Après la poignée de main et les banalités d'usage, je lâche :

— Je tiens à vous dire que ma sensibilité politique ne se situe pas sur votre bord.

— Pourquoi me dites-vous ça ?

— Parce que je n'entends pas me mettre au service d'un parti, quel qu'il soit. Je souhaite avant tout défendre une idée. Je la crois assez forte pour qu'elle nous permette de nous retrouver. Si toutefois vous souhaitez, depuis l'Assemblée, mener une véritable action en faveur d'une justice indépendante. Le point critique de la dérive morale du pouvoir a été atteint.

Pour celui qui avait refusé de servir le régime de François Mitterrand, « en conscience et par prescience d'une dégradation générale », ces mots doivent avoir une forte résonance. Moins de dix ans après, l'histoire le gratifie d'un sacré clin d'œil. Je devine qu'avec lui les pendules vont être remises à l'heure. A celle de la vérité sur les dessous déplorables du dossier Urba. Il a manifestement lu *L'Enquête impossible* car ses questions sont précises. Au fil de mes réponses, je décrypte dans son regard les signes d'une grande satisfaction. Celle que l'on peut ressentir lorsqu'on parvient à vérifier que sa perception correspond à la réalité. Il ne s'est pas fourvoyé, moi non plus.

— C'est bien ce que je pensais, nous avons là une véritable affaire d'Etat que le pouvoir a escamotée à la justice. Je comprends bien votre démarche. En guise d'exigence morale promise, la corruption est partout. Ce n'est plus de la démocratie mais de la kleptocratie, dit-il avec gravité.

Je découvre les bons mots dont il est friand, mais

qui n'aident pas toujours à se faire des amis. La discussion ne s'enlise pas dans l'accessoire, il va toujours à l'essentiel.

— Que pensez-vous des déclarations de Nallet ?

— Il tente de noyer le poisson. Il se réfère au dossier Sormae qui a été instruit par le président Culié, pour dire qu'il n'y a aucun élément nouveau. L'affaire Urba découverte à Marseille n'a rien à voir avec ce dossier. Elle est toujours étouffée. Aucun juge n'en est saisi.

L'ex-ministre ne se contente pas d'écouter. Il prend notes sur notes. Autant être le plus précis possible.

— Nallet ment encore lorsqu'il laisse entendre que les faits relatés dans le livre sont amnistiés. Le dossier Urba porte sur le trafic d'influence et la corruption. Ces délits, postérieurs à mars 1988, ainsi que l'enrichissement personnel, n'ont pas été amnistiés par la loi de janvier 1990.

— Pourquoi après mars 1988 ?

La question est bonne. Nombreux sont ceux qui, découvrant l'affaire, s'embrouillent dans les dates.

— La première amnistie politique votée en juillet 1988, à la suite de l'élection présidentielle, s'appliquait à tous les délits antérieurs au 11 mars 1988, date de la première loi sur le financement politique, délicieusement appelée « loi de transparence ».

Le sourire sarcastique, l'œil clair perçant d'intelligence, mon interlocuteur se lève, redresse sa haute taille. Elle lui donne encore plus d'aisance pour exprimer sa bonne compréhension du sujet. Il ne pose plus de questions. Il conclut. La rigueur de ses propos est en harmonie avec celle de son costume demi-saison, bien coupé mais dénué de la moindre fantaisie.



— Si je comprends bien, l'élément qui fragilise la position de Nallet quand il se défend d'être juge et partie est bien ce David Azoulay, à la fois commissaire aux comptes d'Urba et expert-comptable de Mitterrand. C'est le lien, la preuve de la magouille. C'est là-dessus qu'il faut appuyer pour que cela fasse mal.

Le talent que l'on attribue volontiers à Philippe de Villiers n'est pas usurpé. Il est manifestement doué pour bien s'imprégner de ce qui est important dans un dossier. Il apparaît en outre comme un homme de convictions. Pour lui, « le pouvoir a empoisonné le pays avec ses mensonges. Un tel mépris de la justice n'est plus acceptable. Le respect des valeurs républicaines impose un authentique combat ». Nous nous sommes rencontrés pour un complément d'information. Nous nous quittons sur une totale entente. J'entrevois qu'avec lui, Nallet n'aura pas la partie facile. Je ne me trompe pas.

*Mercredi 17 octobre 1990, 15 heures*

L'offensive parlementaire est programmée cet après-midi au Palais-Bourbon lors des questions d'actualité. Ces séances sont retransmises en direct par FR3 entre 15 heures et 17 heures. Je ne peux mieux espérer pour le lancement d'un débat national. Deux autres motifs de satisfaction me sont offerts. Philippe de Villiers ne sera pas le seul à monter au front. J'ai pu m'entretenir également, à sa demande, avec Bernard Pons. Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale souhaitait lui aussi s'entendre confirmer de vive voix les conclusions ahurissantes de *L'Enquête impossible*. La situation a en effet un carac-



tère exceptionnel. Presque entre deux portes, en profitant d'une courte absence de l'hémicycle, j'ai pu lui apporter les précisions voulues :

— Monsieur le Ministre, les faits révélés sont bien fondés par une enquête de police et résumés dans un rapport que j'ai personnellement rédigé et signé, comme cela est expliqué dans le livre.

Mon bref exposé a été probablement convaincant car le RPR lance dans la bataille Nicole Catala, député réputé pour sa compétence et sa parfaite intégrité.

Aucun représentant du Parti socialiste ne s'est en revanche manifesté après la sortie du livre. « Courage, fuyons, tout est découvert ! » semble être le mot d'ordre. Ce n'est donc pas de ce côté que je peux espérer une invitation dans les tribunes de l'Assemblée réservées au public pour suivre l'interpellation des ministres. François d'Aubert, député UDF de Mayenne, pallie cette défaillance et veille à cette aimable attention. Son geste me touche d'autant plus que ce parlementaire ne m'est pas inconnu. La presse a relaté ses mises en cause du Crédit Lyonnais, à propos du soutien apporté, à coups de milliards, par cette banque nationalisée à des personnages plus que douteux, dont certains, proches de la Mafia, sont sous les verrous ou en passe de l'être.

La fouille imposée à l'entrée du Palais-Bourbon est aussi draconienne que celle des aéroports. La formalité accomplie, je m'oriente vers la place qui m'est affectée en suivant un véritable parcours fléché. Une fois assis, j'ai l'impression d'être aux premières loges. La vue plongeante qui s'offre à moi me fait oublier l'étroitesse du siège. Le hasard m'a installé dans l'axe de la travée qui sépare les socialistes de l'opposition, face au bureau du président de séance. Arrivé

quelques minutes avant l'ouverture des débats, j'en profite pour détailler le riche décor rouge et or. Le sang et l'argent, suis-je tenté de penser en me référant à l'histoire des deux derniers siècles. Je plonge dans mes souvenirs scolaires pour tenter de retrouver le nom de l'architecte : l'Italien Ghirardini. Laurent Fabius entre. La séance est ouverte.

Le moment tant souhaité depuis la publication du livre est venu. L'émotion me serre la gorge. Me reviennent à l'esprit les longs mois de désespérance solitaire qu'il m'a fallu endurer. Je n'ai pu m'en sortir que grâce à l'écriture. L'idée que je me fais de la justice n'a certes pas encore triomphé, mais elle va enfin être défendue devant des millions de téléspectateurs et la représentation nationale.

Nicole Catala, facilement repérable grâce à son tailleur rouge, ouvre le feu. Sa question est adressée au ministre de l'Intérieur. Le ton grave dont elle use réduit au silence les candidats au chahut. Le rappel de faits piochés dans *L'Enquête impossible* lui permet avec brièveté et précision de mettre en lumière le rôle du bureau d'études Urba. La responsabilité du PS dans cette collecte d'argent issu du trafic d'influence et de la corruption, notamment au profit de la campagne de François Mitterrand en 1988, est soulignée. L'anomalie de l'utilisation du commissaire aux comptes d'Urba, « comme par hasard », en tant qu'expert-comptable de la campagne électorale du chef de l'Etat est relevée et les conditions arbitraires de ma mutation-sanction dénoncées. Cette mesure a en effet été décidée contre le « vœu explicite des juges d'instruction de Marseille » et elle prélude à la mise au secret du dossier Urba. Bien amenée, la question coule de source :

— Monsieur le Ministre, qu'avez-vous à nous dire

sur cette incroyable intervention du pouvoir exécutif, dans le cours de la justice, que vous avez paralysé, alors que des faits de corruption d'une extrême gravité allaient être établis ? Les Français attendent votre réponse, ils attendent que justice soit faite !

Sur les travées socialistes, la tension est extrême. Le malaise est évident chez ceux qui se réclament si volontiers de la morale et de la justice et en ont fait leur cheval de la bataille pour accéder au pouvoir.

Au calme et à la clarté de l'intervention qui l'a mis sur la sellette, Pierre Joxe oppose un rôle de composition. Tel un acteur de seconde zone dans un mauvais vaudeville, il cherche à tourner en dérision une question embarrassante pour éviter d'y répondre. Les circonlocutions dans lesquelles il se perd d'entrée sont à cet égard révélatrices. Avare d'éclaircissements sur le blocage de la justice, il ne répugne pas, en termes à peine nuancés, à recommander l'oubli du dossier Urba contre la mansuétude du pouvoir exécutif pour d'éventuelles autres affaires compromettant l'opposition. Drôle d'attitude pour un représentant du pouvoir ! A l'en croire, et pour parler clairement, la corruption politique — car il s'agit bien de cela — ne peut être poursuivie sous prétexte que tous les partis en auraient croqué. Je n'en reviens pas ! Aucun délinquant n'oserait opposer à la justice un tel argument. Je ne suis pourtant qu'au début de mes surprises. Lors d'une envolée verbale destinée à faire « sortir le poisson » que les députés lui reprochent à juste titre de vouloir « noyer », Pierre Joxe lâche un superbe lapsus. Au lieu de parler de l'information des « Français », il évoque celle des « enfants ». Difficile d'avouer avec moins de délicatesse que l'on veut faire avaler à ses auditeurs n'importe quoi. De fait, le ministre affirme sans sourciller, le visage sévère



derrière ses lunettes d'écaille, l'absence de toute intervention politique dans le dossier Urba ! Il se garde toutefois d'aborder le contenu d'un livre qui contredit point par point ses propos. La manœuvre de diversion ne porte que sur la seule couverture. *L'Enquête impossible* est en effet illustrée d'une reproduction du procès-verbal concluant nos investigations sur Urba. Pierre Joxe entreprend donc de dénoncer avec énergie cette jaquette et entend ainsi justifier ma récente suspension. Comme dans les pires procès, l'accusé devient accusateur. Le ministre se garde néanmoins de gloser sur sa pièce à conviction. Et pour cause ! La partie du document administratif reproduite sur le livre ne révèle que le « chapeau » du procès-verbal, c'est-à-dire uniquement le nom des policiers auteurs du fameux rapport sur Urba et le cadre juridique dans lequel il a été établi. Ces données n'ont rien de confidentiel et la presse en a fait état il y a déjà plus d'un an ! Le texte du rapport ne figure pas en revanche dans mon ouvrage — devoir de réserve oblige ! —, même si son contenu y est relaté. Ces nuances sont soigneusement ignorées par le ministre. Faute de pouvoir reprendre la parole pour dénoncer cette esquivé, Nicole Catala réplique en brandissant le livre face aux caméras...

En se retranchant derrière une prétendue « grave faute de l'inspecteur », faute que l'administration, par la suite, ne tentera même pas d'établir ni de justifier, Pierre Joxe a pourtant rempli sa mission. Non pas celle d'éclairer la représentation nationale et l'opinion, qui échoit en principe à un ministre, mais celle qui consiste à jouer de son autorité pour couvrir ses amis englués dans une grave affaire de corruption politique. Pas dupes, les élus socialistes applaudissent chaleureusement. Côté opposition, les pupitres cla-



quent. Un député clame : « Cette réponse est scandaleuse ! » Je partage son appréciation. Un profond sentiment d'amertume m'envahit au spectacle du comportement de ceux pour qui j'avais toujours voté.

L'assaut est relancé avec l'intervention de Philippe de Villiers, destinée cette fois au garde des Sceaux. Il émane comme un parfum d'hostilité des rangs socialistes. La contrariété se lit sur certains visages. Les propos à venir vont de nouveau sortir du cadre de la simple réunion de famille. Le pire est attendu.

Le député de Vendée développe les éléments de sa question en donnant aux mots tout leur poids. Se fondant à nouveau sur le livre et sur le rapport dont le ministre de l'Intérieur vient, d'une certaine manière, de reconnaître l'existence, il évoque les malversations découvertes et les replace judicieusement dans le contexte de la loi. « Ces faits très graves ne bénéficieraient pas de l'amnistie ! » Une précision qui n'apparaît plus superflue depuis la dérobade de Pierre Joxe. Au passage, l'ex-ministre de Jacques Chirac décoche avec ironie une première flèche : « La seule suite donnée au rapport de Monsieur Gaudino a été sa stupéfiante mutation au service des stupéfiants. » La mise au point se termine par le souhait de réponses « pointues ». Sur le banc du gouvernement, Georges Kiejman affiche sa tête des mauvais jours à côté du visage crispé d'Henri Nallet. Le garde des Sceaux aurait sans doute préféré inaugurer ses fonctions dans d'autres conditions.

Les questions de Philippe de Villiers mettent en effet à nu ce que le pouvoir a voulu cacher. L'absence de suites judiciaires sur le dossier Urba dévoile la protection accordée à des élus socialistes compromis dans une affaire de corruption de dimension nationale. La « coïncidence » qui fait du commissaire aux

comptes d'Urba l'expert-comptable de la campagne de François Mitterrand met en exergue les éléments accablants découverts dans les cahiers de Delcroix. Donc, celui qui a organisé la fraude destinée à masquer la réalité du financement apporté par Urba à la campagne présidentielle n'est autre que celui qui certifie les comptes de cette campagne aux côtés d'Henri Nallet ! Il est permis de penser que l'extrésorier de François Mitterrand devenu garde des Sceaux aura quelque difficulté à soutenir, devant les caméras, la sincérité de ces comptes. Difficile de ne pas l'accuser de mauvaise foi lorsqu'il refuse de saisir la justice de ce dossier et persiste à affirmer simultanément qu'il n'est pas juge et partie ! Le député vendéen a, en une intervention, placé Henri Nallet dos au mur.

« La parole est à Monsieur le garde des Sceaux, ministre de la Justice », enchaîne Laurent Fabius, depuis son perchoir. L'air grave, la nuque raide, Henri Nallet s'approche du micro. Son regard d'honnête homme me donne soudain un espoir. Certes, depuis la mise au jour du dossier Urba à Marseille, tout a été tenté pour éviter que la vérité sur la corruption politique soit connue. La prestation de Pierre Joxe ne laisse pas place à la moindre illusion. Par conséquent, la réponse du garde des Sceaux ne pourra en principe que confirmer ce constat. Je rêve.

Servi par son physique, Henri Nallet opte pour le rôle du juste persécuté. Transfiguré par une feinte indignation, il nie avec opiniâtreté les éléments développés par Philippe de Villiers. A l'en croire, la procédure d'Urba a été instruite par le président de la chambre d'accusation de Paris : « Dans quelques mois, elle aboutira devant le tribunal. C'est à ce moment-là que l'on connaîtra la vérité. » En obser-

vant avec attention Henri Nallet, je ne perçois aucun signe révélant un manque d'assurance. On a beau s'y attendre, le choc est rude : le ministre vient de mentir devant l'ensemble des députés et des millions de téléspectateurs avec un aplomb époustouflant. Sa prestation déclenche une ovation du côté socialiste. On se joue de la démocratie.

Encouragé par les siens, le garde des Sceaux élude la question de Philippe de Villiers se rapportant aux comptes de la campagne présidentielle. Il ne répond pas à l'épineuse question sur la double casquette de celui qui a certifié des comptes de campagne qu'il savait faux. « Nallet ministre de la Justice ou garde des faux ? », la question posée par *Le Canard enchaîné* de ce mercredi n'est peut-être plus sans réponse. Pathétique, Henri Nallet choisit un autre terrain pour tenter d'accréditer sa bonne foi : « Affirmer que je pourrais être juge et partie ne repose sur rien. » Il entend le prouver en pointant son doigt, comme pour exorciser un mauvais procès d'intention. Presque haletant, il martèle enfin avec une assurance impressionnante : « Je mets au défi quiconque, qui-con-que, de prouver que mon nom a été cité, ne fût-ce qu'une seule fois, dans un des documents ou une des pièces qui figurent à cette procédure. Mon nom n'y figure pas. »

Mon oreille se dresse. Il y a de quoi tomber à la renverse. Quel culot ! Son nom est cité dans le dossier Sormae, qu'il cherche désespérément à confondre avec celui d'Urba. J'en suis certain. Je l'ai appris grâce à une fuite. Malheureusement, je ne dispose pas du document. Les propos ministériels constituent donc une preuve d'inconscience ou un total mépris de la vérité. Dans un cas comme dans l'autre, ils me fournissent un moyen extraordinaire de démontrer la



mauvaise foi du pouvoir et de relancer le débat. A condition de parvenir à me procurer cette fichue pièce.

Je réfléchirai plus tard à cette question. Il serait dommage de perdre la pèroraison de l'orateur. Faisant allusion aux « pratiques illégales » de « certains autres partis politiques », Henri Nallet parachève son festival de tromperie en lançant un vibrant appel en faveur d'un... armistice. De quoi couper le souffle ! Après le ministre de l'Intérieur, c'est celui de la Justice qui accrédite la thèse du « tous pourris » ! La République me semblait mériter mieux. Ce n'est pas le point de vue de ceux qui se réclament de Jaurès et de Blum. Ils accordent au garde des Sceaux une véritable acclamation tandis que le chef du gouvernement, Michel Rocard, serre chaleureusement la main de son ministre.

Attendu par les journalistes à la sortie du Palais-Bourbon, je n'ai aucun mal à traduire ce que je ressens : « Il y a eu de bonnes questions auxquelles les responsables du gouvernement n'ont apporté aucune réponse. La vérité n'a pas triomphé dans l'hémicycle. »

Le mot de la fin revient à un journaliste de *Time*. Au cours d'une interview, il me dit : « Ce qu'a insinué votre ministre de la Justice, dans le temple de la loi, est extraordinaire. Aux Etats-Unis il y aurait eu un énorme scandale. Ça ne passerait pas. » Je comprends son étonnement. Je suis moi-même en état de choc.

Pierre Joxe et Henri Nallet n'en sont plus à une contradiction près, mais ils représentent quand même le gouvernement de la France.

Pour le flic que je suis toujours, les indices concordent. Le pouvoir a incontestablement décidé de se



réfugier derrière le mur du mensonge. La charge menée n'a pas été suffisante pour l'abattre. La phase de la guerre d'usure vient de s'ouvrir. Philippe de Villiers l'a annoncé : « Je ne lâcherai pas Nallet. » Encore faut-il lui en donner les moyens.



## CHAPITRE 3

### Le trio de La Cagouille

*Mercredi 17 octobre 1990, 20 h 30*

Le restaurant *La Rotonde* n'est pas éloigné de la maison Albin Michel. Pour ne pas perdre de temps dans les transports, il constitue depuis quelques jours mon lieu de rendez-vous pour les repas-interviews. J'y ai pris de petites habitudes. Ce soir, il s'agit d'autre chose. J'ai demandé à Jean Montaldo de me rejoindre. Nous sommes à l'écart, au fond de la salle, à l'abri des oreilles indiscrètes. La discussion s'engage sur les interventions de l'après-midi à l'Assemblée. Les commentaires des médias ne vont pas plaire à Henri Nallet. « Le nouveau garde des Sceaux tente de passer entre les balles en choisissant l'esquive » résume parfaitement la situation. Or, je n'ai pas écrit *L'Enquête impossible* simplement pour permettre un « carton sur un ministre », encore moins pour susciter un éphémère scandale. Le contenu de l'ouvrage l'atteste, mes déclarations le confirment, la lutte entreprise a pour seul objectif de permettre à la justice d'être saisie du dossier Urba. L'inculpation et le défèrement devant les tribunaux de personnalités socialistes prouveraient à l'opinion, de manière irréfuta-

ble, les mensonges du pouvoir. J'explique cela à Jean Montaldo.

Le regard attentif de mon interlocuteur se charge progressivement d'intérêt. Il n'a pas encore réalisé pourquoi je lui ai demandé de venir d'urgence, mais il connaît maintenant parfaitement l'objectif que je poursuis. Toute la difficulté réside dans le comment. Il l'a d'ailleurs compris en adoptant aussitôt un tutoiement complice. Ses yeux s'illuminent. Il reprend son souffle, prêt à repartir dans sa longue traque des corrupteurs.

— Qu'attends-tu exactement de moi ?

— Cela dépend de la nature et de la qualité de tes relations.

Je n'ai en effet cessé de réfléchir au moyen de rebondir. L'utilisation des questions à l'Assemblée nationale offre la possibilité de maintenir l'attention des médias. C'est la voie royale pour rabattre la morgue du pouvoir et — pourquoi pas — le contraindre à respecter le cours normal de la justice. A cet effet, il faut des intervenants de bonne volonté, conscients de l'enjeu public de cette affaire. Philippe de Villiers paraît être l'homme d'une situation à laquelle le RPR n'est, lui non plus, pas resté indifférent. L'accès à certaines pièces du dossier est également indispensable pour contrer, d'une semaine à l'autre, les mensonges du gouvernement.

— As-tu une source susceptible de te fournir des pièces sur les dossiers *Urba* et *Sormae* ?

On ne prête qu'aux riches. Jean Montaldo a passé un quart de siècle à rechercher des documents pour remonter les filières de la corruption, dans tous les secteurs de la vie publique, sans jamais rien négliger... « Il y a encore des campagnes de presse. Eviter correspondances qui laissent des traces. Les fouilleurs



de poubelles existent : Montaldo. » Ces conseils révélateurs de Gérard Monate ont été consignés en 1987 par Joseph Delcroix.

Jean Montaldo me fixe sans me voir. J'ai provoqué un arrêt sur image. Tout indique qu'un balayage de la mémoire est en cours.

— C'est possible, mais pas certain. Je dois m'en assurer.

L'homme connaît beaucoup de monde, dans bien des milieux. Comme tout bon journaliste, il ne révélera jamais ses sources. Ce point n'a aucune importance ; connaissant parfaitement le dossier, je n'aurai pas de mal à vérifier l'authenticité des documents.

Montaldo relève toutefois le caractère insolite de ma démarche :

— Mais toi ? Tu n'as gardé aucun document ?

— Non. Je n'ai pas quitté la financière pour faire un livre. On m'a viré du jour au lendemain et la décision d'écrire n'a été prise que huit mois plus tard. J'ai disposé de ces éléments mais je ne les ai plus. Le livre a été rédigé sur la base de simples notes de travail. C'est aussi bête que ça.

— A la Chancellerie, ils pensent tous que tu as gardé les preuves de ce que tu as écrit. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils reculent devant des poursuites en diffamation.

— L'essentiel est qu'ils continuent à le croire. En tout cas, les documents existent. J'ai participé à leur rédaction ou à leur saisie. Quand pourras-tu me donner une réponse ? C'est urgent.

— Je te rappelle demain à midi. Pour ce qui est des personnes, je connais parfaitement de Villiers. C'est un homme de conviction, indépendant, il ne se dégonflera pas. Il a suffisamment d'amis autour de

lui pour faire d'Urba le feuilleton du mercredi à l'Assemblée nationale. Tant que Nallet restera sur ses positions.

*Jeudi 18 octobre 1990*

Je poursuis ma campagne d'information auprès des journalistes. Les photographes se pressent également et ils ne sont pas avares de pellicules. Les heures s'écoulent rapidement, au point de devoir écourter un entretien pour répondre à un important coup de fil... A l'autre bout de la ligne le message est bref : « Pas de problème. Je peux déjeuner avec toi. Au même endroit dans une heure. » Au téléphone, on n'est jamais assez prudent. Décodée, la nouvelle me ravit. Le défi du ministre de la Justice m'est resté en travers de la gorge.

Au cours du repas, j'ai de la peine à retenir ma surprise. Jean Montaldo m'apprend qu'il dispose de la copie intégrale des cahiers de Joseph Delcroix. Chapeau ! L'avait-il avant même que je lui en parle ? Mystère. Inutile de lui poser la question, le personnage est secret. Plus muet qu'une tombe. Imprévisible. Voilà en tout cas de quoi justifier les éléments sur lesquels repose le livre. L'opération de désinformation entreprise par le pouvoir était mal partie, elle est désormais vouée à l'échec. Il ne s'agit plus seulement de la parole du policier qui a mené l'enquête contre celle d'un ministre, il existe à présent des preuves. Les médias jugeront sur pièces et ces pièces laissent peu de place au doute. Elles démontrent le système de corruption politique organisé au sein d'Urba. Elles soulignent la responsabilité du PS représenté notamment par Henri Emmanuelli, son

trésorier national depuis juillet 1988. Elles dévoilent toutes les contrevérités derrière lesquelles se retranche Henri Nallet. L'entourage du chef de l'Etat est bel et bien impliqué dans le dossier Urba. Les intervenants sont clairement identifiés. A une exception près : un personnage protégé par l'anonymat d'une énigmatique lettre « M »...

Pour l'heure, la mesure la plus urgente consiste à relever le défi d'Henri Nallet. Avant d'abattre cette importante carte, je pose prudemment une condition. Je tiens à conserver le choix du journaliste à mettre dans la confiance. Moins pour une question de confiance que d'efficacité. Jean Montaldo redoute que l'opération lui passe sous le nez mais, bon prince, il s'en remet à ma décision. Tout en concluant : « Je hais le mensonge, ils doivent payer. Je t'aiderai jusqu'au bout dans ton juste combat. » Montaldo possède, de toute évidence, la quasi-totalité du dossier, mais pour l'exploiter, il peut difficilement — et il me le dit — se priver de ma parfaite connaissance de l'affaire. Nous sommes au début d'une collaboration dont la réussite est conditionnée par une entente à toute épreuve. Je le mets au parfum. En cherchant bien dans le dossier Sormae, il devrait trouver — contrairement à ce que Henri Nallet prétend — une pièce dans laquelle figure son nom. Je lui demande de me fournir dès que possible cet élément. L'accord est conclu et il sera tenu.

Dans l'heure qui suit, j'ai le fameux document à ma disposition. Un porteur me l'a remis. Très méfiant, Jean Montaldo déteste le fax, susceptible d'être mis « sur écoutes » comme n'importe quelle ligne téléphonique. Il connaît la musique.



*Vendredi 19 octobre 1990*

L'un de mes petits plaisirs durant cette lutte pour la vérité réside dans la lecture des journaux. *Le Monde*, paru à 15 heures, est orné d'un titre qui a de quoi me satisfaire : « Le défi manqué de M. Nallet ». On lit dans l'article un extrait des déclarations de Gérard Monate au cours d'un interrogatoire judiciaire le 20 octobre 1989 : « M. Nallet, trésorier de la campagne de M. Mitterrand, m'a demandé de faire appel à mes délégués régionaux pour collecter des dons... » Le garde des Sceaux avait pourtant affirmé, face à l'opinion, qu'il était « certain » que son nom ne figurait pas dans la procédure. Pris en flagrant délit de contradiction, Henri Nallet est invité par *Le Monde* à réagir. Monate ? Il ne l'aurait « jamais rencontré » et il n'aurait « jamais eu le moindre contact » avec lui. En cherchant à retrouver son équilibre, le ministre de la Justice a fait preuve de maladresse. Difficile, après une telle réponse, de prétendre que l'on n'est pas juge et partie. On voit mal en effet comment, après avoir sollicité des fonds auprès du P-DG d'Urba, Henri Nallet peut affirmer d'une part n'avoir jamais noué le « moindre contact » avec ce dernier et, d'autre part, avoir ignoré le financement de la campagne présidentielle par ce bureau d'études !

Un mois plus tard, Gérard Monate montera au créneau pour essayer de dégager le ministre de la Justice de cette délicate impasse. Aux grands maux, les grands remèdes. Le P-DG d'Urba, serviteur zélé du Parti socialiste comme le démontrent les écrits de Joseph Delcroix, revient sur ses déclarations devant le juge Culié. « J'aurai dû me méfier des chausse-trapes que sont parfois les interrogatoires et veiller



plus attentivement à la retranscription sur le procès-verbal d'une discussion... » On se demande à quoi servait l'avocat du PS, en principe présent lors de cette déposition contestée un an plus tard.

Engagé dans sa mission de sauvetage médiatique, Gérard Monate oublie tout simplement d'apporter des précisions sur les conditions particulières de la préparation de « son point de vue » destiné à réhabiliter Henri Nallet. Publié par le *Libération* du 27 novembre sous le titre « Il n'a pas été possible à Henri Nallet de tricher », le « papier » a bien été remis au journal par le P-DG d'Urba mais sa préparation a été supervisée par le cabinet d'un ministre. Pas n'importe lequel... Celui d'Henri Nallet ! Avec de tels procédés, tout risque d'être démenti est soigneusement écarté. Cette pratique pourrait — en droit — s'apparenter à la subornation de témoin. En voulant à tout prix défendre une pseudo-raison d'Etat, ceux qui représentent l'Etat ne sont-ils pas en train de perdre la raison ? Comment admettre qu'un gouvernement puisse légitimer la fin recherchée par n'importe quel moyen, en particulier le mensonge permanent ? Comment admettre une telle dérive chez ceux qui ont en charge la défense des valeurs républicaines ?

Ce premier faux pas, à l'Assemblée, du garde des Sceaux, ne laisse pas la presse insensible. Les titres et les commentaires sont unanimes : « Le défi qui tombe à l'eau » ; « Véritable camouflet »... A l'affaire Urba vient de s'ajouter « l'affaire Nallet ».

Le défi a été jeté bien imprudemment auprès de « quiconque ». Comme l'écrit Edwy Plenel, signataire de l'article du *Monde*, « quiconque pouvait en une matinée trouver matière à relever le défi ». Autrement dit, même un flic suspendu...

*Lundi 22 octobre 1990*

La convocation de l'inspection générale de la police est arrivée depuis samedi à mon domicile. La police des polices est abritée, à Marseille, dans des locaux de la préfecture de police en plein centre-ville. Je me suis appliqué à ne pas arriver en retard, ni en avance... Ce n'est pas le genre de séance vers laquelle on se précipite en craignant de manquer le début. Il est 10 heures passées et j'attends. Un « petit » problème vient d'être soulevé auprès du commissaire divisionnaire qui m'a reçu. Je suis prêt à répondre à ses questions, mais encore faut-il que je sache sur quoi elles portent. Or, il n'a reçu aucun document officiel. Pour ne pas être pris au dépourvu, j'ai passé une partie du week-end à me demander comment les « bœuf-carottes » vont s'y prendre pour aborder leur interrogatoire. L'écueil à éviter est de taille. Je n'ai aucune intention de les aider. *L'Enquête impossible* a été publiée non par plaisir, mais par devoir. Le pouvoir n'a pas forcément raison parce qu'il est le pouvoir. J'explique donc à mon interlocuteur qu'au règlement transgressé, et en l'absence de griefs précis, j'entends d'ores et déjà opposer la cause. Celle qui découle de la loi bafouée et de la justice entravée par des membres du gouvernement, le tout pour couvrir une grave affaire de corruption organisée par le parti au pouvoir. Pas facile pour la police des polices de noter tout cela sur un procès-verbal administratif et de le présenter ensuite au ministre de l'Intérieur. Un coup de fil, passé dans une pièce voisine, amène un sourire satisfait sur les lèvres du commissaire divisionnaire. Voilà qui laisse présager qu'une solution a été trouvée. Le commissaire m'apprend en effet que ma

déposition est remise à une date ultérieure. Une autre convocation me parviendra...

*Mardi 23 octobre 1990*

Je retrouve pour déjeuner Philippe de Villiers et Jean Montaldo. Notre réunion est discrètement organisée dans un salon du restaurant *La Cagouille* à Montparnasse. Une table également fréquentée par le Président de la République. Les multiples déclarations du député de Vendée depuis plus d'une semaine sont sans équivoque. Il n'a aucune intention de lâcher prise. Il tient personnellement à m'en assurer. La nécessité de gagner ce combat qui engage sa crédibilité politique est devenue pour lui une bataille prioritaire. « Ce n'est pas parce qu'il y a des voleurs dans les partis qu'il faut prendre le parti du vol » est son credo. J'y souscris pleinement. Dans le camp opposé, quand il ne parle pas de « manœuvres pour la promotion d'un livre », le garde des Sceaux ne manque pas une occasion d'assimiler l'offensive contre l'étouffement des affaires à une « véritable opération politicienne ».

Les documents récupérés par Jean Montaldo constituent les aliments de notre nouvelle attaque. Puisque le garde des Sceaux refuse de saisir la justice, les médias et les parlementaires doivent savoir pourquoi. Le député vendéen entend les éclairer semaine après semaine. Jean Montaldo nous explique qu'il va, pour cela, décrypter les cahiers de Joseph Delcroix sur ordinateur, en classant les informations par thème, par nom et par date. « Chaque mensonge du pouvoir fera ainsi l'objet d'une réponse "à la vitesse de la lumière" », dit-il. La guerre contre la corruption



politique est clairement déclarée. Nous passons des intentions aux actes.

Je ne peux m'empêcher de songer aux prolongements de l'histoire que je vis. Nous n'étions que deux pour débiter dans la police cette lutte qui sème l'affolement dans les plus hautes sphères du pouvoir. Deux ans après, le combat se poursuit autour d'un livre, à trois plus les médias. Tous les espoirs nous sont permis. L'impact de notre petit comité — que Jean Montaldo baptise avec humour « le trio de *La Cagouille* » — est redoutable. Nous serons implacables. Henri Nallet se sera, une fois de plus, trompé.

*Jeudi 25 octobre 1990*

Le message laissé chez mon éditeur, dès l'ouverture des bureaux, est apparemment très urgent. Cette mention est soulignée trois fois. Je n'ai aucune idée de la raison pour laquelle le dénommé Pierre-François Divier demande à être rappelé dans les plus brefs délais, avec une insistance peu coutumière. Au téléphone j'apprends qu'il est avocat à Paris, mais guère plus. Sa démarche a un rapport avec le livre, mais l'importance de ce qu'il doit me dire ne peut être évoquée que de vive voix. Pour un flic, la curiosité tient du réflexe professionnel. Chez moi elle découle en outre d'une aptitude naturelle.

Au début de l'après-midi, un creux entre deux interviews me permet de me rendre au cabinet du prudent avocat. Durant le parcours en taxi, j'ai la vague et détestable impression d'être suivi. Ce n'est pas la première fois. Je me fais par conséquent déposer avant l'adresse indiquée. J'entre aussitôt dans une grande surface pour en ressortir par une



autre porte. Je suis à présent libre de me présenter au bon endroit.

Bien que datant probablement de l'époque Haussmann, l'immeuble n'a rien de cossu. Il est cependant bien entretenu. Je ne trouve pas la traditionnelle plaque de cuivre. A l'étage, une simple étiquette, qu'il faut lire le nez collé dessus, me rassure quand même. Mon mystérieux personnage travaille bien ici. En sonnant j'en doute. Seuls des aboiements de chien me répondent. Le maître apparaît quelques secondes plus tard. Il me faut enjamber le gardienteckel et quelques dossiers pour accéder à une pièce envahie de soleil, mais dépourvue d'étagères de rangement. Manifestement ce cabinet n'est pas placé sous le signe des affaires juteuses. Son propriétaire n'a rien non plus de l'avocat tiré à quatre épingles. Le jean et la chemise col ouvert complètent son allure sportive. Il y a de quoi se poser quelques questions. Pas pour longtemps. Je suis chez un écologiste, un authentique. Pierre-François Divier est l'avocat des Verts. L'écouter est un véritable plaisir. Brûle en lui la flamme de ceux qui croient à l'utilité du métier choisi. Ce n'est pas gagner de l'argent qui l'intéresse, mais gagner des affaires. Et pas n'importe lesquelles, les plus difficiles, celles qui concernent l'intérêt public ! Il a lu le livre. Le moyen juridique pour saisir la justice du dossier Urba, malgré l'obstacle Nallet, existe. Il y travaille. Le regard confiant et déterminé qui me parvient à travers des lunettes fraîchement rafistolées réduit la méfiance qui m'habitait. Cet homme n'est pas du genre fataliste et cela me suffit. D'autant que ma participation immédiate se limitera à la fourniture de cinquante-cinq exemplaires de mon ouvrage. Ils sont destinés aux membres de la commission « jus-

tice » de son mouvement. Le temps presse, la réunion doit se tenir dans moins d'une semaine.

Nous repartons ensemble, direction l'éditeur, en compagnie du toutou. La coccinelle qui nous transporte paraît davantage sortir d'une casse que d'un garage. Tout en me parlant, Pierre-François Divier donne la vague impression de s'intéresser à la circulation. Les mains agrippées au siège et le teckel autour du cou, je garde l'œil rivé au capot qui n'arrête pas de claquer. J'attends le moment fatidique où il se rabattra sur le pare-brise. Au terme de ce voyage à sensations multiples, j'en conclus que si l'homme a autant de chance dans la conduite de ses affaires que dans celle de sa voiture, le pouvoir a toutes les raisons de le craindre. La remise des livres m'apparaît comme un bon investissement. La Chancellerie est désormais prise entre deux feux : l'un politique et l'autre juridique. Il suffit maintenant d'attendre.

*Marseille, vendredi 26 octobre 1990*

Pour contrer les mensonges du garde des Sceaux, Philippe de Villiers ne lésine pas sur les moyens. Il a obtenu un rendez-vous du procureur de la République de Marseille. Il envisage de demander la nomination d'une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur « l'inadmissible » entrave à l'action de la justice. Sur ce registre, les éléments sont nombreux et accablants. A l'appui des révélations de *L'Enquête impossible*, il ressort, selon *Le Nouvel Observateur* et grâce à une fuite rapportée par Hervé Gatté-gno, que le parquet de Marseille avait bien transmis à la Chancellerie, le 5 juin dernier, une « analyse confidentielle de cinq feuillets sur le dossier Urba ».

Les conclusions auxquelles j'étais parvenu avec Alain Mayot y sont nettement confirmées. Les délits que nous avons relevés ne bénéficient pas de l'amnistie. Et le journaliste de conclure : « La mèche n'est pas éteinte. Les archives d'Urba sont encore à portée de la main. Elles dorment dans deux gros cartons blancs, dans un bureau du dernier étage du palais de justice de Marseille. Elles cachent encore bien des secrets... »

La loi reconnaît au ministre de la Justice le droit de donner des instructions au procureur de la République pour engager des poursuites, non pas pour l'en empêcher. C'est pourtant ce qui s'est passé avec le dossier Urba comme avec bien d'autres. Grâce à cette pression, le gouvernement se permet, pour tout ce qui touche aux affaires dites sensibles, de poursuivre ou de couvrir qui il veut, quand il veut. Certes le procureur a le droit de — et devrait même — s'opposer au « souhait » discriminatoire du garde des Sceaux. En théorie tout est possible, à condition — compte tenu du système en place — de placer sa conscience professionnelle au-dessus de sa carrière. Les promotions des magistrats, et a fortiori celles des hauts magistrats, sont en effet proposées par le Conseil supérieur de la magistrature dont la majorité des membres est désignée par le pouvoir exécutif. C'est le chef de l'Etat qui préside ce Conseil avec, à ses côtés, le ministre de la Justice en qualité de vice-président. Bref, refuser le bon vouloir politique, au nom du respect de l'application de la loi, est une démarche périlleuse pour les intérêts personnels. Rares, hélas, sont les procureurs qui acceptent le risque du sacrifice et refusent de se plier à la volonté partisane — et illégale — du ministre. Dans l'opposition, François Mitterrand avait dénoncé ce système



comme constituant une grave atteinte à l'indépendance de la justice. Il s'était engagé à le réformer. Sous ses mandats, une décennie plus tard, rien n'a été modifié et l'affaire Urba prouve que l'usage de ces mauvaises mœurs n'a fait qu'empirer.

Philippe de Villiers tient à apprécier personnellement la gravité de l'implication du garde des Sceaux dans cette obstruction à la justice. D'où l'audience qu'il a demandée au procureur de Marseille. Je l'attends dans un bar du vieux port pour recueillir ses impressions. Lorsque le député de Vendée arrive au *Suffren*, il affiche un superbe sourire. J'imagine qu'il a obtenu ce qu'il était venu chercher. Le titre de la lettre ouverte adressée la semaine suivante au ministre de la Justice l'attestera : « Monsieur Nallet, vous avez menti trois fois ! »

*Vendredi 26 octobre 1990 (suite)*

Au cours de la séance hebdomadaire des questions du mercredi, Henri Nallet s'est une fois de plus pris les pieds dans le tapis des contrevérités. Sa dernière trouvaille ? L'enquête sur Urba révélée par le livre « n'a mis au jour que des mécanismes locaux de financement ». De plus « l'essentiel des faits est amnistié ». La réplique des médias recensée à ce jour est sans appel. L'affaire Urba découverte à Marseille est bien de « portée nationale » puisqu'elle implique 16 délégations régionales, sans oublier la campagne présidentielle de François Mitterrand. Elle « n'est pas couverte par l'amnistie » car celle-ci exclut l'enrichissement personnel, le trafic d'influence et la corruption. Le garde des Sceaux a tout faux.



*Vendredi 9 novembre 1990*

Sur TF 1 l'émission « Le Droit de savoir » frappe fort. En voulant, à l'Assemblée nationale, éteindre pour la énième fois l'incendie Urba, Henri Nallet a allumé une nouvelle mèche. Renvoyé au contenu de *L'Enquête impossible*, le garde des Sceaux n'a toujours pas renoncé à contester mes dires dans une escalade de répliques présomptueuses. Cette fois l'argument se veut rédhibitoire : « Il n'est pas possible de démontrer » que la campagne présidentielle a bénéficié d'autres fonds que ce qui a été officiellement déclaré. A l'« impossible » du ministre de la Justice, l'équipe de Patrick Poivre d'Arvor et Charles Villeneuve n'est pas tenue. Joseph Delcroix et les feuillets de ses cahiers défilent à l'écran. C'est bien 25 millions de francs qui ont servi au candidat Mitterrand pour sa propre succession. Avec la même clarté, l'implication de l'expert-comptable David Azoulay dans l'opération de dissimulation est largement établie. Enfin, l'argent du trafic d'influence et de la corruption a effectivement été versé avant, durant et après la campagne présidentielle. L'heure d'écoute a permis à plusieurs millions de Français de juger sur pièces. La cause est entendue : une fois de plus, le ministre n'a pas dit la vérité. Patrick Poivre d'Arvor conclut : « Les policiers ont fait leur travail, les journalistes aussi, il reste celui des magistrats... »

Le lendemain, sur la même chaîne, le garde des Sceaux, dans une manœuvre supplémentaire pour tenter de s'arracher aux sables mouvants du mensonge, reconnaît qu'il n'y avait pas une mais « deux campagnes présidentielles », celle de François Mitterrand et de son équipe dont il assurait la trésorerie

et celle du Parti socialiste. Il ne peut, en conséquence, répondre du financement de « l'autre », placée sous la responsabilité du PS. Autrement dit, il accrédite l'idée d'une double comptabilité. C'est ce l'on appelle sans rire « pratiquer la transparence », ironise *L'Humanité*.

Le répit d'Henri Nallet est de courte durée. En se référant aux notes de Joseph Delcroix, Philippe de Villiers annonce, trois jours plus tard : « Les pièces publiées sont au nombre de 16, il m'en reste 324, qui répondent à d'autres questions intéressantes, comme celle-ci : qui était donc le " contact Élysée " ? »

Pour les trois convives de *La Cagouille*, la stratégie mise en place fonctionne à merveille. D'une semaine à l'autre, l'hémicycle se transforme en prétoire, donnant lieu à des interventions houleuses autour du dossier Urba. Face à des questions de plus en plus pertinentes, l'obstination du ministre se traduit par des réponses de moins en moins convaincantes. A quelques variantes près, le scénario est le même à chaque séance, comme le note un journaliste de *Libération* : « L'orateur de l'opposition pose au ministre une question dont il connaît, mais tait, une partie de la réponse. Il laisse le ministre s'enfermer dans quelques propos de tribune lourds d'omissions. Puis il attend que la presse, le lendemain, au besoin informée, prenne le ministre en défaut. L'effet casse-pipe est garanti. »

Si l'affrontement ne ramène pas le pouvoir à la raison, il est édifiant pour l'opinion. Toutes les assertions derrière lesquelles le garde des Sceaux n'a cessé de s'abriter depuis la sortie de *L'Enquête impossible* sont anéanties l'une après l'autre. C'est probablement Nicole Catala qui, au cours d'une des interventions de l'opposition, résume le mieux la position

insoutenable d'Henri Nallet. Elle lui demande de se situer, soit en tant que ministre de la Justice en laissant celle-ci agir et en ne s'opposant plus à l'ouverture d'une information dans l'affaire Urba, soit en tant qu'ex-trésorier de la campagne de François Mitterrand en démissionnant pour défendre son honneur. Le suspense est mis en évidence par un titre du *Point* : « Nallet pourra-t-il tenir ? »





## CHAPITRE 4

### Tentatives d'intimidation

*Paris, samedi 10 novembre 1990*

Certaines journées commencent sous les meilleurs auspices. Celle-ci démarre sous le signe de la convivialité. Au moment de quitter l'hôtel, j'ai en effet le plaisir de rencontrer un avocat marseillais, Michel Moatti. L'occasion de faire un brin de causerie nous a déjà été offerte dans l'avion entre Paris et Marseille. Son retour vers la capitale phocéenne, prévu en voiture cet après-midi, m'incite à annuler ma réservation Air Inter pour répondre à son aimable invitation. Nous ferons ensemble le voyage dans sa grosse cylindrée, « un modèle de confort » selon son propriétaire. Le lieu des retrouvailles est fixé au *Café de la Paix*, où je dois rencontrer à l'heure du déjeuner Hervé Gattégno du *Nouvel Observateur*. La perspective de son interview présente un avantage certain. Inutile de se lancer dans la genèse de l'affaire, c'est un des rares vrais spécialistes du dossier Urba. Il va de soi que je n'ai rien à lui apprendre. Je me limite donc, au cours du repas, à de simples réactions. Ponctuel, Michel Moatti se fraie un chemin en évitant par de savantes passes les garçons et leurs plateaux. Il ne souhaite pas perdre de temps et je le comprends.

Au moment de prendre congé du journaliste Michel Moatti remarque : « Tiens ! J'ai l'impression que l'on vous espionne. » Je retrouve la même sensation qu'il y a deux semaines lorsque je me rendais chez l'avocat des Verts. Vérification faite, je note que deux individus se relaient, avec une discrétion qui laisse nettement à désirer, autour de notre groupe, pour tenter de saisir les propos échangés. Le look des deux compères est d'un classicisme qui rappelle étrangement celui de la « maison ». Un « coup de sécurité » s'impose. J'invite mes interlocuteurs à remonter le boulevard en direction de la Madeleine. Un brusque arrêt lève toute incertitude : nous sommes bel et bien filés, non plus par deux mais par quatre inconditionnels de l'imperméable. Le temps grisâtre nous a épargné les lunettes noires. Le sourire que je leur adresse ne les désarme pas. Ce comportement m'intrigue. A quoi sert une filature quand les suiveurs sont « grillés » ? La bizarrerie de la situation me donne une idée. J'invite mes deux compagnons à tourner dans la première rue à droite. La voie, quasiment déserte, devrait me permettre de me faire une idée plus précise des effectifs détachés à nos trousses. Les comptes sont rapidement arrêtés. Douze mines peu affables se partagent subitement les extrémités de la rue empruntée. La disparition du pasteur Doucet resurgit dans ma mémoire. Malgré l'inquiétude qui n'épargne aucun des membres de l'équipe, les esprits continuent de carburer. C'est Hervé Gattégno qui trouve la parade et endigue tout débordement d'angoisse : « Si ce n'est pas un mauvais coup qui se prépare, cela ne peut être qu'une tentative d'intimidation. » La logique de cette hypothèse a quelque chose de rassurant. Autant la vérifier sur-le-champ. Le journaliste rebrousse chemin et

passe sans difficulté au travers de la demi-douzaine d'agents peu secrets qui feignent inutilement de l'ignorer. C'est en conséquence avec une ostensible assurance que le duo restant s'avance vers l'autre bout de la rue. L'occasion est trop belle. Je dévisage avec insistance la fine équipe. Ce passage en revue s'avère instructif. Les moyens ne manquent pas puisqu'en dépit des efforts, les talkies-walkies sont repérables derrière certains dos...

Si nos pseudo-lascars espéraient poursuivre leur petit jeu en voiture, ils resteront sur leur faim. Ce n'est pas tant le confort annoncé que j'apprécie dans le véhicule de l'avocat marseillais, mais — ce qui n'était pas à l'ordre du jour — la vitesse. Je suis bien placé pour savoir que, face à cette situation, la plupart des véhicules banalisés de police peuvent difficilement lutter.

A l'issue de cette curieuse opération, une question me torture l'esprit : comment a-t-on appris que je devais me rendre au *Café de la Paix* ? Conscient d'une filature possible, j'avais pris le soin d'effectuer chaque déplacement seul. Il me faut donc envisager que mon correspondant journaliste, jugé trop curieux et trop bien informé, a été surveillé.

J'ai beau vouloir minimiser la portée de ces événements, je n'en reste pas moins perplexe. Philippe de Villiers a fait l'objet de menaces suffisantes pour obtenir une protection rapprochée. Un inspecteur ne le quitte plus d'une semelle. Ce qui peut être aussi, pour le pouvoir, un moyen de connaître ses moindres faits et gestes. Si ce que je viens de vivre traduit également une volonté d'intimidation, le gouvernement trahit l'ampleur de son inquiétude. A en croire la presse, une cellule de crise aurait été constituée à l'Elysée. Il est vrai que les sondages font



état d'une baisse de la cote de popularité du Président de la République et que parmi les raisons directes, les analystes retiennent les conséquences « psychologiques et politiques des affaires »...

*Lundi 12 novembre 1990*

La voix qui me parvient est cassée, presque chevrotante. Pas de doute, à l'autre bout de la ligne la personne n'est plus toute jeune.

— Monsieur Gaudino? Je viens de lire votre bouquin. Je me suis souvenu de ce qui était reproché à mon père et des raisons de son suicide, il y a bien longtemps. Comme pour l'affaire de mon père, le pouvoir encore une fois se défile.

Le ton de la voix traîne une mélancolie qui doit remonter à sa tendre adolescence. Je reçois de nombreux coups de téléphone chez mon éditeur. Celui-ci me cueille à froid, c'est le premier de la matinée. Mon interrogation est de courte durée. Mon interlocuteur s'appelle Claude Stavisky...

L'homme a en partie raison. L'affaire Stavisky avait fait grand bruit en 1933-1934 mais, à cette époque, ce scandale au parfum de corruption avait débouché sur une démission. Et pas la moindre, celle du Président du Conseil, le Premier ministre de l'époque. Les temps ont changé.

*Samedi 17 novembre 1990*

Le garde des Sceaux ne recule devant rien, même l'évidence. « Pendant combien de temps Henri Nallet pourra-t-il continuer à s'enfermer dans les mensonges



et les approximations pour tenter de couvrir les agissements délictueux d'Urba, le bureau d'études bidon au service du Parti socialiste ? » La question est posée par François Labrouillère dans *Le Quotidien de Paris*. Elle fait suite à un nouveau rebondissement non prévu au programme. Une ramification du dossier Urba vient d'être découverte dans l'Aude. L'affaire dite de « la bulle de Fleury » concerne la construction d'un observatoire sous-marin lancé à grands frais par des responsables socialistes locaux. Le projet n'a pas abouti. Seul un gouffre financier a été creusé. Au terme d'une enquête policière préliminaire, début octobre, le procureur de la République de Narbonne, Gérard Brunet, exprime par écrit à la Chancellerie la nécessité de saisir la justice. Son rapport de 40 pages, divulgué par une presse de mieux en mieux informée, va droit au but : « A l'ensemble des irrégularités constatées (portant sur 44 millions de francs) dans le montage juridique et financier, s'ajoute la découverte d'un système organisé de détournements de fonds publics : celui d'Urba... »

En dépit de ces éléments, le dossier reste au point mort. Soupçonné d'un nouveau blocage pour protéger la pieuvre Urba, le garde des Sceaux, plus pathétique que jamais, garantit publiquement l'absence de toute entrave à l'action de la justice. Mal lui en prend. « Nallet recoincé par la bulle », titre avec humour un journal. Un télex émanant de la Chancellerie et adressé au parquet de Narbonne prouve effectivement le contraire. Rompue à la méthode Nallet, la presse publie un extrait de ce document daté du 16 octobre : « En l'état des divers rapports qui m'ont été adressés, il m'apparaît en effet qu'il n'y a pas lieu, dans cette affaire, de requérir

d'urgence l'ouverture d'une information et encore moins la mise en détention de divers mis en cause. »

Dans le style « Circulez, il n'y a rien à voir », on ne peut guère faire mieux. La corruption socialiste reste protégée en haut lieu. Pourra-t-elle continuer de l'être envers et contre tout ? C'est la question que je me pose à la suite de cette dernière péripétie. Si la publication de *L'Enquête impossible* n'a pu, jusqu'à ce jour, débloquer la situation dénoncée à moult reprises, sa médiatisation est cependant une réussite dans laquelle Henri Nallet continue d'apporter, à son corps défendant, une appréciable contribution. Le climat général a favorablement évolué autour de « l'affaire ». Le combat, mené au départ par quelques francs-tireurs, commence à porter ses fruits. Il glisse, lentement mais sûrement, vers une préoccupation générale, vers le début d'une prise de conscience collective. Certes, le procureur de Marseille, en conservant dans ses tiroirs le dossier *Urba* qui inquiète tant le pouvoir socialiste, se soumet sans broncher au diktat politique. En revanche, le comportement du procureur de Narbonne n'est pas aussi discipliné. Lors d'une déclaration publique, il fait allusion à l'intervention du pouvoir dans les affaires de la justice. Du côté des syndicats de magistrats, l'unanimité est faite. Les révélations du livre — maudit par les socialistes — les conduisent à demander au garde des Sceaux de ne plus s'opposer à l'action de la justice, au nom de sa « crédibilité ».

Un mois après avoir fait exploser la bombe *Urba*, les chances d'élever la lutte contre la corruption et pour une justice indépendante au niveau d'une cause nationale m'apparaissent de plus en plus sérieuses. Après les politiques, en manifestant en termes choisis leur ras-la-toge, les juges aussi sont entrés dans la

bagarre. Cette avancée n'est pas négligeable. Elle ouvre un front supplémentaire contre l'étouffement des affaires.

*Marseille, lundi 19 novembre 1990*

Rebelote, me voilà à nouveau face aux « bœuf-carottes ». Ce n'est plus un, mais deux commissaires divisionnaires qui me font face de l'autre côté du bureau. Ils ont reçu des instructions pour mener une enquête administrative à mon sujet, mais les griefs précis manquent toujours. Il est vrai que je dois être le seul fonctionnaire, dans toute l'histoire de la police, à avoir écrit un livre en étant en activité. L'administration est à l'évidence prise au dépourvu, d'autant que ma démarche apparaît soutenue par l'opposition, l'ensemble des médias et une large fraction de l'opinion. Pour corser le problème, l'ouvrage a été rédigé pour révéler à l'opinion de graves atteintes à la démocratie, la manière utilisée pour détourner l'argent des contribuables et les méthodes employées pour se soustraire aux sanctions judiciaires. Peut-on, dans un tel cas, reprocher à un fonctionnaire de ne pas avoir respecté l'obligation de se taire ? Il est au contraire de son devoir, ayant connaissance de délits graves, de les dénoncer. Je suppose que ce dilemme, auquel les consciences saines peuvent difficilement échapper, n'est pas de nature à faciliter l'instruction de mon dossier disciplinaire. Des ordres ont pourtant été donnés et ceux qui les ont reçus n'ont d'autre choix que de les exécuter.

Le responsable de la police des polices à Marseille entreprend de débloquer la situation, sous l'œil approbateur de son adjoint. « Il est notoire, me dit-il,



que vous avez écrit un livre publié récemment chez Albin Michel, en octobre 1990, sous le titre *L'Enquête impossible*. » La question démarre correctement, mais les zigzags qui suivent constituent un véritable slalom destiné à éviter les écueils des révélations accusant le pouvoir. Au bout du parcours, mes supérieurs relèvent contre moi le manquement à l'obligation de réserve sans avoir effleuré une seule fois le cas de force majeure qui m'y a conduit. En ce qui me concerne, ce n'est pas tant leurs questions qui m'importent mais les réponses. Puisque ceux que l'on a désignés pour jouer les détracteurs de service se fondent sur l'obligation de réserve prévue au code de déontologie de la police, autant élever le débat en s'appuyant sur l'autre devoir mentionné dans le même document. Celui du policier chargé de défendre la loi et qui n'a eu d'autre moyen pour le faire que d'écrire un livre. Fallait-il, au nom de la seule loi du silence et contre tous les principes de la loyauté républicaine, accepter l'inacceptable ? Un pouvoir peut-il mépriser l'Etat de droit en généralisant la corruption au point de placer le pays en coupe réglée ? Une justice peut-elle demeurer muselée afin de permettre aux responsables politiques d'échapper aux poursuites ? En trois pages de procès-verbal je développe, exemples concrets à l'appui, la fameuse théorie des baïonnettes intelligentes. Les faits parlent d'eux-mêmes. La compréhension que je décèle dans le regard des deux commissaires divisionnaires aussi. A la relecture de ma déposition, je n'ai rien à contester. Tout a été fidèlement retranscrit. L'ordre reçu n'exclut pas la conscience professionnelle. Elle vient aussi d'être honorée sur le plan moral. En me retirant, c'est un salut plus que courtois qui m'est adressé. J'ai la faiblesse de croire qu'il s'agit d'un soutien. Il est vrai



que la prochaine épreuve dépendra du pouvoir politique. Je ne me fais donc guère d'illusions.

*Mardi 20 novembre 1990*

Le « contact Elysée » mentionné dans les cahiers de Joseph Delcroix est sorti de l'anonymat. *Le Figaro* publie une des pages des cahiers sur laquelle le nom de Jean-Claude Colliard figure en toutes lettres. La précision chirurgicale des informations fournies me donne à penser que l'ordinateur de Jean Montaldo est d'une grande fiabilité. En recoupant diverses interventions datées, le journal met en évidence que l'Elysée a bien été partie prenante dans les discussions menées au sujet du financement par Urba de la campagne présidentielle de François Mitterrand. Gérard Monate a débattu de la question avec de hauts responsables : le 15 décembre 1987, avec l'extrésorier du PS André Laignel ; début janvier 1988, avec le dénommé Jean-Claude Colliard qui, à cette époque, était le directeur du cabinet du Président de la République avant de devenir, six mois plus tard, celui du nouveau président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius. Il devient dès lors difficile d'imaginer que François Mitterrand ait été laissé dans l'ignorance du financement de sa propre campagne. Il a probablement toujours su qu'Urba l'avait soutenu à hauteur de deux milliards et demi de centimes d'argent sale ! « L'Elysée dans le bain », annonce un autre quotidien en se référant au document et à l'article du *Figaro*. De quoi donner des vapeurs à ceux qui ont fait confiance au candidat Mitterrand, dont je fais partie. Grâce à l'entêtement d'Henri Nallet, les révélations de *L'Enquête impossible* concernant la cam-

pagne du candidat socialiste sont publiquement établies. J'ai toutes raisons d'être satisfait. Mes lecteurs peuvent apprécier l'authenticité des faits rapportés, en dépit de la course à la désinformation engagée par le pouvoir en général et le ministre de la Justice en particulier.

Une ombre demeure au tableau. Face à ce qui s'avère être une des affaires de corruption les plus graves de la V<sup>e</sup> République, la justice n'est toujours pas saisie. L'hypothèse que le blocage opéré par Henri Nallet serait, pour ainsi dire, « Elysée-commandé » commence à s'imposer dans les esprits. Dans le contexte, il est vrai que le rôle du garde des Sceaux s'apparente à celui de gardien intraitable du Château.

*Jeudi 22 novembre 1990*

L'infatigable député vendéen organise une réunion avec quelques membres de L'Observatoire des libertés, créé il y a un an autour de magistrats révoltés par la loi d'amnistie. Au menu, l'affaire *Urba*. Invités à participer à la réflexion, nous nous retrouvons à sept dans un bureau de l'immeuble de l'Assemblée nationale, 233, boulevard Saint-Germain. C'est pour moi l'occasion de faire connaissance avec les juges Gilles Boulouque et Alain Marsaud, avec le sénateur RPR Hubert Haenel et le député UDF Pascal Clément. D'emblée, ce dernier apostrophe Philippe de Villiers sur le dossier *Urba* :

— Tu veux aller jusqu'où, comme ça ?

La question semble traduire davantage une préoccupation qu'une volonté de soutien inconditionnel. La réponse ne se fait pas attendre. Le député de

Vendée n'abandonne aucun des thèmes défendus depuis plus d'un mois : « La corruption est un véritable fléau économique. Son impunité discrédite la classe politique et laisse la porte ouverte à toutes les aventures. La nécessité de combattre les corrompus, à gauche comme à droite, relève d'une exigence morale que les élus responsables ne peuvent plus se permettre d'ignorer. » Cette profession de foi a le mérite de la clarté. Elle ne semble pas rassurer Pascal Clément. Il quitte le registre des questions pour entrer dans celui des prévisions. Sans céder à la plaisanterie et encore moins à l'optimisme.

— Il y a eu l'affaire Fontanet, l'affaire Boulin, avec toi on risque d'avoir maintenant l'affaire de Villiers.

Sidérant ! Cloué sur mon fauteuil, je ne sais que penser. Je ne peux éviter de répliquer :

— Vous rendez-vous compte des propos que vous venez de tenir ? Vous êtes un membre de la représentation nationale. A vous croire, défendre l'État de droit implique un danger. Des représailles dignes d'un pouvoir mafieux. Et cela ne vous choque pas, on dirait même que vous l'admettez comme une fatalité.

— Je dis ce que je pense.

Pour un député, apparemment bien informé et qui n'entend pas verser dans l'humour, la réponse est logique. Pour le citoyen que je suis, ce que je viens d'entendre est hallucinant. Un ange passe. Je suis sonné. J'entends à peine une autre voix tenir des propos plus rassurants : « Il ne faut quand même pas exagérer. »

Imperturbable, Philippe de Villiers prend le parti d'ignorer cet étrange avertissement. Pour lui, la nécessité de poursuivre l'action entreprise avec la publication de *L'Enquête impossible* s'impose. Tout doit être mis en œuvre pour que la justice puisse se saisir



du dossier Urba. Les Français doivent savoir la vérité sur la corruption et sur ses bénéficiaires, y compris le Président de la République.

Gilles Boulouque, de l'autre côté de la table, affiche un sourire qui m'apparaît désabusé. Je pense au travail phénoménal qu'il a accompli, dans une période troublée, pour lutter contre les auteurs d'attentats meurtriers. Cette action antiterroriste lui a valu une renommée nationale, mais aussi des déboires. Du côté des criminels inculpés bien sûr, mais aussi, de manière plus inattendue, du côté de la Chancellerie. Il est discret, il écoute et réfléchit. Lorsqu'il parle, ce n'est pas avec la voix d'un tribun emporté par son discours, mais avec l'expression grave de celui qui dispose d'une réelle expérience. S'il est important de soutenir la cause de la justice, on ne doit pas pour autant se désintéresser du sort de Gaudino. Tel est le sens de sa position. Entièrement pris par mon combat depuis plus d'un an, son intervention m'interpelle. Trois semaines après, en apprenant le suicide de Gilles Boulouque, elle me bouleversera. Aujourd'hui, je me demande encore si, en soulevant le problème de mon devenir, Gilles Boulouque ne lançait pas aussi un appel. Celui d'un juge consciencieux enfermé dans sa solitude et « victime de son devoir, de l'indifférence de l'autorité judiciaire et de l'ingratitude du pouvoir », comme le rappellera la presse après sa mort.

Le destin funeste pronostiqué à Philippe de Villiers laisse imaginer qu'en politique on aurait tendance, comme dans le « milieu », à ne pas s'embarrasser de préjugés pour régler certaines difficultés. Six mois plus tard, l'un des membres de L'Observatoire des libertés me confiera qu'en sa présence, un giscardien membre du Sénat, ancien ministre de l'Intérieur — il



ne s'agit pas de Michel Poniatowski ! —, n'a fait montre d'aucune gêne pour expliquer comment lui, au pouvoir, aurait réglé le cas Gaudino. Si sa méthode manque d'originalité, il faut lui reconnaître son côté radical : « Douze balles dans la peau ».

*Samedi 24 novembre 1990*

« Si vous continuez, on vous brisera. » Il ne s'agit plus d'une mise en garde à l'instar de celle du député Pascal Clément, mais d'une menace sans détour. Elle émane du ministre du Budget, Michel Charasse, connu pour son amour des bretelles et son goût immodéré des plaisanteries vertes, et concerne Philippe de Villiers qui vient d'écrire à François Mitterrand pour lui adresser une demande de comptes sincères sur le financement de sa dernière campagne présidentielle. Le courrier a été rédigé, quelques jours auparavant, à la suite d'une nouvelle réunion du trio de *La Cagouille*. Les grèves d'Air Inter nous ont conduits à faire chacun un bout de chemin en voiture pour nous retrouver, en pleine nuit, dans un hôtel-restaurant de Toulouse. Pour la poignée de résistants au mensonge les précautions sont de rigueur. A 3 heures du matin, le combat pour la vérité a franchi une nouvelle étape. Philippe de Villiers nous donne la primeur de la lettre ouverte concoctée en notre présence. La conclusion exclut toute hypocrisie : « Monsieur le Président de la République, Président du Conseil supérieur de la magistrature, il ne serait pas juste que vous cherchiez à protéger de la Justice de notre pays, par tous les moyens, ceux-là mêmes qui, parfois à côté de vous, ont été les commanditaires d'un immense

réseau de corruption nationale qui est allé jusqu'à l'Elysée. »

La réponse ne tarde pas. Michel Charasse lance une machination fiscale contre Philippe de Villiers. Le dossier est cousu de fil rose. Bien que régi par la loi sur les associations à but non lucratif, le spectacle du Puy-du-Fou, à vocation caritative et animé par des bénévoles, a été promu par le fisc au rang de société commerciale. La presse n'est pas dupe. Elle comprend que le fondateur du spectacle vendéen est personnellement et politiquement visé. A la clef, la notification d'un prétendu redressement fiscal de quatre millions de francs. L'arme suprême est dégainée pour tenter d'arrêter le feu qui commence à lécher les façades de l'Elysée. Deux siècles après la Révolution, la loi du silence et le crime de lèse-majesté ont toujours d'ardents défenseurs. Faute de pouvoir ressusciter la lettre de cachet, l'impôt-représailles vient d'être inventé. Cette manœuvre grossière ne va pas au-delà du simple effet d'annonce.

Ce coup médiatique vient-il de plus haut que le ministre du Budget ? On peut le penser puisque Michel Charasse confie à un hebdomadaire, en parlant de Philippe de Villiers : « Le Bon Dieu l'a puni. » Sans doute pensait-il au Dieu du « Bébête Show ».

L'offensive subie par le député de Vendée entre dans une logique de déstabilisation. Le pouvoir a décidé de contre-attaquer. Une autre intervention du fisc, tout aussi troublante, vise cette fois l'imprimeur de *L'Enquête impossible*. Comme par hasard, alors que la bataille autour des révélations du livre fait rage au Palais-Bourbon, que la guerre des travées s'éternise, cette entreprise, installée dans la Mayenne, subit une descente d'agents fiscaux lancés, comme par hasard,

sur « une enquête concernant le livre et l'édition en France »... La « regrettable coïncidence » est immédiatement soulevée, lors des questions orales à l'Assemblée, par François d'Aubert, député du département « visité ». Si on avait voulu exercer une pression sur la liberté de l'édition française, on ne s'y serait pas pris autrement...

D'autant que si la maison Albin Michel, qui venait d'être fiscalement contrôlée, était à l'abri d'une nouvelle visite, elle n'a pas été épargnée par les services de Michel Charasse, exécuter empressé des principales manœuvres d'intimidation ou de répression souhaitées par l'Elysée. C'est ainsi qu'en l'espace de quatre mois, les Douanes ont fait irruption rue Huyghens pour vérifier, sur trois ans, toutes les importations d'Albin Michel. Puis, c'est le fisc qui s'est acharné sur une filiale de cette maison d'édition : Public Histoire. Bien qu'elle ne compte que deux salariées pour un chiffre d'affaires de deux millions de francs et des exercices comptables régulièrement négatifs, la proposition de redressement final, élaborée par les services de Michel Charasse, courait sur 27 feuillets ! Toutes les entreprises sont-elles aussi minutieusement vérifiées et comment ne pas s'interroger sur de telles « coïncidences » ? Ainsi va la démocratie en France !

Seul l'ordinateur du trio de *La Cagouille* continue de vivre en paix. Par chance, le gouvernement en ignore l'existence.

*Lundi 26 novembre 1990*

Jacques Chirac, jusqu'ici silencieux sur le sujet Urba, sort de sa réserve à « L'Heure de vérité ».



Dénonçant un « Etat qui se dévoie », il hausse le ton. François Mitterrand, qui n'avait cessé de jouer les Savonarole du temps où il était dans l'opposition, en prend pour son grade et ses engagements d'antan : « On ne peut dénoncer les clans, les factions et même les bandes que lorsqu'on est absolument certains, soi-même et les siens, d'être irréprochables. Je ne suis pas sûr que cela soit le cas ! » L'auteur du *Coup d'Etat permanent*, qui laissait comparer son élection à la présidence de la République au « passage de la nuit à la lumière » et « de la corruption à la vertu », est ramené au simple rôle d'auteur de « coups fourrés ».

Ces propos acérés ne sont, eux non plus, guère au goût du ministre du Budget. Quelque temps avant l'émission, Michel Charasse avait pourtant pris soin de lancer un « message » digne d'une République de bazar : « A tous, je dis d'arrêter d'alimenter cette merde. De la documentation, j'en ai des tombereaux sur Chirac, comme sur des journalistes de grand renom qui se sont laissé piéger comme des bleus. » Pour être certain d'être bien compris, il n'hésite pas à surenchérir : « Nous avons les moyens de ne pas nous laisser faire. »

Au grand dam du pouvoir, les tentatives d'intimidation personnelle du ministre du Budget restent lettre morte. Les questions fusent toujours à l'Assemblée nationale en dépit des pressions socialistes. Aux menaces du pouvoir s'ajoutent à présent de curieux appels à la solidarité parlementaire. La supplique de Jean Auroux, président du groupe socialiste, à Philippe Mestre, également député UDF de Vendée et ancien directeur de cabinet de Raymond Barre, tente de faire jouer au profit du PS une malsaine solidarité corporatiste. « Si vous continuez, c'est la classe politique dans son ensemble qui en pâtira », déclare



en effet Auroux. Même attitude chez Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, face à son collègue du Nord Philippe Vasseur. Il affirme : « Si c'est le grand déballage ça sentira mauvais pour tout le monde. » En d'autres termes, qu'importe le combat mené au nom de l'intérêt général, seules les conséquences préjudiciables à certains élus doivent être prises en considération. Tout comme pour l'amnistie, la représentation nationale est invitée à se replier sur la défense de ses seuls intérêts.

Plutôt que de laisser la justice suivre son cours, le Parti socialiste persiste dans sa gestion catastrophique du dossier Urba. Faute d'être parvenu à l'enterrer, il cherche des alliés dans l'opposition pour obtenir l'oubli. La paix des braves au nom des intérêts partisans, en quelque sorte, mais au mépris de la justice. En dépit de ses conséquences désastreuses sur la crédibilité politique, certains se laissent tenter par la manœuvre. De moins en moins soutenu par les siens, Philippe de Villiers se demande s'il va pouvoir tenir. Heureusement, le député vendéen possède une grande force : il ne doit rien à personne ; son élection à l'Assemblée nationale — acquise à une très large majorité de près de 75 % des électeurs — n'est due qu'à ses mérites propres ; il n'a pas eu besoin pour cela d'importants financements. En un mot, il n'est tenu par personne. C'est un homme libre.

Toutefois, l'affaire des réseaux de corruption prend une dimension, et engendre des tensions, que Philippe de Villiers lui-même avait sous-estimées. « Je croyais avoir donné un coup de pied dans une fourmilière, m'a-t-il dit plus tard, mais c'était un nid de frelons. » Et, en effet, les frelons l'attaquent en priorité : bien qu'il ne soit pas au Parlement le seul

dénonciateur de la corruption — une trentaine de députés lui manifestent publiquement leur soutien — il apparaît incontestablement comme le plus remuant.

Des pressions s'exercent donc spécialement sur le député vendéen : certaines franchement inamicales, comme celle de Michel Charasse, mais d'autres peut-être plus dangereuses encore, parce qu'elles revêtent l'apparence de l'amitié, personnelle ou politique. Le schéma général est le suivant. Un « ami sincère » demande à rencontrer Philippe de Villiers, pour lui parler d'une « affaire grave et urgente ». Le visiteur engage la conversation :

« Mon cher ami, vous savez à quel point j'admire votre combat ; j'en partage toutes les motivations ; il faut vraiment, pour l'honneur de notre démocratie, que cessent les trafics que vous dénoncez. Toutefois, je dois vous dire que tout cela tombe mal. Cette affaire va rejaillir sur tout le monde. Je fais appel à votre raison, sachant bien que vous êtes trop fin politique pour ne pas voir quels sont les enjeux. »

Parfois « l'ami » devient plus direct :

« Je fais appel à votre raison, car vous n'ignorez pas la taille des intérêts en jeu. A côté, pour certains groupes, la vie d'un homme ne pèse rien. »

C'est après avoir tenu un discours de ce genre qu'un homme d'affaires connu se retrouva mis à la porte du bureau de Philippe de Villiers, avec perte et fracas. A l'Assemblée nationale, les couloirs du 233 boulevard Saint-Germain résonnent encore de la colère du député.

Ces pressions viennent de tous les milieux politiques. Celles de l'opposition invoquent la « solidarité de parti » ; celles de la majorité présidentielle s'ap-

puient sur le « risque couru par l'ensemble de la classe politique ». Philippe de Villiers m'a raconté un jour à ce sujet une anecdote croustillante. Un ministre du gouvernement Rocard, ancien barriste converti au mitterrandisme et ardent catholique par ailleurs, le fait un jour mander. Il lui tient le discours habituel (voir ci-dessus), et il conclut : « Tout cela va mal tourner. Il y a partout des irresponsables. Tu prends des risques considérables. »

« Je n'ai pas peur, réplique le Vendéen, car je bénéficie de la plus haute des protections. »

« Laquelle ? » interroge aussitôt le ministre de Michel Rocard, visiblement affolé à l'idée que, peut-être, François Mitterrand jouait double jeu.

« Celle de la Providence, évidemment, mon cher ami ! »

« Ah ! bon ! », répond le ministre. Il semblait penser très fort, selon Philippe de Villiers : « Si ce n'est que ça... »

Je dois dire que si la plupart des journalistes ont bien fait leur travail en informant le public sur tous les rebondissements de l'affaire Urba, une minorité ont participé, peut-être sans le comprendre vraiment, à la campagne de pressions contre Philippe de Villiers pour qu'il abandonne son combat. Par exemple, Alain Duhamel, d'habitude mieux inspiré, se livre dans *Le Quotidien de Paris* du 30 novembre 1990, à une incroyable attaque, ne nommant pas personnellement le député vendéen, mais le visant à l'évidence :

« L'exploitation systématique, organisée, outrancière et psychodramatique des "affaires" par une poignée d'élus imprécateurs, écrit cet observateur averti de notre vie politique, ne constitue pas seulement une démonstration permanente de malhonnêteté intellectuelle, un fleuve nauséabond de boue et de



fange, un cri de haine pathologique, mais aussi une machine incomparable à s'autodéstabiliser collectivement. »

Des « analyses » de ce genre, où celui qui dénonce la corruption est lui-même traité comme le pire des corrupteurs, seront sans doute jugées sévèrement par l'Histoire. Avec deux ans de recul, beaucoup comprennent déjà que le combat mené par ces quelques parlementaires, loin de « déstabiliser » la classe politique, sauve au contraire son honneur et sa crédibilité. « J'aurais eu honte d'être un homme politique, me dit un soir Philippe de Villiers, si j'avais cédé à ces pressions. »

*Vendredi 30 novembre 1990*

« Aujourd'hui le stade des inquiétudes est largement dépassé. Quotidiennement, la justice est manipulée, bafouée et déshonorée. Les limites du possible et de l'acceptable sont dépassées. » Ce constat sans concession est prononcé solennellement par un avocat, devant plus de deux cents personnes, au *Novotel* du Mans. Il s'agit du préambule annonçant la constitution officielle du Forum pour la Justice.

Le choix du lieu ne relève pas du hasard. C'est aussi de cette ville qu'est parti, en avril dernier, un des premiers mouvements de révolte des magistrats. La réaction frondeuse s'était exprimée autour du juge d'instruction Thierry Jean-Pierre. Ce magistrat décide la libération de petits délinquants en se référant à l'application de l'amnistie à l'ancien ministre socialiste de la Coopération, Christian Nucci, impliqué dans des détournements de fonds publics. Les poursuites engagées à son encontre par la Haute



Cour de Justice sont abandonnées grâce à l'inespéré coup d'éponge d'une loi votée par la quasi-totalité des socialistes.

L'affaire Urba est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. J'avais rencontré Thierry Jean-Pierre un mois auparavant, à Paris, à la suite de la parution de *L'Enquête impossible*. L'attachement de cet homme à l'indépendance de la justice et à l'égalité des justiciables devant la loi rejoint mes préoccupations. Son calme m'a plu, l'assurance de ses convictions également. Sa haute stature, presque frêle, tranche sur la force combative qu'il dégage en exposant son analyse de la situation. Je me trouve en accord total avec lui. La situation ne peut plus durer. Le bon vouloir du pouvoir sur la justice est en train de transformer le pays en République de passe-droits. Dans peu de temps, nous nous rapprocherons des régimes des Républiques bananières. Il convient de faire quelque chose. Puisque l'opposition s'est émue, il nous appartient de sensibiliser l'ensemble de la société civile, indépendamment des tendances politiques. L'idée de lancer un Forum pour la Justice me paraît excellente. J'assume, très logiquement, Thierry Jean-Pierre de mon adhésion à son mouvement et de ma présence lors de sa création.

A la tribune, aux côtés de Thierry Jean-Pierre et d'autres personnalités attachées à la justice ou soucieuses de la crise qu'elle traverse, je participe au lancement du Forum pour la Justice. Les Renseignements généraux sont présents... dans la salle. Les gendarmes, en revanche, ont reçu l'ordre de ne pas participer à cette manifestation, même en civil. Le droit élémentaire à l'information vient d'être ainsi revu et corrigé par les socialistes. Les médias

sont là pour se faire une idée sur le mouvement qui vient de naître. Ce qui le caractérise, c'est surtout son émergence à partir de la province et non de la capitale. Eloignés géographiquement du pouvoir, les esprits protègent mieux leur capacité d'indignation.

Le pamphlétaire Didier Gallot, juge d'instruction aux Sables-d'Olonne, a le mérite de détendre la salle en lisant, en avant-première, quelques savoureuses pages des sulfureux *Fossoyeurs de la Justice* dont il vient de terminer la rédaction. Nettement moins satirique, Thierry Pfister met l'accent sur la disparition de l'Etat de droit résultant de la manipulation et du verrouillage de la justice par le pouvoir. L'affaire Urba est évidemment au centre de la plupart des interventions. Elle illustre la dérive morale de la vie politique. Je ne manque pas de rappeler, lorsque la parole m'est donnée, les grandes lignes du dossier et la manière dont les responsables politiques s'y prennent pour tenter d'égarer l'opinion.

Comme l'observera Denis Robert dans *Libération*, ce forum n'est pas celui de « la colère » mais de « la détermination ». Les propos de Thierry Jean-Pierre y sont pour quelque chose. Le travail d'un juge consiste à ouvrir les yeux et non à les fermer. Les dossiers enterrés en raison d'« interventions extérieures » sont dénoncés. Les prises de position de professionnels de la justice inaugurent une nouvelle ligne de conduite. Une volonté, capable de renverser le cours des événements, s'affirme. L'ambiance est telle que la sincérité des décisions exposées tient presque de l'historique serment du Jeu de paume. Les engagements annoncés sont osés, mais jouables. J'ai confiance. Parti en solitaire dans ce combat, j'ai, depuis la publication du livre,

toutes les raisons d'être conforté dans l'optimisme auquel je me suis toujours accroché. Le front contre une organisation politique qui impose, tous azimuts, la loi de l'*omerta* vient indubitablement de se renforcer.





## CHAPITRE 5

### Contre-feu

*Mercredi 5 décembre 1990*

« La parole est à Monsieur le Ministre Kiejman. » Laurent Fabius a enfin une raison toute simple de ne pas forcer son talent pour afficher son éternel sourire. Ce n'est pas un irréductible membre de l'opposition qui interpelle une fois de plus le représentant de la justice, mais un député socialiste, François Loncle. Pour une fois, la question ne portera pas sur la mise sous clé du dossier Urba. Le PS cherche à focaliser le débat sur un autre dossier touchant cette fois la Cogedim réputée à tort ou à raison avoir des sympathies « de droite ». Il est rangé par le député de service et futur ministre au niveau du « festival de la fausse facture ». Un point commun incontestable avec Urba. En revanche, ce qui différencie ces deux dossiers est de taille. L'affaire dite « Cogedim » alors qu'elle vise aussi d'autres grandes entreprises du bâtiment et s'intitule en réalité dossier « des fausses factures de l'Ile de France », fait l'objet d'une information judiciaire. La Chancellerie n'est pas intervenue pour bloquer les poursuites. Ce qui n'a pas été le cas dans l'affaire Urba. Difficile en conséquence, pour le pouvoir, d'exploiter cet élément contre l'opposition.

En demandant au ministre d'éclairer les députés sur « cette curieuse affaire » et de faire le point sur « son aspect judiciaire », François Loncle ne fait que planter le décor pour l'acte essentiel : la réplique télévisée. Calé devant mon récepteur, je décrypte l'ultime manœuvre socialiste. Dans l'espoir de se dégager du guêpier Urba, le pouvoir a préparé quelque chose. Quoi ?

Chemise blanche, costume sombre, le regard torve, Georges Kiejman entre en scène. L'absence d'Henri Nallet lui offre le premier rôle. Ses talents de spécialiste vont enfin pouvoir s'exprimer et être appréciés. Sur quelques bancs socialistes on dissimule, du mieux que l'on peut, les sourires de satisfaction. La claque se retient. Autant ne pas laisser croire que la pièce qui va se jouer a déjà fait l'objet de répétitions. Le ton se veut grave. L'ex-avocat ne plaide plus devant un tribunal mais face aux représentants de la Nation. Après un tour de piste de prudentes généralités, il s'érige en procureur. Il s'agit d'une « affaire importante », 200 millions de francs ont été « détournés ». Elle a entraîné l'inculpation de 54 professionnels du bâtiment. Le parti impliqué n'est pas le Parti socialiste. La liste des « véritables bénéficiaires » n'est pas définitive. Lorsque celle-ci sera établie, l'amnistie que l'Assemblée « a eu le mérite » de voter sera appliquée dans l'esprit et la lettre à tous les « parlementaires compromis ».

Inconcevable ! Invité à s'expliquer devant le Parlement sur une « curieuse affaire », l'un des avocats les plus réputés de France vient de fournir une « drôle de prestation ». Puisque la Justice est effectivement saisie du dossier Cogedim, la moindre des choses serait de la laisser agir en toute sérénité. L'intervention du ministre peut difficilement se justifier. D'au-

tant que « dans le principe », l'amnistie exclut de son champ d'application les parlementaires qui l'ont votée. La justification de cette tirade est donc ailleurs.

Pour clarifier les propos tenus par le représentant du gouvernement, la recherche de points de repère n'est pas inutile. La session parlementaire d'automne n'est plus très loin de son terme. L'affaire Urba a été débattue durant six semaines. Au cours de cette période, l'argent de la corruption dont ont bénéficié le PS et la campagne de François Mitterrand est devenu un des principaux sujets de polémique. Les médias décèlent les signes révélateurs d'une fin de règne. Les diverses tentatives d'intimidation, de pression ou de menaces directes se sont soldées par une succession d'échecs. Tout, par conséquent, semble indiquer que, par la voix de Georges Kiejman, le pouvoir vient de brûler sa dernière cartouche. Grands spécialistes du contre-feu, les socialistes ont déjà beaucoup utilisé cette technique. Avec plus ou moins de bonheur.

Début 1989, ils font éclater l'affaire des fausses factures du Sud-Est pour faire oublier les délits d'initiés liés au rachat de la société Triangle par Pechiney. Le projecteur de l'actualité s'écarte ainsi de l'entourage du Président de la République, gravement mis en cause. Mais, en se reportant sur l'affaire Sormae, il se fixe en bout de course sur le dossier Urba. Cet effet boomerang inattendu conduit les socialistes à s'enfoncer dans l'erreur. Leurs réactions de panique ont des conséquences catastrophiques.

En mai 1990, les effets de l'amnistie, votée pour éteindre ce premier contre-feu, sont dévastateurs. Le hasard intervient. A l'opinion qui le rejette, le pouvoir désigne, sans la moindre preuve, la direction dans laquelle il faut chercher les « coupables » de la profanation du cimetière de Carpentras. L'horreur



des faits suscite une réaction immédiate. Le pays s'enflamme, se mobilise. Plus de deux ans après, les familles attendent toujours l'identification des vrais responsables. A ce besoin de savoir, le pouvoir n'affiche plus qu'une ostensible indifférence. L'opération vérité annoncée par Pierre Joxe, Michel Rocard et François Mitterrand ne débouchera jamais, mais la manipulation est un plein succès. Le crédit de l'opération est, provisoirement, porté au profit du gouvernement. Il est en effet parvenu, durant un temps, à faire oublier ses propres turpitudes. Jusqu'à la parution de *L'Enquête impossible* qui n'était pas prévue dans ses calculs.

Aujourd'hui, ce nouveau contre-feu est du même acabit. En annonçant publiquement que des parlementaires de l'opposition seraient compromis dans l'affaire Cogedim, le pouvoir s'appuie sur la connaissance officielle qu'il prétend avoir du dossier, pour tenter de détourner l'attention de l'opinion sur une affaire autre que la sienne.

De ce type de ruse — sans doute imaginée par les adeptes du « plus c'est gros, plus ça passe » — la politique n'est jamais sortie grandie. Une fois la supercherie mise au jour, le retour de bâton est imparable. Cette logique devrait amener les responsables à reconsidérer l'utilisation d'un procédé condamnable à de multiples points de vue. Il n'en est rien. L'affaire Cogedim sera jugée à la fin de l'année 1991 en même temps que l'affaire Sormae. Et le procureur général de Paris, Pierre Truche, expliquera à qui veut l'entendre, sans rire, que « c'est le fait du hasard ». Dans le box des prévenus, en fin de compte 63 responsables d'entreprises du bâtiment. Des élus ou des parlementaires ? Aucun. Comme le remarque Gilles Gaetner dans le *Dictionnaire de la corruption en*



*France*, en faisant croire à des hommes politiques de droite qu'ils pouvaient à leur tour se voir impliquer, Georges Kiejman a réussi un « joli coup de bluff ». Un de plus...

*Fin décembre 1990*

L'année se termine sur un sentiment de satisfaction tempéré. La publication de *L'Enquête impossible* est bien parvenue à déclencher, par médias interposés, le débat national autour des deux fléaux qui rongent lentement mais sûrement les structures de notre démocratie. Malgré l'entreprise de désinformation du pouvoir, l'opinion n'ignore plus que, derrière le paravent de la fausse facture, se cachent de vastes opérations de corruption politique. Grâce à la course contre le mensonge, organisée par le trio de *La Cagouille*, nombreux sont ceux qui ont maintenant compris que le contrôle du fonctionnement de l'appareil judiciaire par le politique assure la pérennité d'un système pervers.

Il n'est pas nécessaire de disposer des facultés exceptionnelles de Colombo pour déceler les indices compromettants laissés derrière le passage de certains ministres. Si l'on s'en tient à ce qui a été insinué par Pierre Joxe et Henri Nallet, dans un chantage à peine nuancé, « d'autres dossiers » devraient rendre l'opposition plus compréhensive. Autrement dit, ils pourraient être utilisés en cas de besoin. Pour avoir un caractère réellement menaçant, ces affaires devraient concerner la corruption, moyen privilégié pour remplir les caisses politiques et certaines poches au passage. Il faudrait, de surcroît, que les faits aient

été commis après mars 1988. En effet, comme c'est le cas dans le dossier Urba, de tels délits ne sont pas couverts par l'amnistie au-delà de cette date.

Si les dires des ministres sont vrais, il en découlerait qu'à l'instar d'une association soudée contre le respect de la loi, le pouvoir disposerait de moyens de rétorsion pour neutraliser ceux qui entendraient mettre leur nez dans « ses affaires ». Admettre que la solidarité politique autour de l'argent de la corruption puisse l'emporter sur l'intérêt général consisterait d'une part à reconnaître qu'une organisation du genre Mafia s'est définitivement incrustée dans l'appareil d'Etat, d'autre part à légitimer les multiples moyens d'intimidation dont j'ai été témoin ou que j'ai eu à connaître. Pris au dépourvu, les inconditionnels de la loi du silence ont en quelque sorte réagi avec « mesure ». Qu'en sera-t-il au fil des années ?

Pour ne pas avoir été combattue à sa naissance, la logique sicilienne s'est substituée à celle de l'Etat de droit en Italie. En France, fort heureusement, les derniers mois de l'année 1990 ont prouvé que l'opinion n'était pas insensible au grave problème du manque de civisme de ceux qui nous gouvernent. Les sondages font ressortir en effet que « les fausses factures des hommes politiques ont été le plus grand sujet de scandale pour les Français en 1990 ».

Le gouvernement s'est, à l'évidence, discrédité en puisant dans le mensonge les éléments de sa défense. Tel un noyé qui, pour se sauver, cherche à entraîner les autres, il est apparemment parvenu à étendre cette déconsidération à l'ensemble de la classe politique. Chez les parlementaires, autour de Philippe de Villiers, c'est en effet le silence de la peur qui paraît avoir repris le dessus. « Casques à pointe, cottes de mailles, tout le monde aux abris » serait devenu le

mot d'ordre dans certains rangs de l'opposition, selon le député vendéen. On ne se bat plus, on réfléchit aux conséquences électorales du déballage quand ce n'est pas à des considérations d'ordre personnel.

L'idée que je me fais de la justice ne peut me permettre de conclure à l'échec. Je ne veux retenir que les raisons d'espérer. Certes, l'affaire Urba reste toujours soustraite à l'action de la justice. Henri Nallet n'a pas craqué, vraisemblablement à la demande de l'Elysée. L'action politique menée autour du livre et relayée par les médias a failli réussir. Elle n'a cependant que partiellement échoué. Si les politiciens corrompus peuvent continuer à plastronner, une chose au moins a changé : le pouvoir n'ignore plus qu'une large part de l'opinion sait.

Le consensus politique s'est rétabli autour de la menace de guerre qui, d'une semaine à l'autre, pèse sur le Golfe Persique. Lorsque ce conflit se sera éteint, il faudra trouver autre chose pour éviter que le combat entrepris ne soit définitivement relégué aux oubliettes de l'histoire. Les hommes courageux existent, j'en ai rencontré depuis la publication de *L'Enquête impossible*.

S'il me fallait une raison supplémentaire de garder confiance, je pense l'avoir trouvée au hasard d'une lecture dans *Le Point*. Dans un encadré, l'hebdomadaire rappelle, non sans malice, une certaine philippique : « Ce serait une erreur de croire que sont oubliées les vilaines affaires... Le pays a été écœuré par les révélations qui lui ont été faites. Il n'a pas senti chez les hommes au pouvoir la claire volonté de condamner sans équivoque les scandales et de hâter le cours de la justice. Il a entendu, au contraire, des chefs soi-disant responsables nier d'abord les fautes,

puis chercher à les minimiser, pour finalement noyer le poisson... »

Ces propos prémonitoires furent tenus par Pierre Bérégovoy en 1972.



## CHAPITRE 6

### La justice désavoue le ministre

*Marseille, samedi 16 février 1991*

Lorsque le directeur de la police judiciaire de Marseille me demande la raison pour laquelle j'ai sollicité un rendez-vous, ma réponse suscite un moment de flottement. Je viens lui réclamer la restitution de ma carte professionnelle et de mon arme de service. J'entends reprendre mes fonctions en police judiciaire, ni plus, ni moins. Ma sérénité le laisse pantois.

— Monsieur Gaudino, je n'ai reçu aucune instruction dans ce sens.

— Certes, Monsieur le Directeur, mais les textes sont formels. Passé un délai de quatre mois, la suspension tombe d'elle-même. A ce jour précis, ma réintégration devient un droit.

— Je ne peux rien vous dire de plus. Vos observations seront transmises.

L'administration ne s'attendait pas à me voir rappliquer. La guerre du Golfe a fait oublier les affaires Urba et Gaudino. Le conflit militaire est en voie d'achèvement. Moins de huit semaines se sont écoulées depuis l'interpellation du gouvernement sur les financements du PS. Manifestement, en haut lieu on aurait aimé régler mon sort dans la discrétion, en

période de vacances, par exemple pendant le mois de juillet, en misant sur l'indifférence estivale. C'est justement ce que je veux éviter. Je suis entré dans la police pour exercer un métier, non pour écrire un bouquin. Des circonstances exceptionnelles m'ont poussé à enfreindre le règlement au nom d'une obligation supérieure : le respect de la loi. Le succès du livre et la levée de boucliers qu'il a suscitée prouvent que ma préoccupation correspondait à celle des citoyens. Si les responsables qui dirigent le pays décident de sanctionner celui qui a révélé au public leurs malversations et la manière dont elles restent impunies, il importe que cela ne se fasse pas dans la clandestinité. L'opinion jugera.

Avant de me retirer et pour bien marquer la détermination qui m'anime, je rédige, sur place, une lettre que je remets à mon interlocuteur. Elle souligne ma situation de fonctionnaire sous le coup d'une suspension devenue irrégulière et mon obligation d'envisager « le recours qui s'impose ».

Je n'ignore pas que cette démarche va précipiter les échéances. Toutefois, pris de court, le pouvoir est au bord de la faute. Les rebondissements ne sont pas à exclure. La justice, à laquelle je crois et pour laquelle j'ai engagé mon avenir professionnel, mérite quelques risques supplémentaires.

*Lundi 25 février 1991*

Chose promise, chose due : le ministre de l'Intérieur est assigné, par mes soins, en référé devant le tribunal de grande instance de Marseille. Pierre Joxe, nouveau ministre de la Défense depuis la démission de Jean-Pierre Chevènement, a été remplacé dans ses

fonctions à la tête de la police par Philippe Marchand. Entouré d'une armée de technocrates non préparés à ce genre d'exercice, le « barbu de Charente » — ainsi surnommé par un journaliste — n'a pas vu arriver le missile. Je suppose qu'il a peu apprécié. En fouillant les textes, mes avocats ont en effet découvert que le refus de rétablir un fonctionnaire dans ses activités équivaut à une sanction sans cadre légal, autrement dit susceptible d'être considérée comme une voie de fait. Ce délit est prévu et réprimé par la loi.

A l'audience, j'apprends que le ministre, pour sortir de l'impasse, a réglé en toute hâte ma situation le même jour. Un arrêté en trois articles indique que ma suspension est effectivement arrivée à son terme, que je suis par conséquent réintégré dans mon service mais aussitôt muté à Paris. Dans un placard bien sûr et sans que cette décision ait été régulièrement soumise à l'avis d'une commission. En d'autres termes : la déportation avant l'exécution. Mes défenseurs et moi-même maintenons donc notre accusation de « voie de fait » en l'appliquant à présent à la mutation dont je suis l'objet. Le représentant du ministre de l'Intérieur soulève quant à lui l'incompétence du tribunal en invoquant que l'affaire aurait dû être portée devant des juges administratifs. C'est effectivement l'usage, mais en l'espèce rien n'interdit d'innover.

La salle du tribunal est pleine de journalistes, ce qui laisse augurer que la trêve des confiseurs, dont le pouvoir a bénéficié depuis le début de l'année, est arrivée à son terme. Le but recherché est atteint : l'affaire Urba rebondit.



*Lundi 4 mars 1991*

La décision tombe à 14 h 30. Dany Cohen, mon avocat à Marseille, n'en revient pas : nous avons gagné ! Les juges marseillais se sont déclarés compétents. La mutation est considérée comme une « sanction déguisée » et elle est suspendue. Le ministre est renvoyé aux règles « d'une bonne administration de la justice » qui ne peut s'accommoder du déplacement d'un de ses officiers de police judiciaire sans « aucune motivation ». En lisant entre les lignes, le message est sans équivoque. La séparation des pouvoirs entre la justice et le politique est clairement réaffirmée. Pour l'auteur de *L'Enquête impossible*, cette décision est d'une haute valeur symbolique. Je resterai sensible au courage de ces magistrats, quelle que puisse être l'issue du recours déposé immédiatement par le gouvernement. Dans les combats d'idées, la vérité seule est sans effet. L'essentiel réside dans l'intérêt qui lui est porté. Un soutien venant de hauts magistrats constitue un formidable réconfort pour un homme qui n'est pas encore parvenu au bout de son parcours du combattant.

Si la presse salue cet épisode comme une victoire — *Libération* : « L'inspecteur Gaudino gagne une manche contre l'Intérieur » —, je sais que rien n'est définitivement acquis. D'ailleurs une rumeur circule dans les salles de rédaction : au coin du bois m'attend la révocation.

Comme je l'imaginai, les responsables politiques ont été contraints d'abattre leur jeu à la hâte. Il leur faut à présent, toujours dans la précipitation, tenter d'éteindre l'incendie ravivé autour de l'inspecteur-écrivain. Rien de plus dangereux que le souffle



médiatique pour attiser des braises encore fumantes. L'affaire Urba avait contribué à faire chuter la cote de popularité de François Mitterrand, tandis que la guerre du Golfe était à l'origine de sa remontée, il importe, pour le pouvoir, d'éviter le retour du balancier. La possibilité de me réintégrer dans mes fonctions n'est même pas envisagée. Cette juste solution a sans doute dû paraître trop compliquée aux ministres. Elle revenait à reconnaître la vérité. Mais peut-on supprimer les effets d'une vérité en sanctionnant celui qui l'a portée sur la place publique ? La mise à mort du messenger a-t-elle jamais annulé la mauvaise nouvelle ? C'est pourtant, à l'image des dirigeants de l'Antiquité, le pari que prend le gouvernement.

*Paris, jeudi 14 mars 1991*

8 h 30. Le petit déjeuner à l'hôtel *Sévigné*, dans le Marais, n'a rien de folichon. Comme au moment difficile de ma mutation, en juin 1989, Chantal mon épouse et Alain Mayot sont à mes côtés avant l'ultime épreuve. Le passage en conseil de discipline est programmé pour 10 h 30.

Depuis quelques jours, j'ai repris espoir. J'essaie de faire partager ce sentiment, histoire de préserver le moral de chacun. Les renseignements réunis, et recoupés depuis une semaine, m'ont conduit à un raisonnement logique : l'entourage du pouvoir s'est trop vite engagé en annonçant prématurément ma révocation. Jusqu'en 1984, la pratique utilisée dans les conseils de discipline pour punir les fonctionnaires fautifs ne manquait pas de perversité. On pouvait l'assimiler à une sorte de supplice, au passage dans

un « tourniquet ». La subtilité du système résidait dans la pratique, peu recommandable, de « la voix prépondérante du président ».

Lorsque, par exemple, les quatre représentants désignés par l'administration et les quatre représentants élus par le personnel, qui composent le conseil de discipline, s'opposent sur une sanction proposée par le président, le dernier mot revient toujours à l'administration. C'est l'administration qui nomme le président en le choisissant parmi ses représentants, la voix du président compte alors double. Sous les aspects de la concertation et de la démocratie se dissimule donc l'autorité hiérarchique telle qu'en elle-même. Imparable. Une véritable cour martiale. Les débats se résument dès lors à une mascarade. Le sort du fonctionnaire est joué d'avance, en dépit du vote émis en sa faveur par les représentants du personnel. Le pouvoir s'arroge le droit de sanctionner selon ses seules volontés et il dispose ainsi d'un moyen infaillible pour imposer à ses agents une soumission qui va bien au-delà de la règle appliquée.

L'équité imposait qu'un tel fonctionnement soit révisé. Les syndicats le réclamaient. Trois ans après l'accession des socialistes au pouvoir, sous la poussée d'une exigence démocratique, le système de la voix prépondérante du président a donc été remplacé par celui de la majorité effective : aux quatre représentants de l'administration doit donc obligatoirement s'associer au moins une voix des représentants du personnel pour permettre au président du conseil de discipline de retenir une éventuelle sanction. Dans la hiérarchie des peines, dix mesures sont prévues, allant du simple avertissement à la révocation. Cette nouvelle règle ne pose aucun problème lorsqu'il s'agit, par exemple, de se prononcer sur le sort d'un

policier ripoux. Les faits, lorsqu'ils sont établis, conduisent toujours à un consensus, fonction de leur gravité, même lorsqu'il s'agit d'une révocation. Cette sanction, la plus élevée, équivaut à un licenciement sans indemnité. Les difficultés ne surgissent que dans les cas litigieux, entre autres lors de règlements de comptes internes à la police. Il arrive alors que la bonne foi de l'administration soit mise en doute. Les membres du conseil descendent, échelon par échelon, l'échelle des peines à la recherche d'un accord. Si aucune majorité ne se dégage au terme de l'exercice, aucune sanction ne sera proposée au ministre. Car, en dernier ressort, c'est lui qui décide de suivre ou non l'avis du conseil de discipline.

Le ministère de l'Intérieur, toujours en retard d'une révolution, avait fait jouer un privilège dérogatoire vieux de 1968 pour maintenir les flics en dehors du nouveau système disciplinaire. Pas question de limiter le pouvoir de la hiérarchie ! La mauvaise plaisanterie a duré jusqu'au 14 mars 1990. Ce jour-là, lors d'un comité technique assez mouvementé, les syndicats de police sont enfin parvenus à obtenir du ministre de l'Intérieur, et par conséquent de l'administration, l'application, lors des conseils de discipline, du système légalement en vigueur depuis 1984 dans les autres corps de la fonction publique. Lorsque, à mon tour, je suis traduit devant cette instance, il y a donc déjà un an que la voix prépondérante du président du conseil de discipline a été abandonnée. Plus de 60 dossiers ont été traités sous la règle de la majorité. Des fonctionnaires s'en sont ainsi sortis avec une bonne frayeur, mais sans sanction.

Mon ancien coéquipier Alain Mayot, fort de cette nouvelle règle, constate :

— Le président du conseil de discipline est donc



dans l'impossibilité de proposer à Philippe Marchand ta révocation, puisque le Snapc et FO, dont les quatre délégués siègent à ce conseil, se sont publiquement prononcés contre cette sanction ?

C'est bien la raison pour laquelle je reste confiant. Depuis le 14 mars 1990, les engagements pris par l'administration ont été tenus. Dans le principe et dans la pratique, le président du conseil suit la règle de la majorité effective. La dernière fois c'était le 21 février, il y a à peine trois semaines. Sauf défection de dernière minute de la part d'un représentant des deux syndicats, la révocation est loin d'être acquise d'avance.

Mon épouse Chantal se fonde quant à elle sur des bases plus matérielles. Sa qualité de juge d'instruction n'y est pas pour rien :

— Que contient exactement ton dossier ?

— La déposition faite à Marseille auprès de la police des polices dans laquelle j'ai fait ressortir le pourquoi de ma démarche d'écrivain. Egalement un rapport de l'administration dans lequel ma motivation est en revanche volontairement occultée. Le livre a été traduit d'une manière bien singulière.

— Comment ça ?

— On s'est bien gardé d'opposer l'obligation de réserve au contenu explosif de *L'Enquête impossible*, c'est-à-dire la corruption politique et la mise à l'écart de la justice. Ce n'est pas la gravité exceptionnelle de ce que j'ai découvert qui a été retenue, mais le simple fait de l'avoir dévoilée.

— Tes avocats vont donc faire porter le poids de la défense sur les limites de l'obligation de réserve ?

— Bien évidemment. Toute la question est là.



Les syndicats de police ont déjà pris position. L'obligation de réserve s'arrête là où commence l'abus de droit.

— Es-tu sûr qu'en dehors d'Alain, les autres témoins seront bien présents ?

Je n'ai aucune raison d'en douter. Les juges d'instruction Thierry Jean-Pierre et Didier Gallot me l'ont confirmé, ainsi que Philippe de Villiers. Sauf cas de force majeure, nous les retrouverons sur place.

Chantal a besoin d'être rassurée. La perspective de voir le père de ses deux fillettes être privé d'emploi l'inquiète à juste titre. J'ai fait en sorte de maintenir ma famille au maximum à l'écart de mes tracas. Ce sujet était, entre nous, tabou.

Ainsi, en attendant l'heure de comparaître, nous remontons le fil d'Ariane. Le doute fait place à un optimisme mesuré. D'autant que mon dossier administratif, consulté quelque temps auparavant, manque totalement de consistance. Il ne peut justifier la plus grave des sanctions. J'ai même, en le consultant, découvert qu'en janvier 1990 on m'a attribué la médaille d'honneur de la police « en raison des bons services et du dévouement dans l'exercice de ses fonctions ». Ce geste tardif, peut-être lié au remords, était toutefois demeuré secret, nul n'avait cru bon de m'en informer... ou n'en avait eu le courage ! Le seul reproche qui m'est adressé est donc bien la publication d'un livre dans lequel j'affirme haut et fort la suprématie de la loyauté républicaine sur la loi du silence. Rien d'autre. Ce vide explique probablement le manque d'empressement du pouvoir à réunir un conseil de discipline. Il risque de ne pas être suivi par les quatre représentants du personnel, ce qui lui pose, de toute évidence, un fâcheux problème.

L'énigme reste entière. Je sais que le pouvoir a l'intention de me révoquer, j'ignore, en revanche, le moyen par lequel il compte parvenir à ses fins. Un coup tordu ne peut être écarté.

10 h 15. Alain et moi nous engageons rue Nélaton, tristement célèbre depuis le 16 juillet 1942 et la rafle du Vel' d'Hiv'. Ce bâtiment, symbole de la lâcheté humaine et, en particulier, de celle de certains fonctionnaires de police, a disparu. Le souvenir demeure. Une plaque en atteste. L'immeuble du ministère de l'Intérieur est au numéro 7. Prévoyantes, les autorités ont installé un service d'ordre peu discret. De nombreux policiers en tenue attendent dans des véhicules stationnés de part et d'autre de la rue. A croire que l'on craint une manifestation. Mes trois avocats sont déjà là et les journalistes aussi, par dizaines. Les flashes crépitent, les caméras tournent, les micros se tendent. Ce n'est pas sans mal que je me réfugie dans un bistrot voisin pour faire le point avec ceux que j'ai choisis pour assurer ma défense. Il y a là Jean-Marc Varaut, auteur de plusieurs ouvrages sur le droit et la justice et qui dispose d'une vaste expérience des procès difficiles, Jean-Pierre Maisonnas, un ami de longue date que j'ai connu à Lyon et dont la façon d'aborder les dossiers et de plaider a le don de me mettre en confiance, et enfin Dany Cohen, spécialiste du droit administratif que j'ai connu à Marseille au *Palais Bar*, le restaurant attiré du barreau et de la magistrature où je déjeune souvent avec Chantal. Le cœur de cet avocat bat à gauche, celui de M<sup>e</sup> Varaut à droite, mais tous se sont mobilisés à mes côtés. Pour Dany Cohen, ce combat est également une déchirure puisqu'il lui

faut aujourd'hui dénoncer l'attitude de ceux à qui lui aussi avait fait confiance.

Les rapports qui me lient à mes trois défenseurs dépassent ceux qui lient d'ordinaire avocat et client. Il s'agit moins, pour eux, de défendre un homme que de soutenir une cause. Jean-Marc Varaut résume la situation : « La démarche du pouvoir a du mal à se comprendre. Depuis la guerre, on poursuit des fonctionnaires pour ne pas s'être opposés aux actes condamnables commis sous la responsabilité des autorités, aujourd'hui on veut sanctionner Gaudino pour les avoir dénoncés. »

Je les sens prêts à en découdre sur le plan du droit et des idées. Nous sortons. Les gens des médias, encore plus nombreux, continuent de faire leur travail à la sauvette. Le temps presse. J'aperçois mes autres témoins. Ce sont des hommes de parole. Eux non plus n'ont pas hésité à sacrifier une journée de leur temps précieux pour soutenir ce qui, en fin de compte, est devenu aussi leur combat. L'émotion me gagne. J'essaie de la dissimuler en continuant de sourire aux photographes. Il me faut opérer un véritable gymkhana pour accéder à l'immeuble du ministère de l'Intérieur, où un autre service d'ordre filtre les entrées. Les journalistes sont condamnés à faire le pied de grue sur les marches. Le public n'est pas admis à ce genre de procès. Jusqu'ici personne n'a remis en cause cette situation ; ce problème aussi, nous comptons le poser.

*10 h 30.* Nous sommes conduits au quinzième étage. L'attente commence, sous bonne garde. Des policiers en tenue veillent autour de nous. Philippe de Villiers en profite pour venir me rassurer.

— C'est incroyable, je n'ai jamais ressenti autant



de cynisme de la part d'un pouvoir. Ce ne sont plus les voleurs qui doivent rendre des comptes, mais ceux qui les démasquent. S'ils osent se prononcer pour la révocation, c'est le dossier Urba qui redémarre.

C'est aussi ce que je suppose. La présence massive de la presse est de nature à relancer l'affaire. Le trio de *La Cagouille* a, de toute évidence, encore du pain sur la planche. Alain Mayot n'est pas en reste. Ce collègue, cet ami, qui a partagé ma passion professionnelle, ne s'est jamais dérobé lors des coups durs. Il semble au demeurant plus affecté que moi par la situation. Il en a gros sur le cœur : « Dans ma famille, tout le monde votait socialiste. Depuis cette affaire, ils en sont revenus. C'est dégueulasse. Nous nous sommes tous fait couillonner. Si tu n'avais pas écrit ce livre, les gens en seraient encore à croire à leur morale et à leur vertu. Pour se préserver, ils mentent et font n'importe quoi. On traite un flic intègre comme un ripoux. C'est incroyable ! Mon père avait le livre de Mitterrand, *Le Coup d'Etat permanent*, comme livre de chevet. A l'expérience, on devrait plutôt l'appeler " le coup de bluff permanent ". Je ne me dégonflerai pas, je leur dirai tout ce que je pense. »

Thierry Jean-Pierre, dans un style très anglais, manifeste son sentiment avec un soupçon d'amertume dans l'ironie : « Dans l'opposition, la gauche s'était battue pour la Justice. Aujourd'hui c'est contre. On gouverne en oubliant ses idées. Le pouvoir ne défend plus que son pouvoir. »

Je suis en train de parler avec Didier Gallot et mes avocats lorsque j'entends une voix d'homme exprimer un étonnement certain.



— Et c'est pour un simple inspecteur qu'il y a tous ces journalistes ?

L'homme a tout du commissaire incrédule. Alain lui répond du tac au tac :

— Il n'est pas donné à tout le monde de préférer défendre la vérité plutôt que sa carrière.



## CHAPITRE 7

### Le conseil de discipline

*Jeudi 14 mars 1991 (suite)*

*11 heures.* Les portes de la salle du conseil de discipline s'ouvrent. A la demande d'une secrétaire, je pénètre avec mes avocats dans une immense pièce pour prendre place autour d'une table de conférence qui occupe la quasi-totalité de l'espace. La solennité des lieux n'a rien à envier à celle des quatre représentants de l'administration qui nous font face, à trois mètres, de l'autre côté de la table. Il s'agit de deux préfets, un sous-préfet et un commissaire divisionnaire de la direction centrale de la police judiciaire. Le préfet Jean-Raphaël Alventosa, directeur du personnel et de la formation de la police, préside. Cet énarque mince au front légèrement dégarni, au nez surplombé par une élégante paire de lunettes, retient mon attention. Son regard ne m'inspire aucune confiance.

A gauche de cette équipe chargée de ma mort administrative, quatre inspecteurs ont été délégués par les syndicats. Ils représentent le personnel. Leurs visages me sont nettement plus sympathiques, bien qu'ils adoptent l'air de gravité ambiant. Siéger au « tourniquet » n'est jamais une partie de plaisir. Aujourd'hui le cas qui leur est soumis est exception-

nel. Il a été dénoncé par les syndicats de police dans la presse. Ce n'est pas tous les jours, en effet, qu'un flic honnête est poursuivi par des politiciens corrompus. Pareille scène tient d'un surréalisme exaspérant. Avant 1981, les socialistes n'auraient eu de cesse de dénoncer cette situation. Ils ont déclenché des campagnes politiques pour moins que cela. Dix ans plus tard, ils tiennent le rôle d'accusateurs et bafouent la justice.

A droite des représentants du pouvoir, quatre secrétaires sont prêtes, stylo à la main, à retranscrire les débats. Leur nombre surprend. Habituellement ce rôle de greffier est confié à une seule personne. A croire que d'autres personnalités, soucieuses de ce qui va se dire dans cette salle, ont branché un réseau de renseignements par secrétaires interposées. Le procès qui va se dérouler a effectivement quelque chose d'historique. Vérification faite, il semble bien, d'après les annales de la « maison », qu'aucun policier n'ait été traduit en conseil de discipline pour avoir publié un livre. Il s'agit d'une première.

*11 h 05.* Tout le monde a pris ses marques. Le président vient de déplier méticuleusement son dossier en prenant soin de balayer avec une feuille blanche quelques grains de poussière qui, à l'évidence, l'agacent. La place est nette, il peut donner le signal du départ.

Dany Cohen, revêtu pour la circonstance de sa robe d'avocat, monte à l'assaut le premier. Nous ne sommes pas venus pour subir mais pour nous battre. Sans complexe et au grand jour... si possible. En préambule nous posons donc le problème de la publicité des débats. Dany Cohen développe tout son savoir. « Si la jurisprudence progresse, souligne-t-il,



cela tient aux hommes qui la font évoluer. La loi n'interdit pas expressément le débat public au niveau des conseils de discipline. Rien n'empêche, en conséquence, de l'autoriser. » Qui ne tente rien n'obtient jamais rien.

— Nous n'avons rien à cacher. Des centaines d'articles de presse, des heures de télévision et de radio se sont fait l'écho de la publication du livre et des révélations de son auteur. Ce procès doit être public car il intéresse l'opinion. C'est avant tout une garantie de clarté et de régularité.

Il est évident que cette entrée en matière n'est pas du goût de ceux qui entendaient organiser leur coup en douce. Ce n'est plus la poussière qui contrarie Jean-Raphaël Alventosa, mais cette demande.

Jean-Marc Varaut enfonce le clou en enchaînant sur une autre exigence, celle d'un débat loyal. L'administration française ne peut se dérober à la transparence.

— Cette pratique commence à exister dans les pays de l'Est. Chez nous, depuis 1789, le débat public est la garantie d'une bonne justice alors que la clandestinité est un héritage de l'Ancien Régime. Antoine Gaudino a obéi à un devoir civique pour défendre une justice entravée. C'est devenu une affaire politique. Le public ne peut être écarté de ce débat.

Jean-Raphaël Alventosa perd sa belle assurance. Refuser, c'est déjà se placer en position de faiblesse. Accepter, c'est autoriser la presse à suivre les débats, autrement dit placer le pouvoir dans une situation embarrassante. Tout ce qui rappelle publiquement la réalité des faits ne peut que le desservir. En dépit des précautions prises par nos vis-à-vis, un manège n'échappe pas à la vigilance de Jean-Pierre Maison-

nas, ni à la mienne. Un petit billet, griffonné par un représentant de l'administration, voyage vers une secrétaire. Quelque temps plus tard celle-ci sort. Bizarre. A moins que les mandataires du gouvernement n'attendent des instructions...

Côté représentants de l'administration et du pouvoir, le blocage est apparent. Côté délégués du personnel, quelques réactions, ici ou là, laissent penser que l'idée d'un débat public, sur les fondements exposés, n'a rien d'incongru. L'adversaire est déstabilisé. La réforme du code de discipline des fonctionnaires, votée par les socialistes en 1984, est muette sur le sujet. Tout est donc possible. Un vote s'impose. Au pire, l'absence de majorité bloquera le déroulement d'un procès déjà faussé par un verdict annoncé avant d'avoir été prononcé.

Jean-Raphaël Alventosa chuchote. Il consulte les siens, ceux qui représentent l'Au-to-ri-té. Quelques minutes plus tard, ses lunettes réajustées, il écarte le sujet de la discussion. La carence de la loi de 1984 ? Elle serait verrouillée par une loi de... 1982. Etrange rétroactivité !

Cette loi ancienne exclut effectivement la publicité des débats dans les commissions à caractère technique. Elle ne traite pas des conseils de discipline qui constituent un cas à part. Qu'importe, la cause est entendue : le débat ne sera pas public. Le président vient d'en décider. Seul. Comme si les quatre représentants du personnel n'étaient là que pour la figuration.

Nous aussi nous chuchotons dans notre coin. Ce non catégorique entre dans la logique du pouvoir, il était donc attendu. Pas question de renoncer. Il faut tenter le tout pour le tout. La réplique est prête. Jean-Pierre Maisonnas s'en charge.

— Monsieur le Président, nous souhaiterions savoir si la décision que vous venez de rendre émane du conseil de discipline dans son ensemble.

Avec subtilité, Jean-Raphaël Alventosa vient d'être rappelé à l'ordre. En confondant vitesse et précipitation, il a tout simplement « omis » de prendre l'avis des membres de l'instance disciplinaire.

12 h 10. Avantage à la défense. Le président est contraint de suspendre l'audience. Nous sommes conviés à nous retirer pour permettre au conseil de discipline de délibérer.

Les témoins patientent toujours dans la salle d'attente. Alain, anxieux, intervient :

— Que penses-tu du climat ?

— Tout indique que nous sommes dans une zone de fortes pressions extérieures. C'est gros comme le nez au milieu de la figure. J'ai beau réfléchir, je ne vois pas comment ils vont pouvoir parvenir à leurs fins. Je suis peut-être trop confiant, mais d'après le spectacle déjà offert je ne parviens pas à imaginer qu'un des quatre inspecteurs puisse passer dans leur camp. Ils devraient être barrés au premier vote.

Pour passer le temps, Philippe de Villiers fait l'inventaire de ce qu'il a récolté sur le dossier Urba.

— Si un magistrat pouvait instruire cette affaire, ce n'est pas vous qui devriez être face à des juges, mais des dizaines de membres du pouvoir. Ceux qui organisent cette mise en scène. Elle déshonore la police. Ils ne perdent rien pour attendre.

Philippe de Villiers est un homme de parole. De toute l'opposition, c'est un des rares à avoir mené la lutte jusqu'au bout. Sa présence à mes côtés en est la preuve. Si les socialistes commettent l'erreur de pousser le cynisme jusqu'à me sanctionner, le député



vendéen est capable de rameuter les troupes pour la reprise du combat. Il l'a dit. Je ne doute pas un seul instant qu'il le fera.

Pour compenser leur perte de crédit, les responsables politiques se replient sur l'exercice aveugle de l'autorité. Ils foncent tête baissée dans le piège que j'ai tendu en me présentant pour reprendre mes activités à la PJ de Marseille.

12 h 30. Reprise de l'audience. Avant d'entrer, je tire Jean-Pierre Maisonnas par la manche de sa robe :

— Tu n'as rien remarqué ?

— Bien sûr. A part nous, personne n'est sorti de la salle. Les quatre secrétaires, qui ne sont pas prévues dans la composition du conseil de discipline, étaient donc présentes durant le délibéré. Il était pourtant de règle qu'il se déroule à huis clos. Ne t'inquiète pas. Je vais faire noter cette anomalie. Elle servira, si besoin est, comme élément de nullité.

Décidément l'attention de mon défenseur est rarement prise en défaut. Je m'en sens rassuré.

L'accueil glacial des représentants de l'administration laisse supposer que le délibéré ne s'est pas déroulé comme souhaité. Jean-Raphaël Alventosa nous apprend que les quatre inspecteurs se sont prononcés pour un débat public. Nous n'avons même pas le temps de savourer ce qui nous apparaît comme une victoire, que le président précise qu'il s'est opposé au vote. Le rejet de notre demande est par conséquent maintenu.

Je n'en reviens pas. A quoi sert un délibéré, si on ne tient pas compte de l'avis de ceux qui y participent ? Ce procès est une véritable comédie. Un point pourtant me rassure, les représentants du personnel



font bloc. Si ce front se maintient, Jean-Raphaël Alventosa n'aura pas de majorité pour me sanctionner. Je n'oublie pas que, depuis un an, dans cette même salle et conformément aux engagements pris par l'administration, les présidents des conseils de discipline ont respecté la règle de la majorité pour traiter des dizaines d'affaires.

Comme prévu, Jean-Pierre Maisonnas intervient pour remettre les pendules à l'heure :

— Monsieur le Président, je constate que douze personnes ont siégé pour ce délibéré. La loi n'en prévoit que huit. J'émetts toutes réserves à cet égard et je demande que cela soit consigné.

La rigidité dans laquelle s'enferme Jean-Raphaël Alventosa a quelque chose de significatif. S'il déteste la poussière, il n'aime pas non plus les pierres lancées dans son jardin.

L'administration reprend son service. Comme au tennis. La frappe part avec la lecture de l'acte d'accusation. Le document, signé du directeur général de la police nationale, reprend le rapport de l'inspection générale de la police à Paris. Il occulte sérieusement les résultats de la seule enquête menée, celle conduite par l'inspection générale de la police à Marseille. Les procès-verbaux de ce service me sont nettement plus favorables. Ils ont été balayés comme la poussière qui irrite le président de séance. Les charges que l'on s'est ingénié à mettre en avant ne sont soutenues que par un procès d'intention. A suivre mes censeurs, l'important n'est pas tant ce qui est écrit dans *L'Enquête impossible*, que le principe de cette publication : le man-que-ment-à-l'o-bli-ga-tion-de-réserve ! *Exit* la justice entravée. *Exit* la corruption protégée. *Exit* la démocratie bafouée. Je suis payé pour me taire et

non pour dénoncer les délits dont j'ai connaissance s'il plaît au pouvoir de les dissimuler !

Le mur de la honte est franchi. Par qui ? J'ai sans doute, pour ma part, mordu sur la ligne interdite, mais eux, en face, quelle élimination mijotent-ils ? Tout a été organisé pour épargner la responsabilité des gouvernants. En fin de compte, ce ne sont plus les institutions que l'on cherche à protéger, mais les intérêts personnels des titulaires provisoires du pouvoir. Les dés sont manifestement pipés. La partie est toutefois loin d'être terminée. Il convient de quitter ce terrain de dupes, pour revenir sur un sol plus solide : celui de la vérité. Puisque le président me donne la parole j'en profite.

J'écarte d'abord les broutilles sur lesquelles l'administration espère engager une grossière opération de diversion. L'affaire des faux frais de mission dans la police ? Je l'ai évoquée dans mon précédent livre pour bien faire comprendre que mon attachement au respect de la loi n'est pas à géométrie variable. Cet élément confirme mon refus de la compromission, de la soumission tant à l'argent qu'à un parti politique. Le récit de certains incidents avec la hiérarchie ? Il me fallait en parler pour dévoiler, sur la base de documents inattaquables, la mauvaise foi qui a présidé à ma mutation, une mesure dont le seul but était de satisfaire le pouvoir politique.

J'entends ramener le débat au véritable sujet. Je rappelle les raisons de mon limogeage de la financière, alors même que j'étais l'un des mieux notés par les magistrats. En démontant le mécanisme de la corruption politique organisée, à travers le bureau d'études Urba et au profit du PS, je n'ai fait qu'accomplir ma mission. J'ai travaillé à la manifestation de la vérité dans le cadre des instructions

transmises par des magistrats. Certes, cela pouvait contrarier le parti au pouvoir, mais un officier de police judiciaire digne de cette qualité ne peut être qu'au service de la justice et non d'intérêts partisans. Déplacer un policier dans de telles conditions revient à s'immiscer dans le cours normal de la justice. Etouffer une telle affaire, refuser de poursuivre, d'ouvrir une instruction constitue une atteinte grave au fonctionnement des institutions par ceux-là mêmes qui sont chargés de les défendre. C'est accepter que l'on ferme les yeux sur le détournement de l'argent des contribuables. C'est se rendre complices d'une dérive de la démocratie au profit de corrompus impunis. Révéler aux citoyens ce piétinement des valeurs de notre République est, à l'inverse, une démarche de salubrité publique. Lorsqu'un Etat de droit est ouvertement malmené par ses gouvernants, comme j'ai pu le constater, il n'y a que deux positions possibles : se taire ou réagir, être complice ou dénoncer. On ne peut prétendre à la fois servir la justice et fermer les yeux sur les chaînes qui l'entravent. En écrivant *L'Enquête impossible*, je n'ai obéi qu'à mon devoir, après avoir épuisé tous les recours possibles. Cet acte est celui d'un fonctionnaire responsable, à son niveau, du devenir de cet Etat qu'il est censé servir et défendre. Si je n'avais pas été au bout de ma démarche, je me serais senti coupable d'une insupportable lâcheté.

L'obligation de réserve ? Elle a été respectée durant plus d'un demi-siècle dans les pays de l'Est. Le résultat est désastreux. Toutes sortes de crimes ont été ainsi commis sans être dénoncés. La France n'en est pas là, mais la corruption est partout. Il me fallait par conséquent mettre en lumière ce danger menaçant, alerter une opinion tenue à l'écart d'une réalité



qui la concerne directement. Le silence laisse prospérer des dérives au détriment de toute la communauté. Le livre a été un cri d'alarme face à l'ampleur du fléau économique de la corruption protégée.

Il y a des limites à tout, au respect de la loi avec la légitime défense, à la discipline dans les armées, puisqu'un militaire peut refuser d'obéir à un ordre illégitime. L'administration, elle, n'a prévu aucune limite à l'obligation de réserve. C'est la raison pour laquelle je suis aujourd'hui face à ce conseil de discipline. Pourtant cette limite existe.

En poursuivant mes explications j'observe, du coin de l'œil, Jean-Raphaël Alventosa. Un nouveau petit billet circule. Cette fois, il se dirige vers lui. Commencerait-on à s'impatienter en d'autres lieux ?

Le terrain sur lequel la défense devait s'organiser est reconquis. Jean-Pierre Maisonnas tient à le préserver. Il demande l'audition des témoins.

Philippe de Villiers est introduit en premier. Jean-Raphaël Alventosa et l'ensemble des représentants de l'administration, quelque peu avachis dans leurs fauteuils, se redressent. L'ancien ministre déclenche des réactions de déférence. On ne refait pas sa nature. Le député de Vendée prend son temps.

— Je voudrais très simplement et très rapidement vous dire, Monsieur le Président, en tant que parlementaire, ce que je ressens aujourd'hui. Monsieur Antoine Gaudino a porté à la connaissance des Français des informations graves, à partir d'une enquête de police judiciaire qui a abouti à mettre au jour des faits de corruption contre des



entreprises privées et des hommes politiques. Cette enquête aurait dû provoquer l'ouverture d'une information. Je suis allé voir le procureur de la République de Marseille. Je peux témoigner qu'il a effectivement fait un rapport à sa hiérarchie...

Jean-Raphaël Alventosa s'est statufié. La salle est suspendue aux lèvres de Philippe de Villiers.

— Le procureur de la République n'a eu aucune instruction de poursuivre. L'opportunité de poursuivre n'étant pas, pourtant, l'opportunisme politique. Je voudrais souligner que, d'un côté, le ministre de la Justice a ordonné au procureur de se taire et que, de l'autre, il semble bien que le ministre de l'Intérieur vous demande de faire taire Antoine Gaudino.

De gros efforts sont déployés autour de Jean-Raphaël Alventosa. Chacun s'efforce à l'impassibilité. L'expression des visages, que je ne quitte pas des yeux, semble malgré tout trahir une gêne.

— Mon sentiment personnel est que, si Gaudino était sanctionné, cet acte aurait une double signification. Cela voudrait dire que l'obligation de réserve doit se poursuivre lorsque, dans le cadre de sa vocation, un policier, découvrant la vérité, découvre en même temps des atteintes au droit intolérables. Cela voudrait dire que l'on privilégierait une conception littérale de l'obligation de réserve. Or, par les temps qui courent, la contagion de la corruption fait ravage.

Le député vendéen a l'expérience des propos ajustés. Je ne suis pas le seul à les apprécier. Certains signes de tête expriment l'approbation. Seuls restent figés ceux qui doivent assumer le rôle qui leur a été commandé par le pouvoir. Leur calvaire n'est pas terminé.

— Comme les Français le savent, il y aurait un

signal, un symbole au nom d'une conception de l'obligation de réserve qui ne serait pas conforme à notre tradition. C'est la fameuse réflexion des « baïonnettes intelligentes » : où commence et où finit l'obligation de réserve ? A partir du moment où Gaudino, dans le cadre de sa vocation, a pour mission — et c'est là son honneur — de traquer la vérité, comment peut-on le sanctionner quand il découvre que la vérité est étouffée ?

L'intervention de Philippe de Villiers donne à ce conseil de discipline une autre dimension. En recevant, de manière inédite, un parlementaire dans ces murs, Jean-Raphaël Alventosa est, pour la première fois, officiellement confronté à une autre référence que le pouvoir. La voix autorisée du peuple est là, face à lui. Il n'a d'autre choix, cette fois, que de subir respectueusement le débat de fond qu'il s'était efforcé d'écarter. Le député est lancé. Il n'est plus question de l'arrêter.

— C'est l'éternelle discussion que l'on retrouve dans l'histoire de nos grands débats en France, notamment dans l'affaire Dreyfus. Mieux vaut une injustice qu'un désordre. Cette injustice aurait pour conséquence de troubler l'ordre public. Tous les Français savent qu'Antoine Gaudino est un homme honnête, incorruptible, qu'il a accompli son devoir avec un esprit charismatique. Les parlementaires ne comprendraient pas qu'il soit sanctionné.

Philippe de Villiers a indubitablement marqué des points. Le camp de Jean-Raphaël Alventosa n'a pas le temps de reprendre son souffle. Jean-Marc Varaut joue les prolongations :

— Monsieur le Député, pouvez-vous nous dire si l'on n'a pas tenté de vous réduire au silence quand vous avez évoqué les révélations de Monsieur Gau-

dino, lors des questions orales du mercredi à l'Assemblée ?

— C'est exact. J'ai fait l'objet de toutes sortes de pressions, y compris des pressions de la puissance publique, notamment de la part de Monsieur Charasse, ministre du Budget.

Le malaise est général. Le président s'abstient de poser la moindre question.

Alain Mayot vient d'être introduit en sa qualité de deuxième témoin. Je le sens plus calme que tout à l'heure. Jean-Pierre Maisonnas, autorisé par le président, lui demande s'il peut attester de la véracité des faits évoqués dans *L'Enquête impossible*.

En regardant Jean-Raphaël Alventosa droit dans les yeux, Alain tient à éclairer les esprits à la traîne :

— Avant d'aborder la question, je tiens à souligner que je suis fier d'avoir travaillé avec Antoine Gaudino.

C'est un point sur lequel il n'entend pas revenir. La hiérarchie sait maintenant à quoi s'en tenir. Il a suivi heure par heure l'enquête Urba et, à aucun moment, la réalité des faits n'a été trahie :

— Le livre est le reflet exact de ce que nous avons vécu ensemble, des jours et des nuits passés à traquer la vérité, sans arrière-pensée.

Les explications sur ma mutation ?

— Il n'y a qu'à lire le livre, tout y est dans le moindre détail.

Il en profite pour démonter, à son tour, la machination ourdie par la hiérarchie au service du pouvoir politique. Pour bien se faire comprendre, Alain prend le plus court chemin. Il ne parle plus, il s'exclame :

— Si l'inspecteur Gaudino doit être sanctionné pour les fausses factures, je dois l'être également.

Jean-Raphaël Alventosa ne s'attendait pas à une



telle réaction de solidarité. Moi non plus d'ailleurs. Décontenancé, le président tente de réduire l'impact de cette intervention :

— Monsieur Mayot est-ce que vous seriez allé jusqu'à écrire un livre sur les enquêtes que vous avez effectuées avec Monsieur Gaudino ?

— Non, Monsieur le Président.

Jean-Raphaël Alventosa pense avoir reconquis une partie du terrain perdu depuis l'intervention de Philippe de Villiers. Il sourit. Alain n'a pourtant pas achevé sa réponse, il sait lui aussi ménager ses effets.

— Non, Monsieur le Président, tout le monde n'a pas le courage de Monsieur Gaudino. Je me suis contenté d'être à ses côtés et de l'approuver. Il a su défendre les vraies valeurs de la fonction policière. C'est un honneur pour moi d'être un de ses amis.

La satisfaction du président du conseil de discipline aura été de courte durée. En revanche, je viens de vivre, grâce au témoignage d'Alain, l'un des moments les plus bouleversants de mon aventure professionnelle. Il m'a apporté un concours constant dans cette lutte contre le système de la corruption politique. Il vient de faire preuve d'un rare courage en dénonçant, à sa manière, l'hypocrisie qui règne entre ces quatre murs. Il n'a renié ni ce qui était devenu notre raison de combattre, ni les engagements pris dans cette voie difficile. Nous avions, tous les deux, promis à Paul Peltier, le directeur général de la Sormae, d'aller jusqu'au bout de la confiance qu'il nous accorderait en rompant le silence sur les hommes politiques corrompus. Cela s'était passé en février 1989. Deux ans après, le contrat moral est rempli. Alain n'a pas manqué le rendez-vous de l'honneur qu'impose la parole donnée. Cet homme a du cran.



Témoin suivant : Thierry Jean-Pierre. Il s'assoit avec des gestes lents. En tant que magistrat, il a dû présider des audiences moins déconcertantes. D'entrée de jeu, il tient à exprimer son sentiment :

— Nous, les membres du Forum pour la Justice, nous pouvons témoigner de la compétence et de la droiture d'Antoine Gaudino. Je suis un peu surpris de cette audience. J'ai eu l'occasion de lire les cahiers de Joseph Delcroix. Comment peut-on classer cette affaire sans suite et d'un autre côté poursuivre, par décision politique, un inspecteur de police qui n'a fait que son travail ? Je pense que vous trouverez les réponses à ces questions le moment venu.

Après le député, après le policier, c'est le magistrat qui retourne le procès contre ses organisateurs. Certains petits détails ne trompent pas. A part Jean-Raphaël Alventosa, les autres représentants de la hiérarchie affichent un profil bas. On ressent comme un flottement chez ceux qui ont en charge l'accusation.

Michel Albin, un des inspecteurs siégeant au conseil, intervient sur un autre point :

— Vous avez évoqué le Forum pour la Justice. Comment ont été ressentis d'une part l'affaire Gaudino et d'autre part le sort qu'on va lui réserver ?

— Très mal. D'un côté on écarte délibérément le débat démocratique, de l'autre on s'acharne à sanctionner un inspecteur qui a bien fait son travail.

Pour Jean-Raphaël Alventosa la partie est mal engagée. Comment justifier une révocation après de telles prises de position ? Le quatrième et dernier témoin apparaît en la personne de Didier Gallot. Le président n'espère aucun soutien de ce vigoureux juge d'instruction des Sables-d'Olonne et il a raison. Il s'agit d'un magistrat non aliéné au pouvoir politique.

Didier Gallot estime que les principes généraux du droit peuvent permettre de délier un fonctionnaire de l'obligation de réserve. L'officier de police judiciaire dispose d'un statut spécial, d'une mission particulière : celle de rechercher la manifestation de la vérité. En l'espèce, la vérité a été recherchée, mais l'enquête n'a pu être menée à son terme. C'est une réaction saine et normale de révéler la vérité aux Français.

Après le départ de Didier Gallot, le président, passablement excédé, tente de s'aventurer à son tour sur le terrain des idées. Pour lui, l'obligation de réserve n'a de sens que si elle demeure indemne de toute violation. Les autres préfets et le commissaire divisionnaire, placés sous son autorité administrative, opinent timidement du chef.

Jean-Marc Varaut est le premier des avocats à plaider. L'obligation de réserve ?

— Elle ne peut être dissociée de l'Etat de droit, essentiellement fondé sur la loi et la Constitution. Par conséquent, l'obligation de réserve ne doit pas être considérée comme une fin en soi. Sa limite est logiquement le respect du droit. La corruption organisée par les membres du pouvoir est un système hors la loi. La loi n'autorise pas le ministre de la Justice à donner des ordres au procureur de la République pour enterrer l'affaire Urba. C'est pourtant ce qui s'est passé. La protection des corrompus et de leurs complices est une atteinte au fonctionnement légal de l'institution judiciaire. C'est cette injustice flagrante qui a été dénoncée dans *L'Enquête impossible*. Les poursuites engagées contre l'auteur du livre constituent un grave détournement de pouvoir. Elles tendent à nier toute responsabilité professionnelle. Elles visent à rejeter toute notion de devoir et de loyauté envers les institutions du pays.

Existe-t-il une finalité salutaire dans ce manquement au nom d'un intérêt supérieur?

— L'histoire le démontre. Le plus prestigieux est celui de l'appel du 18 juin. Le général de Gaulle a pourtant été condamné à mort pour cela par le pouvoir de l'époque. Au procès de Nuremberg, n'a-t-on pas reproché à des officiers allemands d'être restés moralement passifs en acceptant de suivre activement la politique désastreuse du régime nazi? Toutes proportions gardées, en écrivant son livre, Antoine Gaudino n'a fait que refuser une soumission qui aurait été préjudiciable à toute la collectivité nationale. Sa conception du devoir ne peut qu'être saluée au nom de l'intérêt public. Comment pourrait-on imaginer qu'il puisse, dans ce cas, être sanctionné?

L'avocat parisien a su élever le débat. De quoi bousculer les références d'un conseil de discipline habitué à se pencher sur des dossiers au contenu parfois sordide. L'intérêt public a perdu ses protecteurs habituels. Ce sont les défenseurs du mis en cause qui l'ont pris en charge contre les accusateurs publics.

Jean-Pierre Maisonnas, avec sa voix de stentor, prend la parole dans un silence impressionnant. Comment peut-on parler de manquement à l'obligation de réserve dans une telle affaire?

— Le pouvoir a violé sa propre légalité. Il est intervenu pour empêcher la justice d'agir. N'y a-t-il pas là un danger pour notre démocratie? En lisant la Constitution, on s'aperçoit qu'elle cite en premier le peuple français. C'est donc bien lui qui est souverain. C'est donc bien lui qui donne mandat aux gouvernants pour défendre la démocratie dans notre Etat républicain. Antoine Gaudino est un agent de l'Etat qui a relevé des anomalies graves mettant en péril nos



institutions. A-t-il agi de manière impulsive? Au dossier figurent des documents qui prouvent qu'il a d'abord tenté d'alerter les responsables de l'Etat, plusieurs mois auparavant. Réactions? Aucune. Il s'est vu opposer un mutisme total. Les mandataires désignés par le peuple ont donc failli. En publiant son livre, il a répondu à un devoir impérieux. Il l'a écrit : se taire c'était se rendre complice. Une fois informées, la représentation nationale et l'opinion lui ont donné raison. Sa démarche est la conséquence d'un dysfonctionnement mettant en péril l'ordre public. Si celui-ci avait été respecté, il n'y aurait pas eu manquement à l'obligation de réserve. Le sanctionner c'est prendre le parti du pouvoir et non pas de l'Etat de droit, qui seul légitime ce pouvoir. Antoine Gaudino est au service de l'Etat et non pas d'un parti soucieux de masquer sa corruption à la Justice, et par conséquent aux Français.

La défense s'achève avec Dany Cohen, bref mais précis. Il intervient sur le ton du reproche pour rappeler, en termes feutrés, les promesses de la gauche du temps où elle était dans l'opposition :

— Où se cache, dans ce dossier, l'indépendance de cette justice tant promise et tant attendue? Où se situe la logique de la morale quand on poursuit celui qui a opté pour le droit au droit, au détriment des actes attentatoires à la démocratie?

*15 h 05.* L'audience est arrivée à son terme. Le président, maître de cette sinistre cérémonie, nous demande de quitter la salle pour permettre au conseil de délibérer. Jean-Pierre Maisonnas a, tout comme moi, remarqué que les secrétaires ont été, elles aussi, priées de sortir. Complices, nous nous sourions. C'est probablement la première fois depuis notre arrivée en



ces lieux. Jean-Raphaël Alventosa s'attache à sauver les apparences, au moins sur la forme.

Les représentants de l'administration ont entendu tous les arguments qui pourraient leur donner le courage de refuser de subir la volonté du pouvoir. A l'évidence, ils ne disposent pas d'une majorité pour sanctionner. Les quatre inspecteurs paraissent solides. Je les ai observés tout au long de ces débats, ils ne sont pas du genre à avaler des couleuvres, aussi bien présentées soient-elles. Au-delà de ma personne, c'est la crédibilité du métier de flic qui est en jeu. Tout m'incite à leur faire confiance.

Alain Mayot n'a pas voulu repartir. Il reste à mes côtés jusqu'au verdict. Nous décidons de subir cette attente en nous restaurant. Les journalistes sont toujours là, fidèles au poste.

*16 h 45.* Nous sommes à nouveau au quinzième étage du numéro 7 de la rue Nélaton. Je vais être fixé sur le soutien des représentants du personnel. Jean-Raphaël Alventosa est debout; sans nous regarder il observe ses mains entrecroisées. Il nous annonce que le conseil de discipline a délibéré et, tout de go, qu'il a décidé de proposer ma révocation au ministre de l'Intérieur.

Je suis consterné. Mes avocats aussi. Jean-Pierre Maisonnas réagit aussitôt :

— Monsieur le Président, nous aimerions savoir si cette proposition de révocation résulte d'une décision de la majorité effective des membres du conseil de discipline.

Jean-Raphaël Alventosa accuse le coup. Il vient d'être démasqué. Il tente une manœuvre. Dehors les journalistes attendent.

— Je ne suis pas dans l'obligation de répondre à cette question.

Nous avons tous compris. Jean-Pierre Maisonnas le lui signifie :

— Je vous remercie. Le refus que vous opposez constitue une réponse.

Les représentants du personnel semblent sincèrement affectés, ils ne devaient pas s'attendre à ce coup porté, de façon aussi brutale que déloyale, à l'éthique de la police.

Les représentants de l'administration, dans l'impossibilité de réunir la majorité nécessaire pour parvenir à une sanction, piégés par la règle mise en place par l'administration elle-même, ont bafoué leurs propres normes. Ils n'ont pas hésité à trahir des engagements pourtant honorés durant un an à l'égard des autres fonctionnaires. Jean-Raphaël Alventosa, en tant que président, a osé pratiquer le retour à la voix prépondérante pour satisfaire les vœux du gouvernement.

Mon désarroi est total. J'avais pensé à une éventuelle défection, au moment du vote, parmi les inspecteurs. Je ne pouvais imaginer que le directeur du personnel et de la formation de la police puisse user d'un procédé aussi honteux, d'une méthode aussi discriminatoire. J'espère pour lui qu'il recevra son plat de lentilles en remerciement du service rendu !

La bassesse de l'administration le dispute donc à la lâcheté du pouvoir. Quel régime ! Il est évident que si le conseil de discipline s'en était tenu à sa règle, l'absence de sanction aurait contraint Philippe Marchand à engager sa seule responsabilité de ministre dans ma révocation. Il peut à présent se dissimuler derrière le paravent du conseil de discipline. Le

manque de courage politique se cultive, chez certains, comme une vertu. Pour ne pas donner l'impression que ce sont les corrupteurs démasqués qui sanctionnent le flic honnête, autrement dit pour parvenir à leurs fins sans apparaître en première ligne, les socialistes ont organisé une mise en scène sans dignité. En poussant le pouvoir à dévoiler ses intentions, je m'attendais à une faute mais j'ignorais qu'un scandale supplémentaire se déclencherait.

La non-réponse du président du conseil de discipline ne me permet pas d'être, face à la presse qui m'attend à la sortie, précis sur la manière dont a été acquise la révocation. Je ne peux que m'étonner d'un tel résultat dans un Etat dit de droit et conclure :

— Ceux qui pensent que ma révocation mettra un point final à cette affaire se trompent lourdement.

Sur le plan humain, le coup est néanmoins rude. Face à la corruption politique, l'alternative serait donc le silence ou le chômage. C'était bien ce que nous avait exposé Paul Peltier pour expliquer sa soumission à la loi des pots-de-vin. L'*omerta* vient encore de sévir. Je paie au prix fort la transgression d'une règle non écrite : la protection du pouvoir de l'argent passe avant la loi. « La justice sera appelée à faire toute la lumière sur les affaires dans lesquelles ont été mises en cause des personnalités publiques. » Cet engagement n'a même pas été pris en compte pour légitimer la publication de *L'Enquête impossible*. Il figure pourtant au nombre des 110 propositions de François Mitterrand, candidat socialiste à la présidence de la République en 1981. C'est même, pour être précis, le cinquantième alinéa de son programme ! Ce coup de bluff de plus s'avère le coup de bluff de trop. J'en suis la victime expiatoire.

Alors que la presse a rejoint ses salles de rédaction



et mes avocats leur cabinet, Alain Mayot m'accompagne jusqu'à mon hôtel :

— Je suis définitivement écœuré. Je pensais tout connaître de la lâcheté humaine. Je me trompais lourdement.

Je tente de masquer mes propres sentiments sans parvenir à le rassurer. Impossible, au demeurant, de l'interrompre :

— C'est sûr, Antoine, en 1942, c'était au peloton d'exécution que tu aurais eu droit. Ce conseil de discipline n'avait rien à envier à la « section spéciale ».

Mon ami a peut-être raison. Le type de répression a changé, mais la lâcheté face au pouvoir est toujours aussi forte.

Au moment de s'engager dans une bouche de métro, un des inspecteurs ayant siégé au conseil de discipline nous aborde. Il nous confirme ce qu'avait tenté d'occulter Jean-Raphaël Alventosa. Les quatre délégués du personnel se sont effectivement opposés à la sanction demandée par les représentants de l'administration. Leur position était ferme. Au terme des débats, ils n'avaient pas « relevé de faute de la part de l'inspecteur Gaudino ». C'est à leur plus grande stupeur et contre leur gré que le président de séance, après avoir vainement tenté de les convaincre, a exhumé la bonne vieille méthode de la voix prépondérante. Les engagements pris le 14 mars 1990 avaient pourtant toujours été, depuis cette date, respectés. Qui plus est, un décret avait même été préparé pour officialiser le nouveau principe. Par chance pour le pouvoir, il était encore dans le circuit des signatures ! Ma révocation était une exigence d'Etat puisque j'étais coupable du crime suprême, celui de lèse-majesté ; le respect de la pratique effective n'avait



plus d'importance. On revenait pour le coup à la lettre d'un texte officiellement désavoué : les protestations des représentants du personnel n'y changèrent rien. Le président ne paraissait même pas se poser un problème de conscience face à ce grave manquement à l'équité. Le procès-verbal de ce funeste conseil de discipline en fait foi. La fin des activités de l'inspecteur Gaudino dans la police se justifie par un ukase politique et qu'importe si l'emballage juridique laisse à désirer.

Le cynisme du pouvoir ne s'arrête pas là. Le soir même, face aux caméras du journal de 20 heures d'Antenne 2, François Roussely, directeur général de la police et ancien directeur du cabinet de Pierre Joxe, déclare sans frémir :

— C'est ce que le conseil de discipline a décidé majoritairement.

Nous n'en sommes plus à un mensonge près. Masquer la supercherie du conseil de discipline n'est pas une mince affaire. La hiérarchie policière qui tient ses fonctions des dirigeants politiques du moment sait qu'il lui faut renvoyer l'ascenseur. Je ne serais pas surpris si l'on m'apprenait que c'était à un dignitaire du PS qu'étaient destinés les petits billets qui circulaient en pleine audience du conseil de discipline. L'appareil d'Etat est inféodé au Parti socialiste. Les preuves ne cessent de s'accumuler depuis la découverte de l'affaire Urba.

Mon exécution administrative est une chose, le combat que je mène une autre. Sur ce dernier terrain, l'espoir n'a jamais été aussi fort. Le pouvoir vient de commettre une nouvelle erreur que j'espère fatale. En tentant de se débarrasser, à sa manière, du « cas Gaudino », il braque à nouveau les projecteurs médiatiques sur l'affaire Urba. L'effet boomerang est

garanti. En témoignent les réactions de la presse et les ventes de *L'Enquête impossible*. Celles-ci s'étaient sérieusement tassées durant la guerre du Golfe; l'annonce de ma révocation déclenche une remontée en flèche.

## CHAPITRE 8

### Révoqué

*Marseille, lundi 18 mars 1991 16 h 30*

Un journaliste de télévision me demande au téléphone.

— Monsieur Gaudino? Etes-vous informé de la nouvelle que Philippe Marchand vient d'annoncer?

— Non. De quoi s'agit-il?

— Votre révocation de la police a été prononcée. Avez-vous une déclaration à faire?

— Pas pour l'instant. Je tiendrai une conférence de presse dès demain à Paris.

Avant de rendre publique la moindre réaction, je tiens à connaître la nature exacte des commentaires du ministre de l'Intérieur. La sinistre parodie vécue il y a à peine quatre jours devant le conseil de discipline a balayé toute illusion. La décision du gouvernement était bien évidemment prévue. Ce qui me surprend c'est la brièveté du délai. Le pouvoir s'interdit décidément le recul et la réflexion. Il agit dans la précipitation alors que l'affaire est délicate. Je constate que la panique reste la constante dans les hautes sphères de l'Etat pour tout ce qui touche au dossier Urba. A croire qu'ils en ont encore plus à cacher que ce que j'ai découvert.

On a beau s'attendre à une mauvaise nouvelle, le choc est réel. Onze ans de « bons et loyaux services », appréciés par la justice, viennent d'être effacés d'un coup de plume. Des intérêts partisans pèsent plus lourd qu'une vie de travail. Tout ce qui a été dit et redit sur la démarche qui m'a conduit à écrire n'a servi à rien. Qu'importe l'intérêt général ? Le pouvoir socialiste n'a plus qu'une priorité : se débarrasser de son ennemi public numéro 1 Antoine Gaudino. Dix ans après un certain 10 mai 1981, le décalage est ahurissant. Je suis demeuré fidèle au parti de la justice et du respect des valeurs républicaines ; les socialistes qui gouvernent peuvent-ils encore en dire autant ? En se référant au « coup de bluff permanent », Alain Mayot a trouvé une formule simple mais juste. Elle exprime la douleur qu'a fait naître en nous cette tromperie dont, comme des millions de Français, nous nous sentons personnellement victimes. Oui, j'ai fait partie de ceux qui ont applaudi à l'ère du changement. Jamais je n'aurais pu imaginer que ce serait pire qu'avant ! Perdre un boulot qui me passionnait, que j'ai vécu comme un prêtre au service de la justice, du fait des turpitudes d'hommes qui se présentaient comme les plus fidèles garants des droits de l'homme, quelle désillusion !

Pour avoir voulu défendre une conception de ma fonction que chaque homme politique reprend pourtant à son compte, je suis officiellement viré de la police. Au même titre qu'un flic ripoux ou, dans le meilleur des cas, qu'un policier alcoolique et donc dangereux. Et l'on voudrait que je n'en sois pas affecté, meurtri, blessé.

Lorsque les professionnels de la leçon de morale s'acharnent à bafouer la loi et la démocratie, ils perdent la confiance sans laquelle nul ne peut dura-



blement gouverner. Depuis la publication du livre, des milliers de lettres sont parvenues chez mon éditeur. Elles témoignent d'un vaste et profond sentiment d'indignation. Mes correspondants relèvent, à juste titre, que la loi est dure pour les uns, inexistante pour les autres. Ils notent que les politiciens corrompus, bien que démasqués, restent à l'abri des poursuites judiciaires. La situation est donc pire que celle décrite par La Fontaine sous la monarchie absolue, lorsqu'il constatait que : « Selon que vous serez puissant ou misérable, Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir. » De nos jours, il n'y a même plus de jugements. Le pouvoir se borne à répéter aux magistrats : « Circulez, il n'y a rien à voir ! »

Comme si la coupe n'était pas suffisamment pleine avec les ravages de l'amnistie, le pouvoir, en me révoquant, a franchi de nouvelles limites, au mépris de toute considération morale. Ce qui sidère l'opinion découle du fait que celui qui a découvert et révélé la vérité est sanctionné par ceux qui représentent un pouvoir directement mis en cause. Fâcheux paradoxe.

Durant le week-end, la lecture des journaux, l'écoute des télévisions et des radios contribuent à me reconforter. La presse ne s'est pas laissé abuser. Les tentatives de manipulation des affidés du Parti socialiste ont lamentablement échoué. Dès le lendemain du verdict, certains médias dénoncent une décision où « le politique et la démocratie ont tout à perdre, " les copains et les coquins " tout à gagner ». D'autres, en évoquant « la sanction maximale pour l'accusateur du PS et de l'Elysée », situent la décision de révocation au « sommet de l'Etat ».

Contrairement à ce qu'a soutenu François Rous-

sely au cours de son entreprise de désinformation médiatique, ce n'est pas ma démarche qui est condamnée par l'ensemble de l'opinion et notamment par les syndicats de justice et de police, mais bien le destin qui m'est réservé. Dans un anonymat qui se comprend, mes collègues ne se privent pas de déclarer à la presse : « On est tous, quelque part, des petits Gaudino et la sanction qui lui pend au nez nous écœure. » Plus officiellement, le Snapc confirme sa position : ce qui se trame « limite singulièrement et fâcheusement l'indépendance démocratique et la responsabilité républicaine des policiers ». Bref, la quasi-totalité des commentaires sont peu amènes pour le pouvoir. Il a refusé que mon procès soit public, et, juste retour de manivelle, c'est le public qui, aujourd'hui, instruit le procès du pouvoir. La décision de Philippe Marchand me donne l'occasion de repasser à l'offensive, cette fois en tant que témoin à charge.

*Paris, mardi 19 mars 1991*

9 h 30. Jean-Pierre Maisonnas m'a rejoint à l'hôtel *Royal* pour vérifier le contenu de la déclaration que j'ai préparée à l'attention de la presse. La conférence est prévue à 16 heures, dans un salon de l'hôtel *Lutetia*. Je quitte le domaine de la défense pour passer à l'assaut du blockhaus du mensonge. Je me dois de bien peser mes mots pour éviter le piège de la diffamation. Sur ce terrain, jusqu'à présent, mon parcours est sans faute. Le pouvoir aurait bien voulu me poursuivre mais il n'a osé contester aucune des lignes de *L'Enquête impossible*. Ce n'est pas le moment de dérapier. L'indignation que l'on ressent dans un

moment qui bouleverse votre existence d'homme est mauvaise conseillère. Mon ami avocat est là pour me protéger de moi-même.

Au-delà de ma défense, c'est vers la cause profonde et inavouée de cette révocation que je souhaite ramener l'attention de l'opinion. La sensibilisation de celle-ci n'est plus à faire. Le titre du *Figaro* du jour retraçant mon affaire annonce la couleur : « Sa révocation marque la fin du consensus politique ». Un consensus découlant de la crise du Golfe.

L'étude des commentaires apportés par Philippe Marchand à l'appui de sa décision de révocation aboutit à un rapide constat. Le ministre de l'Intérieur, membre du Parti socialiste, a naturellement passé sous silence l'aspect capital du dossier : l'affaire Urba. La prolifération du racket politique au préjudice de l'ensemble des contribuables ne représente donc pas, à ses yeux, un danger pour la société.

Pour le pouvoir, la menace se situe ailleurs. Ce qui « n'est pas tolérable et déséquilibre la démocratie », c'est le manque de « discrétion » lié au sempiternel devoir de réserve. En masquant la réalité du dossier pour tenter de donner force et crédit à sa position, le ministre de l'Intérieur se retranche derrière la prétendue protection d'une des « garanties fondamentales de tout citoyen ».

Nous voilà passés à une troublante logique sicilienne, cette fois officiellement accréditée par le pouvoir. Il est évident que la « discrétion » sur la corruption politique organisée ne répond pas aux aspirations de la société, mais exclusivement aux intérêts de ceux qui profitent du système. C'est bel et bien l'*omerta* officialisée.

Pour contrer cette intoxication, c'est la véritable



affaire qu'il faut resituer car c'est elle qui, en réalité, justifie la sanction du ministre.

En lisant l'intervention de deux feuillets que j'ai préparée, Jean-Pierre Maisonnas ne trouve rien à redire sur la forme comme sur le fond. Il précise toutefois : « Avec un réquisitoire aussi bien soutenu, les ministres vont avoir un profil bas. » La perspective n'est pas pour me déplaire. J'entends réagir avec la sincérité de mon indignation.

*15 h 50.* Jean-Pierre Maisonnas m'accompagne. Jean-Marc Varaut nous a rejoints. Entouré de mes deux avocats, je prends place derrière une table recouverte d'un drap vert et fleurie d'un nombre impressionnant de micros. Les projecteurs des télévisions ont transformé les lieux en véritable étuve. La salle est pleine à craquer. Près de 70 journalistes représentent l'ensemble des médias. Je réalise alors seulement que mon intervention peut avoir une portée nationale.

Jusqu'à présent, je n'avais que l'expérience des interviews. Cette conférence de presse est un baptême du feu. Du côté de la presse, il en va de même : ce n'est pas tous les jours qu'un policier de base donne la réplique au ministre de l'Intérieur. L'ambiance surchauffée est également survoltée.

Depuis hier, concentré sur la réponse à faire, je n'ai pas pris le temps de me préparer psychologiquement à ces conditions inédites. Le trac s'empare de moi. On ne s'improvise pas homme public, on apprend à le devenir. Contrairement aux hommes politiques, rompus à ce genre d'exercice, je manque manifestement de pratique et ne peux afficher la sérénité à toute épreuve qui semble les caractériser en permanence. Néanmoins, je me rassure en me disant



qu'aucune distance n'existera chez moi entre mon verbe et ma pensée. Dans le fond, mon atout majeur n'est-il pas la sincérité ?

Je suis venu pour parler de vérité et je le ferai, sans détour ni circonlocutions. Je me bats non pour moi, mais pour une cause à laquelle je crois. Si tel n'était pas le cas, je serais demeuré tranquillement dans mon coin, à comptabiliser les avantages acquis ou à venir, les points d'indice et de retraite. J'aurais réduit mon rôle dans la société à me battre pour ce que je peux obtenir d'elle, sans me préoccuper de ce dont je peux lui être redevable. Je ne l'ai pas voulu. A 47 ans, on ne se refait pas. J'ai finalement la chance d'avoir été suivi dans ce combat par d'autres personnes. A l'égard de tous ceux-là, je me dois de réussir cette conférence de presse, comme un examen de passage qui conditionne l'avenir.

— Antoine, je crois que tu peux y aller. Tout le monde est fin prêt.

*16 heures.* Jean-Pierre Maisonnas me rappelle aux réalités. Les quelques secondes qui viennent de s'écouler n'auront pas été inutiles. Je me sens, moi aussi, fin prêt.

La genèse de l'affaire est retracée avec d'abord un souci pédagogique. Il est important que ce qui va être dit demeure gravé dans la mémoire des professionnels chargés de diffuser l'information. Les mensonges des ministres qui représentent la justice et les manœuvres de celui qui dirige la police sont également dénoncés sans concession. Au passage, j'en profite pour lancer une flèche à celui qui vient de me sanctionner. Son nom est en effet cité comme intervenant dans les cahiers de Joseph Delcroix, autrement dit dans les affaires d'Urba. Ma révélation se veut implicite :

— Il suffit, pour vérifier cela, de se rapporter au livre écrit par vos confrères Derogy et Pontaut.

Son titre ? *Enquête sur les ripoux de la Côte*. La cible n'est pas ratée. Philippe Marchand sera obligé de se justifier sur ce point délicat. Certes, expliquera-t-il, Gérard Monate lui a bien « parlé » mais — et il faut le croire ! — il ne « lui a pas répondu ». Les explications du ministre ne s'adressent qu'à des journalistes. La justice reste écartée du dossier. Le témoignage du ministre de l'Intérieur ne sera pas enregistré dans le cabinet d'un juge d'instruction. Toute la différence est là.

Moins de sept minutes m'ont été nécessaires pour rétablir les tenants et les aboutissants de mon élimination de la police. Je commence par : « Mon seul crime est d'avoir révélé la vérité » et je termine par un : « J'accuse » retentissant destiné à Henri Nallet et Georges Kiejman. Je leur reproche d'« avoir menti pendant plusieurs mois à la représentation nationale et aux Français ». La boucle est bouclée.

Les questions fusent. Elles traduisent l'attention que les journalistes portent à l'affaire.

— Vous vous battez contre un système qui, comme vous le dites, gangrène le pays. Vous espérez réellement que les choses puissent changer ?

C'est bien le genre de question que je ne me suis jamais posée. Je dois puiser mon irréductible optimisme dans la naïveté inébranlable qui m'habite. Je suis incapable de penser que l'esprit de soumission puisse être le ciment d'une société. Il faut être aveugle ou d'un pessimisme invétéré pour ne pas se rendre compte à quel point les choses bougent dans le pays. Le livre n'a fait qu'accréditer ce qui était déjà dans les esprits. Les citoyens en ont assez d'être abusés, assez des politiciens corrompus. Les uns après les

autres, les sondages le confirment. Je ne peux répondre qu'avec concision. Le temps presse, d'autres journalistes patientent.

— Pour qu'une cause soit forte, il faut qu'elle soit juste. Celle que je défends, avec d'autres ne l'oubliez pas, est juste. Elle sera donc suffisamment forte pour devenir incontournable.

Une autre voix, un autre micro :

— Avez-vous physiquement peur ?

C'est une question qui revient souvent dans les interviews. Elle n'a, hélas, rien d'incongru. La vérité, dans ce pays, ne peut plus être défendue, face au pouvoir, sans risque de représailles. Ce que j'ai appris, ou découvert, ou subi, depuis la publication de *L'Enquête impossible*, l'atteste. Un danger physique existe-t-il pour autant ?

— Je n'ai jamais pris en compte la peur pour décider de ce que j'avais à faire. Ce qui m'arrive est sans précédent : je suis chassé de la police parce que, dans le cadre des mandats que m'avait confiés la justice, j'ai voulu faire mon travail jusqu'au bout. C'est une première. Je ne renoncerai pas. La justice sera saisie un jour ou l'autre de l'affaire Urba. Elle sera également saisie de l'annulation de cette révocation.

La présence, remarquée, de policiers des Renseignements généraux dans l'auditoire a au moins le mérite de me conforter sur un point : le message sera transmis à qui de droit. Elise Simoën, l'attachée de presse d'Albin Michel, a profité de ces moments pour photocopier et remettre à la presse le texte de mon intervention liminaire. Je ne m'attendais pas à ce que « la réplique du flic révoqué » suscite autant d'intérêt. Il n'y a plus qu'à attendre pour apprécier son impact médiatique.



Le soir même, la conférence de presse peut déjà être considérée comme une réussite. Les télévisions lui consacrent des titres. La presse du lendemain lui accordera de longues colonnes. Mission remplie. « L'affaire Gaudino » a ressuscité l'autre affaire, perdue de vue depuis quelques semaines en raison de l'actualité internationale, « l'affaire Urba ».

Le combat contre l'enterrement de ce dossier repart très fort. Ce succès compense l'échec de la révocation. Reste pourtant à obtenir que, d'une manière ou d'une autre, la justice soit saisie du dossier. Je me bats pour cela et je le paie cher. *L'Enquête impossible* n'a d'autre ambition que de dénoncer l'obstacle d'une justice impossible. Aujourd'hui l'exigence est de le franchir.

L'attaque frontale s'étant révélée inopérante, il importe de trouver un biais pour atteindre le but visé. Je ne suis plus seul. La mobilisation contre le mensonge et l'obstruction à la justice n'a jamais été aussi forte. Tout peut arriver. Certains indices me laissent penser qu'il est effectivement possible de renverser le cours des choses.



## CHAPITRE 9

### La perquisition

*Mercredi 20 mars 1991*

Le téléphone me tire d'un sommeil profond. La chambre de l'hôtel *Royal* est devenue mon cantonnement parisien depuis le lancement de *L'Enquête impossible*. Il est pourtant plus de 10 heures. Le juge Thierry Jean-Pierre m'appelle :

— Je ne te dérange pas ?

Je bredouille un non qui ne doit pas être très persuasif.

— Veux-tu que je te rappelle ?

— Non ce n'est pas la peine. La journée d'hier m'a mis sous tension. J'ai dû prendre un cachet pour dormir. Rassure-toi, je retrouve mes esprits. Je t'écoute.

— Inutile de te dire à quel point ta révocation me révolte. J'ai éprouvé un véritable malaise lors de cette audience devant le conseil de discipline. Il ne fallait pas être sorcier pour comprendre que les dés étaient pipés. Quel cinéma ! Je m'aperçois d'ailleurs, en lisant la presse d'aujourd'hui, que tu as su démonter cette supercherie. Le coup lamentable du retour à la voix prépondérante a été bien repris.

Ses paroles agissent comme un baume sur une

plaie qui n'est pas près de se refermer. J'ai cependant l'intuition qu'il a autre chose à me dire.

— Serais-tu d'accord pour venir témoigner au Mans ? J'instruis un dossier qui porte sur les activités du fameux bureau d'études Urba. Ta connaissance de l'affaire et des documents auxquels tu te réfères dans ton livre me paraît très utile.

— Bien évidemment. Ce n'est pas au moment où la justice a enfin une petite chance d'agir que je vais me débiter. Il y a des mois que j'attends ça.

— Je t'envoie une convocation pour le jeudi 28 mars à 14 h 30. Pas de problème ?

— Compte sur moi, j'y serai.

— Au fait, tu connais Jean Montaldo ? Qu'en penses-tu ?

— Du bien. Nous avons un point commun : la même aversion des politiciens corrompus.

Au téléphone, il m'est difficile de donner une réponse moins banale. Pourtant j'ai appris des choses intéressantes, il y a quelques jours à peine. Je m'attendais un peu à cette convocation, car elle s'inscrit dans l'ordre logique des informations portées à ma connaissance.

Ce nouveau rebondissement possible de l'affaire Urba à partir du Mans découle de quelques lignes d'un ouvrage publié il y a deux mois chez Albin Michel par Jean Montaldo. Il s'agit d'*Echec à la dictature fiscale*. Dans sa préface, Montaldo parle des « preuves précises, graves et concordantes de la passivité, voire la complicité, de la direction générale des impôts » face aux fraudes fiscales d'Urba. Et il ajoute qu'il a entre ses mains « la copie des 350 pages des cahiers de Joseph Delcroix » !

Or, si la presse s'intéresse à ces précieux documents, la justice elle aussi aimerait en connaître. Du

moins certains magistrats, au premier rang desquels figure le juge Thierry Jean-Pierre. Il est, en effet, chargé d'un dossier lié à celui d'Urba. Il décide donc, pour les besoins de son enquête, de convoquer et d'entendre le détenteur de ces brûlantes copies.

Lorsque, à la veille de s'y rendre, Jean Montaldo m'informe de cette convocation, notre discussion porte aussitôt sur la possibilité qui s'ouvre de voir enfin l'affaire Urba atterrir sur le bureau d'un juge, même si ce n'est que partiellement. De surcroît, sur le bureau d'un homme qui me paraît avoir le cran indispensable pour mener à bien ce type d'opération. La nouvelle a de quoi me ravir. Nous n'avons jamais été si près du but. Un obstacle capital risque pourtant de surgir et je dois attirer l'attention de Montaldo sur ce point :

— Le juge va probablement te demander de lui remettre les copies des cahiers de Delcroix, puisque tu as révélé publiquement les avoir en ta possession.

— C'est bien de cela qu'il s'agit. Je lui remettrai également tout ce que j'ai récolté depuis des années sur le mécanisme frauduleux d'Urba.

— En ce qui concerne les cahiers de Delcroix, comme j'ai participé à leur saisie en tant que policier, il est fort possible qu'il me convoque à mon tour pour me demander de les authentifier.

— Logique, c'est aussi ce que je pense. Arrête de tourner autour du pot, dis-moi franchement ce qui a l'air de te préoccuper.

— Autant que tu en sois conscient. Si aucune précaution n'est prise avant la remise de ces documents, elle sera suivie du dessaisissement immédiat du juge. Autrement dit un coup d'épée dans l'eau.

Le regard ébahi de mon interlocuteur est révélateur. Il ignore où je veux en venir.



— C'est pourtant simple. Dès que, dans une procédure, apparaissent des noms d'élus bénéficiant d'un privilège de juridiction — comme les maires ou certains de leurs adjoints — du fait de leur qualité d'officiers de police judiciaire, la loi prévoit que le dossier doit être, sans délai, transmis à la chambre criminelle de la Cour de cassation. Les textes sont clairs sur ce point. C'est elle qui désigne le nouveau magistrat chargé d'instruire le dossier. Je l'explique dans *L'Enquête impossible*. A cause de cet oubli, tout ce qui avait été découvert dans l'affaire Sormae a été annulé. Nous avons dû repartir de zéro sous les instructions d'un autre juge. Tu as pigé ?

— Bien sûr, j'ai parfaitement compris. C'est un jeu d'enfant. Mon ordinateur a répertorié, dans les cahiers de Delcroix, tous les noms d'élus et en face les pages où ils apparaissent. Rien de plus facile que de retirer les pages qui provoqueraient le dessaisissement de Thierry Jean-Pierre. Avec ce que je lui remettrai, il en aura suffisamment pour asseoir sa conviction et instruire enfin sur la véritable nature des magouilles d'Urba. Il aura entre les mains un recueil d'explications sur les dessous de la corruption et du trafic d'influence.

Si Jean Montaldo ne maîtrise pas toujours parfaitement la procédure, il est vrai fort complexe, il a le mérite de l'assimiler rapidement. Nous continuons de fonctionner dans le cadre de notre accord initial : les documents — qu'il est parvenu à se procurer dans des conditions qui restent entourées du plus grand secret — ne peuvent se passer de mon avis d'expert pour être utilisés de manière efficace. Certes, en la circonstance la vérité ne passe guère par le plus court chemin. Cette leçon, le pouvoir s'est lui-même chargé de me l'inculquer et je l'ai apprise à mes dépens. Pour



contrer les manœuvres incessantes des ministres, une ruse de Sioux s'impose. Elle seule peut permettre au juge du Mans de progresser.

Agir ainsi dans l'ombre, tirer les ficelles est un comportement limite pour un flic. Mais je ne suis plus dans la police ! En me révoquant, le pouvoir a commis une faute de plus. J'ai peut-être perdu ma qualité d'officier de police judiciaire — du moins jusqu'à l'annulation de ma sanction, qui interviendra un jour — mais j'ai les mains plus libres pour poursuivre ma lutte contre le mensonge qui entoure la corruption. Plus rien ne s'oppose désormais à ce que j'use de moyens qui, professionnellement hier, m'auraient au moins conduit à réfléchir sur le bien-fondé de ma démarche et probablement à m'abstenir. Ma situation a changé et mes adversaires sont d'une telle mauvaise foi que je n'ai plus d'état d'âme. Il est devenu prioritaire de contrecarrer les manœuvres de ministres dont le seul souci est de bloquer l'action de la justice. Je n'ai pas oublié qu'en février 1989 l'annulation de la procédure Sormae, suivie du dessaisissement du juge d'instruction marseillais, avait été l'occasion pour la Chancellerie de rayer du champ de l'enquête judiciaire tout ce qui se rapportait, entre autres, au département de la Nièvre, terre d'élection de François Mitterrand puis de Pierre Bérégovoy ! Les éléments susceptibles d'intéresser un juge d'instruction ne manquaient pourtant pas. Bien que cela ne concernât pas encore le dossier Urba, le pouvoir était déjà intervenu pour protéger d'éminentes personnalités socialistes. Les relances par la financière de Marseille auprès des procureurs de Lyon et de Grenoble n'avaient déclenché aucune réaction. Le verrouillage était total.

Engagé dans une véritable « guerre » contre une

organisation de type mafieux, j'ai tiré de cette expérience quelques règles. La première consiste à s'interdire toute forme d'angélisme. Il faut parfois savoir retourner leurs armes contre les tricheurs.

*Le Mans, jeudi 28 mars 1991*

14 h 30. Je découvre pour la première fois Thierry Jean-Pierre dans le décor de son cabinet de juge d'instruction. Comme je le prévoyais, il me demande officiellement, en présence de sa greffière, de reconnaître les copies des cahiers de Delcroix remises par Jean Montaldo. Je prends tout mon temps et vérifie page par page les documents qui lui ont été remis. Aucun problème, il s'agit bien des notes prises par l'ancien dirigeant du bureau d'études du PS. Ma réponse est nette et précise. Toutefois, les pièces entre les mains du juge d'instruction ne constituent qu'« une partie » des quatre cahiers de Joseph Delcroix saisis à Marseille le 17 avril 1989 et placés sous le célèbre scellé 48. Thierry Jean-Pierre n'est pas dupe. Le « tri » effectué par Jean Montaldo ne pouvait passer inaperçu. Il doit se « contenter » d'un nombre réduit d'éléments. En fin juriste, il doit savoir qu'il est ainsi, paradoxalement, protégé d'un dessaisissement. Je me garde de lui poser la moindre question sur les pièces manquantes. Il y a des limites à ne pas dépasser...

Je suis également amené à témoigner devant lui du fonctionnement du système Urba tel qu'il ressort de mon enquête. J'avais déjà développé ce point dans mon ouvrage, mais c'est la première fois que je peux le faire devant un magistrat. Les liaisons, en aval et en amont du procédé mis en place par et pour le PS,

sont retracées avec soin. Quelle que soit la région où sévit Urba, le principe reste le même : le siège parisien du bureau d'études centralise la récolte et procède ensuite à la redistribution de l'argent sale. Tout cela figure de manière détaillée dans les procès-verbaux et les scellés qui dorment toujours dans le coffre du procureur de la République de Marseille.

Muni de toutes ces informations, le juge sait maintenant à quoi s'en tenir. Encore doit-il découvrir, derrière des comptes qui, comme à Marseille, sont codés, le nom des hommes politiques de la Sarthe impliqués dans ce trafic. Pour y parvenir, une perquisition dans les locaux parisiens d'Urba paraît indispensable. En effet, la mise au jour de la nature exacte des activités d'Urba, en avril 1989, a entraîné, par mesure de précaution, la fermeture de toutes les délégations régionales de ce bureau d'études. La justice ne peut donc plus espérer découvrir les documents qui lui font défaut en province. Une enquête sérieuse ne peut se dérouler qu'à Paris où toute la comptabilité d'Urba est tenue.

En écoutant les questions précises de Thierry Jean-Pierre, en notant son intérêt pour le dossier, je vis un grand moment. Le long combat que j'ai engagé, qui a été relayé par d'autres, a, pour la première fois, de sérieuses chances d'aboutir.

Après ma déposition le juge m'accompagne dans un café, à proximité du palais de justice. En dépit de son extrême discrétion, je devine qu'il a la ferme intention d'aller jusqu'au bout de son enquête. Les engagements pris en novembre, lors de la première réunion du Forum pour la Justice, ont de fortes chances d'être tenus.

J'ignore dans quelles conditions Thierry Jean-Pierre a pu être saisi du dossier Urba. Sachant



l'acharnement avec lequel Henri Nallet s'oppose à l'ouverture de toute information sur cette affaire, j' imagine que les magistrats du parquet du Mans ont, pour le moins, fait preuve de courage et, par voie de conséquence, d'une rare discrétion. L'affaire n'a pas été ébruïtée. Je crois Thierry Jean-Pierre assez malin pour ne pas avoir commis la moindre erreur. Je ne peux toutefois retenir la question qui me brûle les lèvres :

— As-tu l'intention d'effectuer une perquisition dans les locaux d'Urba à Paris ?

Il me regarde en souriant, sans répondre. Secret de l'instruction oblige. Derrière ce sourire je discerne pourtant comme une anxiété dans le regard.

— Je crains surtout que l'on m'empêche de pousser mon instruction. La police judiciaire se défile. L'Intérieur doit faire pression. Tu connais le problème. Je suis obligé de me débrouiller pratiquement seul et dans une tranquillité très relative.

— Tu crois que la Chancellerie osera te dessaisir ?

— Non, au regard du droit. Dans ce domaine, tout a été scrupuleusement respecté. Mais, ce n'est pas à toi que je vais l'apprendre, les politiques sont capables de faire n'importe quoi pour empêcher la justice d'agir dès lors qu'il s'agit de l'affaire Urba, c'est-à-dire dès qu'ils se sentent menacés. Là est le vrai problème. Les seules affaires qui peuvent vraiment sortir sont celles qui arrangent le pouvoir. Drôle de conception de l'indépendance de la justice.

— Dans le contexte, cela ne pourra que se retourner contre lui. Et de manière sévère. Ecoute, je ne te demande pas de me dire si tu vas effectivement perquisitionner à Paris ; en revanche si tu le fais et que je peux t'être utile, n'hésite pas. Téléphone-moi. A n'importe quelle heure. Je pourrai alerter la presse



car, dans cette bataille, notre arme principale réside dans l'appel à l'opinion. C'est pour cela que j'ai publié *L'Enquête impossible*. Elle est notre arme et notre protection. En contrepartie, nous lui devons la vérité, toute la vérité.

En étouffant l'enquête policière à Marseille, le pouvoir était parvenu à priver la justice des premiers résultats des investigations. La perquisition au siège national d'Urba, phase prévue si la justice avait pu être saisie, correspondait à la suite normale des opérations pour démasquer les corrompus qui sévissent sur l'ensemble du territoire. Maintenant que la justice semble être enfin parvenue à passer entre les mailles du filet, à contourner l'obstruction gouvernementale, ce à quoi la police avait été contrainte de renoncer devient possible.

On ne peut en effet dessaisir un juge aussi facilement que l'on mute un policier, même si son travail devient gênant pour le pouvoir. Tenter l'opération serait, pour les responsables du gouvernement, céder à la panique. Ils en ont pris, il est vrai, l'habitude. En d'autres termes, les conditions d'un formidable rebondissement sont réunies. Il n'y a qu'à attendre l'erreur de l'adversaire.

Durant mon retour vers Marseille, je me rends compte que j'ai omis de demander à Thierry Jean-Pierre un éclaircissement. Ses déclarations devant le conseil de discipline m'avaient surpris. Le dossier qu'il avait entre les mains, probablement depuis plusieurs semaines, lui avait en effet permis de poser le problème de l'étouffement de l'affaire Urba et de ma révocation sous la forme subtile de questions dont on connaît les réponses. Il avait ajouté que la vérité sur les réelles préoccupations du pouvoir serait confirmée le « moment venu ». Il ne pouvait mieux

dire puisque aux termes de la loi c'est de lui à présent, et de lui seul, que dépend ce fameux moment.

*Marseille, dimanche 7 avril 1991*

22 h 30. Mon épouse et moi sommes absorbés par une partie de Scrabble lorsque le téléphone sonne : Thierry Jean-Pierre. Je sens, à sa voix, qu'il est désespéré.

— Je viens d'être dessaisi, il y a une heure. A la suite de la perquisition opérée dans les locaux d'Urba à Paris.

Incroyable ! Je connaissais le degré d'impudence du pouvoir socialiste, j'ignorais le niveau de sa stupidité. Je prends note des éléments que me confie Thierry Jean-Pierre. Du jamais vu. Un véritable coup de force politique contre la justice. La Chancellerie a improvisé, dans un affolement total, avec la participation du procureur de la République et de la présidente du tribunal du Mans.

J'entreprends immédiatement d'alerter la plupart des rédactions parisiennes. Je sais, par Thierry Jean-Pierre, que deux journalistes sont à ses côtés : Edwy Plenel du *Monde* et Xavier Beneroso de RTL. C'est insuffisant. Il me paraît indispensable que le plus grand nombre de représentants de la presse se précipitent sur place. J'appelle en priorité les chaînes de télévision puis les radios et enfin la presse écrite, du moins ceux des journalistes dont je possède le numéro de téléphone personnel. Leur journal est déjà terminé mais ils seront au moins sensibilisés pour les articles du lendemain. Avant l'heure fatidique de bouclage, je parviens, *in extremis*, à contacter Denis Trossero du *Méridional*. Ce quotidien régional sera le

seul à publier un article dès le lundi matin. France Info reprendra aussitôt son contenu. Je n'oublie pas de réveiller Jean Montaldo, puis Philippe de Villiers qui, aux premières heures, aura de quoi faire les déclarations qui s'imposent.

Henri Nallet et Georges Kiejman vont, dès lors, être pris de court. La médiatisation immédiate du dessaisissement a de fortes chances de les projeter dans la spirale de nouveaux mensonges. Je ne vois pas, en effet, comment ils pourraient justifier autrement une mesure particulièrement choquante. Elle suit de trop près ma révocation pour ne pas dévoiler la volonté du pouvoir de sanctionner tous ceux qui tentent de faire la lumière sur Urba.

Au petit matin, je suis épuisé mais satisfait. L'alerte à partir de mon domicile marseillais a porté ses fruits. Le premier journal de TF1, présenté aux aurores par Jean-Michel Leulliot, embraise sur le rocambolesque dessaisissement d'un juge, avec une présentation des lieux tournée en pleine nuit. La prudence est pourtant de mise. Le présentateur précise que la rédaction de TF1 a été prévenue par « Antoine Gaudino ». Il est vrai que l'AFP, bien qu'informée elle aussi par mes soins, a patienté pour lancer une dépêche. Je suppose qu'un feu vert a longtemps été guetté. La diffusion de cette information dépendait peut-être des traditionnelles « sources judiciaires bien informées ». Toujours est-il que l'Agence aura attendu d'être en possession de la version « officielle » pour rendre publique la nouvelle elle-même. Bien tard. Tous les médias étaient déjà en branle.

Le piège tendu à nos éminents ministres fonctionne à merveille. La pression médiatique aidant, les apparatchiks du pouvoir s'enferment dans des discours



énormes. Pour Kiejman, la perquisition au siège d'Urba relève du « cambriolage judiciaire ». L'ex-avocat-ministre délégué à la Justice semble avoir oublié sa culture juridique. Histoire de ne pas être en reste, son ancien client garde des Sceaux dénonce une « équipée sauvage » et un « complot ». Je suis bien évidemment cité parmi les quelques noms lâchés, au même titre que mon éditeur chez Albin Michel, Thierry Pfister. La preuve ? Nous avons participé l'un et l'autre au colloque de lancement du Forum pour la Justice. Philippe de Villiers n'échappe pas à la « fine » analyse du garde des Sceaux. Il aurait, lui aussi, la prétention de renverser le pouvoir. Le mot « factieux » n'est pas prononcé, mais l'idée en est plus que suggérée. Et pourtant, dans cette aventure, qui viole les lois et qui défend la démocratie ? Sommes-nous encore dans un Etat de droit ?

La presse n'emboîte pas le pas au ministre. La théorie du complot a trop souvent servi, pour les plus mauvaises causes, et les journalistes ne sont pas dupes. D'autant que nombre d'entre eux connaissent personnellement les hommes dénoncés par Henri Nallet et savent que, s'ils se retrouvent dans la dénonciation de la corruption et des entraves faites à la justice, ils appartiennent à des univers politiques fort distincts.

A l'Assemblée nationale, le tollé de l'opposition est unanime. Les atteintes répétées au fonctionnement de la Justice sont dénoncées dans une ambiance tendue et manquent déraiper dans un pugilat. Georges Kiejman a perdu son teint rose pour virer au rouge. Ses allusions perfides, soutenues par celles d'Henri Emmanuelli, ancien trésorier du PS et à ce titre bénéficiaire de l'argent d'Urba, n'impressionnent plus. Elles suscitent l'indignation de Philippe de Villiers et surtout de



Pierre Mazeaud, ancien ministre RPR et juriste de renom. Les huissiers du Palais-Bourbon en sont réduits à encadrer le sous-ministre de la Justice pour une sortie peu glorieuse.

En se gardant de toute déclaration intempestive, Thierry Jean-Pierre a intelligemment resserré l'étau. Il a su patienter avant de réagir. Les attaques injustes et souvent diffamatoires portées à son encontre lui permettent d'user de son droit de réponse. L'opinion, après un temps d'hésitation, se retourne contre les ministres responsables de cette monumentale bavure. Un abus de pouvoir qui, il est vrai, pourrait s'inscrire dans les annales. Le juge du Mans publiera même un livre afin de rétablir la vérité des faits : *Bon appétit messieurs !*

Les pressions politiques atteignent des niveaux inégalés. Rarement la V<sup>e</sup> République a ressemblé à ce point à une République bananière où la seule règle de droit est la volonté des maîtres du moment. La révocation d'un policier et le dessaisissement d'un juge ont ouvert les yeux des plus naïfs. Les socialistes volent, trichent et mentent. Les deux ministres censés représenter la justice sont conspués par l'opposition, discrédités auprès de l'opinion et publiquement désavoués par de hauts magistrats. Quel bilan !

La première gifle claquera le 19 avril 1991. Elle va être octroyée par la chambre d'accusation d'Angers. La seconde tombera le 27 juin et émanera de la chambre criminelle de la Cour de cassation. Les arrêts concordent : Thierry Jean-Pierre a été saisi dans les formes légales du code de procédure pénale, la perquisition au siège d'Urba a été opérée dans le strict respect du droit, son dessaisissement relève en conséquence d'une utilisation abusive d'un texte et ne dispose d'aucune légitimité.

Faute de recours possible, un autre juge instruira néanmoins le dossier. L'information ouverte sur l'affaire Urba reste maintenue et c'est là l'essentiel. En outre, la réhabilitation par ses pairs du juge Thierry Jean-Pierre vaut condamnation du pouvoir.

Avec un culot ou une inconscience extraordinaires, Henri Nallet s'efforce de sauver la face. Il voit dans son désaveu la « preuve » de l'indépendance de la justice française !

Le front contre le mensonge qui n'a fait que se consolider depuis la publication de *L'Enquête impossible*, vient de remporter une franche victoire. L'affaire Urba est certes toujours étouffée à Marseille, mais elle est ressortie par la brèche ouverte au Mans. La justice est enfin officiellement saisie du dossier. Même s'il ne s'agit que d'une partie de celui de Marseille, le résultat est considérable. J'ai le sentiment profond de vivre ma première revanche depuis ma révocation. La roue tourne, dans le bon sens...

## CHAPITRE 10

### Le rendez-vous secret

*Marseille, samedi 13 avril 1991*

*10 heures.* J'ai rendez-vous à 12 heures à l'hôtel *Sofitel*, près du Vieux-Port, et je ne sais toujours pas si je fais bien de m'y rendre. Le personnage que je dois rencontrer dans la plus grande discrétion me pose problème. Il s'agit de Bernard Tapie.

Il y a trois semaines, j'ai appris que le très médiatique homme d'affaires souhaitait me voir. Le message étant « top secret », il a suivi, pour m'atteindre, un circuit compliqué. L'intermédiaire qui m'a contacté est un ami magistrat. Lui-même avait été alerté par un journaliste en relation avec le député apparenté socialiste surtout connu comme président de l'Olympique de Marseille, le club de football professionnel qui enflamme la ville.

Après plusieurs jours de réflexion, mon irréductible curiosité l'a emporté. Ignorant le motif de ce brusque intérêt pour ma personne, j'ai fait suivre à ma réponse le même canal complexe, en sens inverse : d'accord pour un rendez-vous, mais je souhaite rencontrer un émissaire de Bernard Tapie afin de poser mes conditions. Ce qui aurait pu paraître prétentieux est accepté sans sourciller. Mon travers



naturel de flic n'empêche pas la prudence. Surtout depuis que je n'appartiens plus à la « maison ».

Les préliminaires de la rencontre « au sommet » ont été négociés le mardi 2 avril au cours d'un déjeuner au *Chaudron provençal*, restaurant apprécié situé dans le quartier du Panier. Autour de la table, je retrouve le magistrat de mes amis et, sans surprise, le journaliste Christian Rodat du *Provençal*. Il est en effet connu dans tout Marseille comme un thuriféraire inconditionnel de Bernard Tapie. Entre nous, un superbe loup grillé. Lorsque la pièce est débarrassée de son arête principale — technique que je suis toujours avec beaucoup d'attention —, je me permets d'orienter la conversation vers ce qui me préoccupe. Peine perdue. Je ne parviens pas à savoir les raisons pour lesquelles Bernard Tapie souhaite me voir. Je dois me rendre à l'évidence : Christian Rodat ne sait rien. Il se charge simplement d'effectuer les commissions de celui qu'il vénère pour sa « réussite ».

Il est vrai qu'un autre type d'approche rend difficile l'accès à la « confiance » du député-président de l'OM. Bernard Tapie ne supporte que les journalistes soumis, ceux qui acceptent de plier leur conscience professionnelle à ses innombrables changements de cap. A ceux-là sont réservées les invitations sur son célèbre voilier le *Phocéa*. Aux autres il distribue insultes, menaces et parfois des coups quand il ne s'agit pas de mauvais coups.

Le journaliste du *Provençal* est navré de ne pouvoir répondre à mes questions. J'accepte néanmoins de donner suite à la demande de Bernard Tapie, à trois conditions : l'intéressé doit être seul, s'abstenir de tout traitement vulgaire, abandonner, pour une fois, son goût pour les compromissions. Si le « big boss »

se sent en mesure de respecter ces règles minimales, j'accepte de le rencontrer.

Quelques jours plus tard, je suis avisé que mes conditions tombent sous le sens. Aucune objection n'a été formulée. Je peux être, selon le mot de mon interlocuteur, « rassuré » ! L'important et énigmatique rendez-vous est donc conclu.

Si j'hésite aujourd'hui, à cent vingt minutes de l'heure fatidique, sur le bien-fondé de mon choix, c'est en raison de ce que je sais de l'individu. Je ne peux m'ôter de l'idée que je me suis, peut-être, fait piéger. Parmi les scénarios que j'imagine, il en est un qui m'inquiète : Bernard Tapie pourrait rendre public notre entretien en inventant un contenu qui puisse me nuire. Ce serait, pour le pouvoir, un moyen de discréditer le combat engagé contre la corruption. Je n'oublie pas que Bernard Tapie est, à l'Assemblée nationale, membre de la majorité et qu'il est pressenti pour conduire, face à Jean-Claude Gaudin, la liste du PS lors des prochaines élections régionales.

Le gouvernement est englué dans le dessaisissement arbitraire du juge Thierry Jean-Pierre et cet abus de pouvoir a failli entraîner la chute du cabinet Rocard, il y a quarante-huit heures à peine. Seul le refus des communistes de voter la censure a sauvé le Premier ministre et son équipe. Curieux comportement de « sauveurs » de la dernière heure, eux qui s'étaient pourtant élevés contre l'amnistie et qui, depuis les révélations de *L'Enquête impossible*, n'ont pas été les derniers à dénoncer ceux qui, sous le couvert de la « raison d'Etat », ne cessent de porter de « graves et inadmissibles atteintes » au fonctionnement de la justice. Comme quoi certaines réalités, sans doute électorales, peut-être financières, peuvent faire oublier les principes.

Et si le pouvoir aux abois dépêchait Bernard Tapie en mission commandée? En cas de coup fourré, ce serait ma parole contre la sienne. Je dois exclure ce risque. Je connais trop bien, à présent, les mœurs de nos gouvernants pour ne pas me méfier. Je décide donc d'enregistrer la conversation. C'est là un moyen rapide et efficace de me dégager d'un éventuel traquenard. Mieux vaut prévenir que guérir.

*12 heures.* Comme prévu, je suis attendu par Christian Rodat dans le hall de l'hôtel qui borde la mer. Sans perte de temps, le journaliste me conduit vers l'ascenseur. Direction, le troisième étage. Les deux battants métalliques s'ouvrent sur un personnage mince, les cheveux plaqués en arrière et vêtu d'un costume de prix. Il me prend en charge et me guide silencieusement vers son patron. Une bosse à hauteur de sa ceinture, sous le veston, n'échappe pas à mon regard de policier. Nous ne sommes décidément pas dans le monde de la finance classique. Ces allures relèvent d'un autre milieu. Nos pas résonnent étrangement dans le couloir sombre. Je vais être introduit auprès du « parrain ».

Trois coups sur une porte qui s'ouvre immédiatement sur le faciès si facilement reconnaissable de Bernard Tapie. Son teint est plus terreux que sur les écrans de télévision. J'entre. Mon accompagnateur est congédié d'un geste. La porte se referme aussitôt. Bernard Tapie est bien seul, comme je l'avais souhaité. En revanche, je n'avais pas prévu qu'il me recevrait dans une chambre à deux lits. Sur le côté gauche, un meuble bas est encombré de la presse quotidienne. J'ai à peine le temps d'apercevoir le titre du *Figaro* : « Fausses factures : l'affaire rebon-



dit ». Mon hôte m'invite à m'asseoir face à une petite table ronde.

J'engage la conversation sur l'affaire Urba. J'ai décidé de prendre l'initiative et de lancer un débat d'idées. En ouvrant le maximum de portes à la discussion, il me sera peut-être possible de comprendre la véritable raison de mon insolite présence en ces lieux. C'est le meilleur moyen d'improviser un interrogatoire de manière sous-jacente. Il me faut provoquer des réponses sans poser de questions. Pour un enquêteur de la PJ cette méthode est connue. Elle donne des résultats parfois surprenants.

La phase d'explication se déclenche, il est vrai, sans trop de difficultés. Bernard Tapie aime parler, il parle même beaucoup et souvent trop. La véritable difficulté consiste à le canaliser.

— J'ai voulu vous voir. Parole d'honneur, personne ne sait dans la classe politique que je vous vois. J'avais été ébranlé quelque part par les aspects de votre action.

C'est un bon début. Mon regard surpris incite mon interlocuteur à poursuivre. Evoquant la situation des socialistes face à l'affaire Urba, il déballe ce qui le turlupine :

— Y avait-il la possibilité, oui ou non, que ce ne soit plus le caca qui leur colle au cul jusqu'aux prochaines élections ?

La grossièreté des propos du député confirme une réputation qui n'est plus à faire.

— Parce que sinon, j'ai une certitude. Ils ne se remettront pas de cette histoire. Elle aura encore des prolongements et ouvrira des brèches. Ça reflète une vérité particulière... J'ai des copains dans le bâtiment. On peut tous les mettre en taule.



Ils ne peuvent pas avoir accès à des chantiers régionaux ou municipaux sans donner. Ils ne peuvent pas.

Pour celui qui s'est battu afin de dénoncer cette corruption qui en profondeur ronge la démocratie française, ces propos n'ont rien d'étonnant. Comment, en revanche, l'auteur de *L'Enquête impossible*, révoqué pour avoir écrit un livre à ce sujet, pouvait-il s'imaginer entendre un tel aveu d'un hiérarque du pouvoir et, qui plus est, être consulté par lui sur le devenir du parti majoritaire ? Surréaliste attitude que celle du député-président de l'OM : il affecte des états d'âme alors qu'il n'a jamais refusé son soutien au pouvoir, même pour voter la dernière amnistie ! Je ne peux m'empêcher de le lui faire remarquer.

— Cette loi d'amnistie, quelle connerie, non mais quelle connerie !

« Ces fumiers » de socialistes, « qui avaient besoin » de sa voix, l'auraient utilisée, usant de sa clé en son absence et contre son gré. Une mésaventure qui peut effectivement arriver quand on ne brille à l'Assemblée nationale que par ses absences. Quoi qu'il en soit, aucune rectification de vote au nom de Bernard Tapie n'a été enregistrée lors du scrutin définitif.

— La mauvaise foi en politique est devenue la règle. Elle est la règle. Elle génère les dénonciations fausses et les fausses luttes pour des vertus que les gens n'ont pas.

La discussion tourne en rond. Tapie tient à donner sa version de l'affaire des comptes de l'OM. A mes yeux, il s'agit d'un enterrement de première classe. Là encore le pouvoir politique tripote la balance de la justice. Découvert en novembre 1990

par la financière de Marseille, ce dossier, comme celui d'Urba, demeure sans suites. J'interroge :

— Si vous n'avez rien à vous reprocher, pourquoi le pouvoir est-il intervenu pour étouffer votre affaire ?

Je pourrais ajouter « en vous protégeant d'une inculpation et de comptes à rendre à la justice ». Ce serait une maladresse. Il m'importe surtout de faire parler Bernard Tapie. Je comprends qu'un « ministre important » est intervenu en faveur du président du club de football marseillais « pas du tout pour que l'OM soit protégé, mais pour que tout le monde soit traité pareil ».

La pilule ne passe pas. La loi ne prévoit pas le renoncement à la répression des délits individuels au nom d'une prétendue nécessité de poursuite collective. On voit mal en effet un escroc demander à un juge d'instruction de surseoir à son inculpation, tant que l'ensemble des escrocs du même type ne seront pas recensés. Un point important retient mon attention. La pression politique sur la justice, pour une fois, n'émane pas directement d'Henri Nallet, mais du ministre du Budget. Bernard Tapie l'affirme, c'est bien par Michel Charasse que le procureur général d'Aix-en-Provence « a été vu ».

Mon « interrogatoire » progresse lentement mais sûrement. J'en apprends de belles, mais je n'ai pas l'impression d'être arrivé au bout de mes surprises. C'est une question de patience. Je finis par comprendre le fin mot de l'histoire et l'objet réel de notre entrevue. Bernard Tapie doit passer la semaine suivante à l'émission d'Anne Sinclair, « 7 sur 7 ». Il aimerait disposer d'un discours sur « les affaires » !

Sans trop d'illusions sur la suite qu'il donnera à mes conseils, je lui explique que, si les socialistes veulent se tirer de leur mauvais pas, ils n'ont pas

d'autre choix que de dire la « vé-ri-té ». Puis, je détaille pour Bernard Tapie les raisons qui ont motivé mon combat, avant et depuis la publication de *L'Enquête impossible*.

Ai-je troublé le député ? Je suis tenté de le croire. Tout au long de mon exposé, il me relance par des questions approbatrices. J'ai toutefois l'intuition qu'il a encore quelque chose à me confier. Sur un ton soudain grave, il me souffle à l'oreille une information que lui a confiée Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet de Michel Rocard, le Premier ministre. Elle concerne les véritables responsables du verrouillage de l'affaire Urba.

— Je vous jure sur la vie de mes enfants qu'il y a quatre mois, à Matignon, Rocard a dit : « Il faut absolument lever les opérations, qu'elles aillent à leur terme. On fera la démonstration de notre honnêteté et ceux qui ne pourront pas la faire, tant pis pour eux. » Mauroy a dit oui. Et le lendemain, Jospin et Mauroy sont revenus, par l'intermédiaire de Bianco. Ils ont dit : « Il n'en est pas question. »

Il y a quatre mois, nous étions en pleine tempête médiatique. A l'Assemblée nationale, Henri Nallet subissait pour la sixième semaine l'épreuve des questions. Jean-Louis Bianco est le secrétaire général de la présidence de la République. Il ne peut que transmettre l'interdiction faite au Premier ministre d'ouvrir une information judiciaire sur un dossier devenu une affaire d'Etat. Cette décision d'empêcher la justice d'agir ne peut donc provenir que du chef de l'Etat en personne. J'en ai le souffle coupé.

Ainsi, dans notre étrange « démocratie », le premier magistrat du pays qui, aux termes de la Constitution, est le garant de l'indépendance de la Justice, s'oppose à l'action de cette institution. En



violant de la sorte les devoirs de sa charge, il révèle sans doute une crainte personnelle face à des investigations portant sur ses propres financements. Voilà pourquoi il oppose son veto à la justice. Pas question qu'elle demande des comptes à David Azoulay, le trop gênant expert-comptable de sa campagne présidentielle, ni au fameux « contact Elysée » d'Urba qui n'était autre que son ancien directeur de cabinet Jean-Claude Colliard, sans oublier le trésorier de la campagne présidentielle devenu garde des Sceaux ! Son entourage doit être à l'abri. A l'abri des lois, à l'abri du droit.

En décidant de tenir la justice en laisse, François Mitterrand fait passer son intérêt personnel avant celui du pays. Il privilégie sa sauvegarde individuelle au détriment du respect des institutions. Il ne permet pas que la justice remonte la piste de l'argent de la corruption. La défense de « l'Etat impartial », pourtant un des principaux chevaux de bataille de sa dernière campagne électorale, est oubliée. « Qu'importent les principes lorsque mon pouvoir est en balance », telle semble être la devise du chef de l'Etat.

Tout concorde : l'irréductible attitude d'Henri Nallet en dépit des preuves irréfutables qui devraient le contraindre à saisir la justice ; la terreur de la Chancellerie lorsque Thierry Jean-Pierre a perquisitionné dans les locaux d'Urba à Paris ; les pressions exercées sur l'opposition et notamment sur Philippe de Villiers.

Bernard Tapie entretient d'étroites relations avec Jean-Paul Huchon qui se vante volontiers d'être un supporter du club de football de Marseille et s'affiche dans les tribunes des stades aux côtés du président de l'OM. Celui-ci n'a par conséquent aucune raison de me mentir sur ce point. Je pense d'ailleurs qu'il ne

mesure pas la portée de sa confiance. Il a surtout voulu me prouver son degré d'intimité avec les puissants du jour. Son idée de me prendre comme mentor pour préparer une émission de télévision prouve qu'il n'a pas compris grand-chose au film d'une affaire Urba qu'il semble avoir suivie d'assez loin. Et ce n'est pas l'intervention du pouvoir dans le fonctionnement de la justice qui est de nature à le choquer. Il s'agit là, tout au contraire, d'une donnée intégrée dans sa « logique » politique. Il ne se cache même pas d'avoir bénéficié de ce type de pratiques. Pour lui, les partis qui se succèdent à la tête de l'Etat n'ont pas à s'embarrasser de préjugés. « On n'est pas plus cons », m'a-t-il expliqué en faisant allusion aux comportements de l'opposition de droite lorsqu'elle gouvernait.

*13 heures.* Je dois interrompre cette passionnante conversation. Le magnétophone qui tourne silencieusement dans la poche intérieure de ma veste n'offre qu'une heure d'enregistrement continu. Je n'ai d'ailleurs plus rien à apprendre. J'ai obtenu la confirmation de ce qu'une série de faits laissaient soupçonner : le chef de l'Etat est coupable. L'enquête impossible est terminée.

Bernard Tapie paraît surpris de me voir mettre un terme aussi rapide à notre entretien. C'est sans importance.

En regagnant mon domicile, je réalise que la crise morale que traverse le pays, nous la devons à François Mitterrand. Pour avoir lutté contre la dérive du système, j'ai été révoqué. Je sais à présent qui je dois remercier. Il s'agit de l'homme qui déclarait lors de l'élection présidentielle de 1981 : « Si je suis élu président de la République, un de mes objectifs

fondamentaux sera de restituer la justice au peuple français. Dans cet esprit il faut mettre les juges hors de portée du pouvoir. »

Une décennie plus tard, la « force tranquille » est devenue la « force cynique ».





## CHAPITRE 11

### Contribuables, si vous saviez

*Marseille, mardi 11 juin 1991*

11 h 30. L'avion de Pierre-François Divier, en provenance de Paris, a une demi-heure de retard. Je n'ai plus qu'à attendre. L'avocat des Verts le mérite. En défendant *L'Enquête impossible* devant les dirigeants de son mouvement, il a obtenu carte blanche pour engager des poursuites contre les corrompus.

Il y a un mois, au téléphone, l'avocat m'avait laissé entendre, de façon sibylline, qu'il tenait « le bon bout ». Il aurait découvert un biais juridique pour se glisser dans le dossier. Toujours méfiant et prudent, il ne m'en avait pas dit plus. Le message n'a été traduit qu'une semaine plus tard, dans son cabinet, à l'occasion d'un de mes voyages dans la capitale. Notre discussion « ultra-confidentielle » n'a eu pour seul témoin que son inséparable teckel, capable « de détecter une présence dans le couloir extérieur à plus de dix mètres ».

Tout ce qui est susceptible de mettre en échec l'étouffement du dossier Urba me mobilise. Pierre-François Divier, rencontré en octobre dernier, n'avait pas déçu mon attente. Sa détermination était profonde. J'allais savoir ce qu'il avait trouvé. Mon vis-à-

vis se délectait de la tension qu'il sentait chez moi. Il savourait à l'avance ses effets.

— Cette fois nous les tenons. Grâce à votre livre, nous avons le moyen juridique de pouvoir actionner la justice à Marseille.

J'en eus l'eau à la bouche.

— C'est prévu dans le code des communes. Devant la défaillance des autorités municipales, la loi autorise un contribuable à agir en justice au nom et dans l'intérêt de la collectivité. Malgré ma demande, le maire de Marseille a refusé d'engager des poursuites. Elles étaient dirigées contre ceux que vous avez mis en cause dans votre enquête, pour avoir touché 16 millions de francs de pots-de-vin au préjudice des contribuables. Vous me suivez ?

J'avais vaguement entendu parler de cette procédure. Présenté sous cette forme, l'intérêt à agir du contribuable me paraît justifiable. Lorsqu'une entreprise verse un pot-de-vin à Urba en échange d'un marché public, elle répercute ce surcoût, par le biais d'études bidons, sur la facture adressée à la collectivité. Les contribuables règlent donc systématiquement les frais supplémentaires générés par la corruption, sans le savoir.

— Le principe est simple mais peu utilisé. La loi prévoit qu'il appartient maintenant au tribunal administratif de Marseille d'accorder au contribuable l'autorisation de se substituer à la ville pour un dépôt de plainte avec constitution de partie civile. Autrement dit, l'information judiciaire sur le dossier que vous avez découvert peut être ouverte. Nous pouvons court-circuiter le pouvoir politique.

Je n'en revenais pas. A la manière de Raymond Soupleix, il y avait de quoi se frapper le front en s'exclamant : « Mais c'est bien sûr ! » Pierre-François



Divier avait trouvé la solution, la bonne, la vraie, la clef pour ouvrir le dossier Urba de Marseille. Ce rusé bonhomme, rompu à toutes les astuces de la procédure, a été à la hauteur. Chez lui, c'est une véritable passion. Les hommes du pouvoir, trop sûrs d'eux, oublient toujours le grain de sable.

— Vous allez rire, poursuit Divier, le maire de Marseille a refusé de bouger le petit doigt au prétexte que ma démarche s'appuie uniquement sur les éléments de *L'Enquête impossible*. Pour lui, cet « ouvrage de librairie » ne doit avoir aucune valeur probante.

— C'est effectivement très drôle. Il oublie tout simplement que j'ai écrit ce livre en tant qu'inspecteur dans le cadre d'une enquête officielle. Le pouvoir ne manque pas d'air : d'un côté, il me révoque pour avoir dévoilé ses turpitudes, de l'autre il préfère les ignorer pour se protéger de l'action judiciaire. A quand l'audience devant le tribunal administratif ?

— Le mardi 11 juin à 14 h 30. Le contribuable marseillais que je représente est Gérard Monnier-Besombes. C'est un homme sûr. Il est par ailleurs député européen des Verts. Je n'ai pas encore l'autorisation du tribunal, mais les probabilités penchent en notre faveur. Les magistrats ont repris du poil de la bête. Le pouvoir a dépassé les bornes.

La démarche de l'avocat écologiste tombait à point nommé. Au cours des deux derniers mois les rebondissements autour du dossier Urba n'avaient pas manqué. Le départ des ministres représentant la Justice et la dissolution de l'Assemblée nationale avaient été réclamés à de nombreuses reprises par l'opposition : sans succès. Finalement, le gouvernement Rocard donna sa démission, fait exceptionnel en pleine session parlementaire. Tout le monde comprit que le Premier ministre se retirait à la

demande de François Mitterrand. Les effets désastreux de l'affaire Urba y étaient pour quelque chose.

La riposte socialiste, comme Janus, avait deux visages. Le 14 mai, en obtenant le soutien des députés communistes, le PS avait mis en place une commission d'enquête parlementaire chargée de clarifier « les agissements passés de tous ». Ainsi était une fois de plus illustrée la célèbre formule de Clemenceau : « Pour enterrer un problème, je crée une commission. » Présentée comme une « œuvre pédagogique auprès des citoyens » par le député socialiste Jean-Pierre Michel, ancien président du syndicat de la magistrature et père de la scandaleuse amnistie des délits liés aux financements politiques, cette grosse ficelle ne trompa personne. Cette vingt-septième commission du genre étouffoir depuis le début de la V<sup>e</sup> République fut présentée par *Le Canard enchaîné* d'une formule explicite : « Un grossier piège à concitoyens ».

Le second visage du Janus socialiste emprunta ses traits à une femme. Le 16 mai, Edith Cresson devint Premier ministre. De l'inédit dans l'histoire de la République puisqu'il s'agissait de la première femme accédant à cette fonction. De quoi détourner les médias vers de nouveaux thèmes et obtenir un répit.

Après les extraordinaires confidences de Bernard Tapie, je ne m'étonnai guère de découvrir, malgré l'élimination de Georges Kiejman de la Justice, le maintien d'Henri Nallet à son poste de garde des Sceaux. Je relevai toutefois que, si Michel Rocard avait été tenté de libérer la justice du joug politique, son successeur à Matignon ne connaîtrait sans doute pas les mêmes états d'âme. Si la presse releva surtout les dérapages de langage qui inaugurèrent le règne d'Edith Cresson, je retins quant à moi qu'en matière

d'intervention sur la justice, le nouveau chef du gouvernement en connaissait un rayon.

Les magistrats n'ont pas la mémoire courte. J'ai reçu de l'un d'eux copie d'une lettre fort édifiante en date du 5 février 1983. Son contenu a été rendu public à deux reprises : le 27 avril 1988 par *Le Quotidien de Paris* et le 18 janvier 1989 par le tribunal de Paris qui l'a inclus dans un jugement opposant Robert Badinter à ce journal pour des commentaires que le président du Conseil constitutionnel n'avait pas appréciés. Ce courrier a été signé par Edith Cresson lorsqu'elle était ministre de l'Agriculture. Il est adressé à Robert Badinter, alors garde des Sceaux. Le texte a le mérite d'être aussi direct que certains des propos du nouveau Premier ministre. Elle demande à son « Cher collègue » en charge de la Justice de « retirer le dossier » d'un avocat-syndic à Poitiers à un magistrat coupable de vouloir tirer les choses au clair. La nécessité d'une telle manipulation s'impose « de toute urgence », selon Edith Cresson, car le justiciable à protéger « est acquis » à la cause des socialistes et surtout les « aide beaucoup dans son métier »... Sans commentaire. Simplement, pour l'information du lecteur et sans préjuger de ce qu'a pu être la réaction de Robert Badinter en recevant cette missive, force est de constater qu'un mois plus tard, le magistrat « gênant » avait été muté à Paris. Lors du procès qu'il a gagné contre *Le Quotidien de Paris*, le président du Conseil constitutionnel a fait valoir que cette mutation était prévue de longue date. Malheureuse coïncidence !

Henri Nallet, maintenu place Vendôme à la tête du ministère de la Justice, n'a rien à redouter du nouveau chef du gouvernement. Ce n'est pas sur la base d'une telle conception de « l'indépendance » de



la justice qu'Edith Cresson risque de s'émouvoir de l'attitude de son garde des Sceaux !

Les derniers événements montrent une reprise en main de la situation par le pouvoir. S'il a beaucoup perdu de son crédit auprès de l'opinion, il fait toujours preuve d'imagination pour tenter de réensevelir l'affaire Urba. L'opération Thierry Jean-Pierre a permis une relance, mais le dossier sommeille. Le gouvernement a, dans la bataille, reculé sur le terrain du droit. Il est donc particulièrement opportun de réengager le combat juridique. L'avocat des Verts, Pierre-François Divier, va pouvoir ouvrir un front inattendu. Son idée peut aboutir. Elle doit aboutir.

*12 heures.* L'avion de Paris est enfin arrivé. Le temps presse. Il nous reste deux heures pour gagner le centre ville et déjeuner avant l'audience. Je ne sens pas l'avocat en forme, ce qui m'inquiète. Il a revu à la baisse ses calculs de probabilités et croit moins aux chances de succès.

— L'affaire Urba a un caractère éminemment politique. La décision des magistrats du tribunal administratif, qui dépendent du ministère de l'Intérieur, n'est pas acquise d'avance.

Je mets ce coup de blues sur le compte de la fatigue, de la chaleur, ou des affres qui gagnent tout acteur avant d'entrer en scène. L'enjeu est trop important pour envisager la partie perdue d'avance. J'entreprends de lui remonter le moral : la presse est alertée et sera présente à l'audience, j'ai préparé une attestation destinée au tribunal confirmant l'authenticité des révélations de *L'Enquête impossible* et précisant que les éléments mentionnés découlent de « faits effectivement constatés » dans le cadre « d'instructions émanant du procureur de la République ».



Au cours du déjeuner Pierre-François Divier recouvre, avec son optimisme, sa force de conviction. Je tente un test :

— Divier, ce qui est essentiel est moins de perdre la partie que de savoir que l'on a tout tenté pour remporter la victoire.

— Soyez sans crainte. J'ai mal dormi cette nuit, mais je me sens nettement mieux. Vous avez eu le courage d'écrire ce livre au nom de la justice à laquelle vous croyez. Je me battrai pour que cette justice ne soit pas bafouée, car j'y crois aussi. C'est une question de principe et j'en ai à revendre depuis que j'exerce ce fichu métier d'avocat. Je ne suis pas un homme riche, mais un homme libre.

La réplique a le don de me galvaniser. La remise en confiance est totale et réciproque.

*14 h 30.* Pierre-François Divier parle avec l'assurance de celui qui maîtrise la procédure et connaît le dossier. Il s'exprime aussi avec son cœur. A travers la cause du contribuable il défend une conception de la justice, une justice égale pour tous. Le tribunal l'écoute avec attention. Il est franchement bon. Sera-t-il suivi pour autant ? La décision sera rendue dans les trois jours.

*Marseille, jeudi 13 juin 1991, 17 h 30*

— Antoine Gaudino ? Bonjour ! Denis Trossero à l'appareil. Vous connaissez la nouvelle ?

La dernière fois que cette question m'a été posée par un journaliste, c'était pour ma révocation. Denis Trossero travaille au *Méridional*, il était présent mardi au tribunal administratif.

— Le tribunal administratif a rendu sa décision ?

— Vous avez gagné ! L'avocat aussi. Le tribunal a autorisé le représentant des Verts à se constituer partie civile. Je viens d'avoir maître Divier, il pense que c'est « un succès pour l'inspecteur Gaudino et la justice ». Et vous ?

— C'est le succès de tous ceux qui ont lutté contre l'étouffement du dossier Urba. Il en fait partie, en très bonne place.

Je suis soulagé. Divier avait correctement défendu le dossier, mais cela ne suffisait pas. Il fallait le courage des magistrats. Heureusement, une fois encore il était au rendez-vous.

La décision rendue a une portée considérable. L'autorisation accordée va permettre à l'avocat, au nom du député européen des Verts, de déclencher l'action publique dans les plus brefs délais, c'est-à-dire de provoquer, à terme, l'ouverture de l'information judiciaire en lieu et place de la municipalité de Marseille.

Je tiens à annoncer sans plus attendre cette victoire à celui qui fut associé à l'enquête, Alain Mayot, mon collègue de la financière avec qui toute l'histoire a débuté. « Formidable ! » est le premier mot qui lui vient à l'esprit. Il ne s'en tient pas là :

— J'ai calculé que cela faisait déjà près de 800 jours que notre enquête était étouffée. Franchement, je n'osais plus y croire. Quelle magnifique revanche après la couardise du conseil de discipline !

Après un silence, Alain enchaîne :

— Il y a toujours eu une question que je n'ai jamais osé te poser.

— Laquelle ?

— Je me sens plus à l'aise maintenant, à la suite de ce que tu viens de m'apprendre. Entre nous, tu as

toujours été sincèrement convaincu que ce but pouvait être atteint un jour ?

— Je vais te répondre franchement. Dans tout ce que nous avons réalisé ensemble, dans tout ce que j'ai entrepris, seul ou avec d'autres, je n'ai jamais pris en compte les chances de succès avant d'agir. Se battre contre la fatalité a toujours été ma priorité. Rappelle-toi, c'est dans cet esprit que nous sommes parvenus à faire parler Paul Peltier. Sans lui, il n'y aurait jamais eu d'affaire Sormae et encore moins d'affaire Urba.

— Mais alors *L'Enquête impossible*, si l'on s'en tient au titre, ce n'était donc pas un constat d'échec ?

— Les faits parlent d'eux-mêmes. Si je n'avais pas écrit ce livre, il n'aurait jamais été possible à la justice de se saisir de l'enquête.

Mon coéquipier avait eu manifestement des doutes sur la réussite de l'entreprise, mais il s'était bien gardé de m'en parler. Je ne peux que l'en remercier. En raccrochant le téléphone, j'éprouve un sentiment extraordinaire. Je ne cherche pas à l'analyser, je m'en inonde. Mon regard se brouille, mes yeux s'humidifient, l'émotion prend le dessus. Tout ce que j'ai vécu durant ces deux années remonte d'un coup.

Le combat contre le mensonge n'avait donc rien d'utopique. Il m'aura pourtant fallu affronter le courroux du pouvoir et subir une mutation pour avoir simplement rempli ma mission professionnelle. Au nom de la vérité, j'ai dû prendre la grave décision d'écrire un livre en bravant ainsi une conception étroite de l'obligation de réserve. J'ai, en conséquence, été suspendu. Pour poursuivre malgré tout le combat, il m'a fallu trouver des appuis, les inciter à s'engager, à batailler au sein même de l'Assemblée



nationale. Parallèlement, je me suis, de mon côté, plongé dans une longue aventure médiatique en prenant soin de ne pas m'y brûler les ailes et en déjouant les manipulations du pouvoir. L'épreuve de la révocation a été terrible. Elle a signifié la perte d'un emploi et d'un salaire, et pourtant il était indispensable de reprendre l'offensive sans désespérer. Le pouvoir a sanctionné mon entêtement en me radiant de la police, mais la cause défendue dans *L'Enquête impossible*, en dépit de tous les moyens utilisés pour satisfaire la volonté du chef de l'Etat, elle, vient de vaincre. Moins d'un an après la parution du livre et grâce à lui, la justice est enfin saisie du dossier Urba découvert à Marseille lors d'un inoubliable jour d'avril 1989. N'ai-je pas le droit de pleurer ?

A la suite de la plainte avec constitution de partie civile de l'avocat des Verts, le procureur de la République de Marseille n'a en effet plus le choix. La loi, dans ce cas, est incontournable. Le dossier n° 1239, sur lequel se fonde la plainte en s'appuyant sur le livre, est dans son coffre. Il a lui-même alerté la Chancellerie pour confirmer que les délits relevés ne sont pas amnistiés. Ne tombant pas sous le coup de la prescription, ils doivent par conséquent être poursuivis. Compte tenu de la présence d'élus marseillais dans le dossier, la loi le contraint de saisir aussitôt la chambre criminelle de la Cour de cassation. Comme il se doit, c'est elle qui désignera une chambre d'accusation pour instruire l'affaire. Le procureur général de cette juridiction prendra alors les réquisitions d'inculpations qui s'imposent pour permettre l'ouverture de l'information judiciaire.

Après le choc frontal du Mans, le pouvoir est pris à revers par le tribunal administratif de Marseille. Il



vient de subir la pire des défaites. Je tiens ma revanche. Pas question de se démobiliser pour autant. Il reste encore à jouer la belle. Elle n'est pas gagnée. Il est évident que le pouvoir n'acceptera pas d'en rester là.



## CHAPITRE 12

### Coup de force contre la justice

*Samedi 28 septembre 1991*

C'est fait. Le procureur général de Lyon a décidé d'engager des poursuites à l'encontre des trois élus marseillais et de « tous autres ». L'affaire Urba est entre les mains de la Justice. Bien que l'événement date de la veille, il n'a été rendu public par l'AFP qu'aujourd'hui à 12 h 46. Les députés socialistes des Bouches-du-Rhône Michel Pezet et Philippe Sanmarco, ainsi que l'adjoint au maire de Marseille Pierre Rastoin, sont nommément visés pour faux, trafic d'influence et corruption. L'ouverture de l'information judiciaire est confirmée et la chambre d'accusation de Lyon a été chargée, depuis le 21 août, d'instruire l'affaire.

Il aura pourtant fallu encore attendre un mois pour que quelque chose bouge. La démarche du procureur général se faisait désirer. Cette attente, qui semblait refléter la gêne de la Chancellerie à laisser le parquet agir, a été soulignée par les médias. Antoine Waechter, au nom des Verts, a dénoncé ce nouveau « blocage » et, à travers lui, l'éternel scandale du « politique qui échappe à la justice » ainsi que le « racket quasi institutionnalisé » qui « gangrène » le



pays. Dès lors, la stratégie gouvernementale, fondée sur la théorie du « il est urgent d'attendre », n'était plus tenable. Les socialistes ont préféré jeter l'éponge plutôt que de redémarrer la session parlementaire d'automne avec un nouveau feuilleton *Urba*. La position d'Henri Nallet aurait, au demeurant, été indéfendable. Ce n'aurait plus été seulement l'opposition qui l'aurait contredit, mais la loi !

Les trois élus marseillais qui se croyaient à l'abri de toute poursuite judiciaire en sont réduits à se chercher de bons avocats. Leur inculpation est proche. Au-delà, il appartiendra au magistrat instructeur qui sera désigné par la chambre d'accusation de Lyon de définir les « tous autres », parmi lesquels figureront Gérard Monate, ancien syndicaliste de la police et P.-D.G. d'*Urba*, et certains dignitaires du PS. La presse, pour sa part, s'intéresse à l'expert-comptable de la campagne présidentielle de François Mitterrand.

*Mardi 15 octobre 1991*

22 heures. Lorsque le téléphone sonne à une heure si tardive le pressentiment est toujours mauvais. C'est Pierre-François Divier. Il ne s'embarrasse pas de préambule :

— La contre-offensive est partie. Michel Pezet a engagé un recours devant la section de l'Intérieur du Conseil d'État pour faire annuler l'autorisation accordée par le tribunal administratif. Je suppose qu'il espère, par ce biais, remettre en question l'ouverture de l'information judiciaire.

— Si je comprends bien, on a sorti la grosse artillerie pour clouer sur place l'action de la justice dans le dossier *Urba*.

— C'est le but inavoué. La requête de Pezet date du 27 septembre. C'est-à-dire du jour de l'ouverture de l'information judiciaire à Lyon. Le député des Verts que je représente n'a eu notification de cette démarche que vendredi dernier. Il faut réagir vite.

— Attendez. Vous dites que Pezet a lancé son recours le jour même où le parquet général prenait des réquisitions contre lui. Ça sent le coup monté. D'un côté le pouvoir donne le sentiment de laisser la justice agir, de l'autre il organise une grande manœuvre pour réenterrer le dossier. Il est bien évident qu'en dehors de Pezet, c'est le PS national qui devra rendre des comptes dans cette affaire. Comment puis-je vous aider ?

— Je pense à une intervention volontaire de votre part auprès du Conseil d'État. Je vous envoie immédiatement, par fax, les arguments sur lesquels Pezet prétend arrêter le cours de la justice. Vous jugerez par vous-même. Le mémoire que vous établirez doit être expédié dans les plus brefs délais.

Scandalisé par la nouvelle manœuvre du pouvoir, je le suis bien davantage en prenant connaissance du tissu de mensonges sur lequel s'appuie le député socialiste des Bouches-du-Rhône. Il n'y va pas de main morte. Pour lui *L'Enquête impossible* ne repose « que sur de simples hypothèses » dont je me serais servi pour satisfaire ma « vindicte ». La preuve ? Les faits rapportés dans l'enquête effectuée d'avril à mai 1989 et révélés dans le « livre paru en librairie » n'ont pas donné lieu à une action judiciaire, puisque à l'époque, ils ont été « classés sans suite par le parquet de Marseille ». Un tel cynisme laisse pantois. Quand ils sont traqués, les hommes politiques peuvent surprendre par les audaces de leur argumentation ! Ils prennent vraiment les citoyens pour des imbéciles.

Je m'étonne que, sur la base d'une telle opinion, Michel Pezet se soit gardé de me poursuivre en diffamation après la publication de *L'Enquête impossible*. Qu'est-ce qui a bien pu le retenir ? Peut-être le fait qu'il est le mieux placé pour juger de la solidité de mes « hypothèses », pour reprendre sa curieuse formulation. Décidément, Pezet comme Nallet et la plupart des hiérarques socialistes ne parviennent pas à dépasser la théorie du complot. Michel Pezet n'écrit-il pas : « En prétendant avoir mis au jour une machination ourdie par le pouvoir politique pour s'approprier les deniers publics, Monsieur Gaudino n'a pas hésité à mettre en cause, dans son ouvrage, le chef de l'État, plusieurs élus... » ?

Jamais je n'aurais pensé qu'un avocat, auxiliaire de justice, défenseur de la loi, et par-dessus le marché membre de la représentation nationale, puisse être capable d'autant d'impudence. Je savais les socialistes prêts à tout pour empêcher la justice d'effectuer son travail, mais pas au point de nier avec autant d'insistance l'évidence. A croire que le scandale qui a suivi la tentative d'étouffement de l'affaire Urba redécouverte au Mans n'a pas suffi. Le pouvoir paraît en redemander. Exclure la justice du dossier de Marseille est le nouvel acte honteux qui semble se préparer. Pas question de baisser les bras.

Pour rédiger mon mémoire, je n'ai aucune difficulté à rétablir la réalité des faits en rappelant que mon livre ne s'appuie pas sur de simples hypothèses mais sur une enquête de police étayée par de multiples documents saisis dans un cadre légal. Je souligne que l'attitude du procureur de la République de Marseille ne peut être interprétée comme un abandon des poursuites pour absence de délit. Je fais ressortir en revanche qu'elle représente une regretta-



ble soumission au bon vouloir du garde des Sceaux, dont le souci majeur consiste à empêcher la poursuite de délits effectivement relevés. Ce qui, au regard de la loi, place le demandeur et son suiveur dans une illégalité aux effets déjà dénoncés.

Il me faut aussi démontrer le mécanisme d'une autre manipulation. Michel Pezet paraît réduire le contenu du dossier *Urba* à l'unique marché de la construction du « tunnel Prado Carénage ». Il s'agit de la construction d'une autoroute à péage qui doit passer sous la cité phocéenne pour relier les axes de circulation qui bordent le littoral. Le financement des travaux n'incombe pas à la municipalité, mais aux entreprises qui ont obtenu le marché sous forme de concessions. Les pots-de-vin importants payés à *Urba* et reversés à des comptes codés — derrière lesquels se dissimulent les députés socialistes Michel Pezet et Philippe Sanmarco — ne peuvent donc pas être répercutés sur une facture adressée à la collectivité. 5 700 000 F ont été matérialisés au cours de l'enquête. La « note totale », sans notre intervention, serait grimpée à 10 100 000 F. *Urba* aurait ainsi atteint un « record absolu » en matière de prébendes, si j'en crois les confidences d'un responsable d'*Urba* au *Point* en juillet 1991. Ces « frais », quel que soit leur montant précis, doivent être « récupérés » par les concessionnaires. Ils seront donc intégrés dans leurs « charges » et affecteront le tarif du droit de passage qui sera demandé aux usagers. Dans ce contexte particulier, il est vrai que l'intérêt à agir touche davantage le futur utilisateur du vaste corridor traversant les entrailles de Marseille que le contribuable.

Si le préjudice subi par le contribuable marseillais est donc discutable dans le cas des pots-de-vin liés au



« tunnel Prado Carénage », il n'en va pas de même pour la majorité des autres marchés. Ces derniers ne portent pas, en effet, sur des concessions mais concernent des travaux financés par la municipalité. Les bakchichs versés à Urba puis aux élus sont alors payés par les contribuables. Cet aspect, délicat pour Michel Pezet, est totalement occulté dans son recours.

Le dossier Urba, découvert à Marseille et transmis à Lyon, regorge d'éléments confirmant cette situation. La difficulté n'est pas pour autant totalement surmontée. En effet, le Conseil d'Etat traite de litiges administratifs et ne peut se faire communiquer un dossier pénal qui est, de surcroît, soumis au secret de l'instruction. C'est pain bénit pour Michel Pezet qui, s'engouffrant dans cette brèche juridique donne libre cours à sa version perverse de *L'Enquête impossible*.

*Mardi 5 novembre 1991*

23 h 15. Pierre-François Divier m'appelle. Nous travaillons sur le dossier Urba même la nuit.

— Incroyable ! Cette fois nos adversaires essaient d'accréditer la thèse, vainement entretenue l'an dernier par le garde des Sceaux à l'Assemblée nationale, selon laquelle l'affaire serait déjà instruite et en voie d'être jugée. Ils ramènent tout au cas de la Sormae ! Il va falloir compléter votre intervention auprès du Conseil d'Etat pour expliquer que le dossier Urba n'a rien à voir avec celui de la Sormae. J'en fais autant de mon côté. Surveillez votre fax. La prose socialiste arrive.

L'urgence a considérablement réduit les mesures de prudence respectées jusqu'à présent par l'avocat

des Verts. Nous n'avons pas le choix. L'audience du Conseil d'Etat est prévue le 12 novembre. Nous demeurons simplement discrets à l'égard de la presse, ce qui n'est pas le cas de Michel Pezet. Il tint à rendre publique sa démarche. Mal lui en a pris. *Le Figaro* a rétabli le 21 octobre, sous la plume de Catherine Delsol, la réalité de certains faits « habiles mais qui ne tiennent guère à l'analyse ». Sa conclusion se passait de commentaires : « Faute de pouvoir verrouiller au niveau judiciaire une affaire qui révulse les magistrats et déchaîne la presse, le gouvernement n'a-t-il pas dû se résigner à laisser la procédure de Lyon suivre son cours, en sachant qu'un contre-feu serait aussitôt allumé au niveau du Conseil d'Etat ? » La suite, en revanche, est de nature à m'inquiéter : « Les conseillers sont-ils jugés plus malléables que les juges ? On sait que les décisions de la section de l'Intérieur, qui est ici concernée, sont prises après avis — consultatif — du ministre de l'Intérieur. »

En mettant la dernière main à ma réplique, j'éprouve le désagréable sentiment d'argumenter pour rien. Ce que j'ai appris de la procédure utilisée par Michel Pezet n'a rien d'encourageant. Il faut savoir que la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat va rendre un avis après celui du ministre de l'Intérieur. Connaissant les exigences de François Mitterrand, je n'imagine pas que le ministre de l'Intérieur puisse éclairer convenablement le Conseil d'Etat sur le contenu du dossier Urba. Sachant que c'est encore lui qui co-signera, avec le Premier ministre Edith Cresson, le décret mettant un terme à cette procédure, je me demande s'il convient de garder quelque illusion.

*Mardi 12 novembre 1991*

Le Conseil d'Etat est réuni pour étudier la requête de Michel Pezet à laquelle ont été joints le mémoire de l'avocat des Verts et le mien. Il a deux mois pour statuer.

La situation n'est, après tout, pas si négative. Nous sommes certes loin d'avoir gagné cette manche mais le bon sens interdit de penser que l'essentiel de ce qui a été obtenu puisse être anéanti. Le Conseil d'Etat, n'ayant pas accès au dossier pénal, ignore le fond de l'affaire. Il ne peut donc en aucune manière, contrairement à ce qu'espère le député socialiste, se prononcer sur la validité de l'information judiciaire ouverte par le procureur général. Ce dernier n'a pas engagé l'action judiciaire sur le contenu de *L'Enquête impossible* mais sur les éléments du dossier révélés par le livre et dont il a eu connaissance. En réalité, ce que le pouvoir cherche à éviter c'est la constitution de partie civile des Verts. Pas question qu'ils aient accès au dossier ni qu'ils puissent suivre son instruction. D'où la volonté gouvernementale de remettre en cause l'intérêt à agir du contribuable. Ce faisant, les socialistes opèrent une véritable première en matière juridique puisqu'ils veulent faire dessaisir la justice pénale, une fois son action engagée, par une juridiction d'ordre administratif ! Du jamais vu et une pratique dangereuse pour les libertés publiques. Mais le PS n'en est plus à se soucier des principes ou de l'intérêt général, seul compte l'incendie qui le menace. Mon anxiété est telle que, bien qu'il soit plus de 2 heures du matin, je rappelle Pierre-François Divier. Je ne peux attendre. J'ai besoin de discuter avec lui ce point de droit. Un tel coup de force juridique est-il envisageable ?



— Vous avez raison, ce serait énorme, mais l'affaire affole tellement le pouvoir qu'il ne faut rien écarter. Il faut même s'attendre à tout. Il est évident que, dans le contexte où nous sommes, si l'ouverture de l'information judiciaire du dossier Urba est annulée, on n'aura jamais vu pareil scandale juridique.

— Quels sont les pronostics de l'avocat ?

— Je suis incapable de prévoir quoi que ce soit. Restons vigilants et prêts à intervenir sur le plan médiatique. Il ne faut pas se laisser surprendre, même à la veille des week-ends.

*Samedi 16 novembre 1991*

Il est l'heure de dîner. Je me suis pressé pour faire les courses et j'ai juste refermé la porte lorsque mon épouse m'interpelle.

— Antoine, c'est pour toi. Un journaliste de RTL souhaiterait avoir tes impressions sur une dépêche qui vient de tomber.

J'ose à peine imaginer qu'il puisse s'agir de la réponse du Conseil d'Etat. Le délai de deux mois court à compter du 12 novembre. Nous n'en sommes donc qu'au quatrième jour. Pourtant, le journaliste confirme mon intuition. Ce record de vitesse traduit, lui aussi, l'ampleur des pressions gouvernementales.

— J'ai sous les yeux une dépêche AFP. Elle concerne le recours de Michel Pezet.

— Je suppose qu'elle émane de « sources bien informées » ?

— Vous êtes au courant du résultat ?

— Non, mais un samedi soir je pense à une fièvre... d'indignation.

— Je crois en effet que le texte risque de vous



surprendre. Voilà ce qu'il dit en substance : « Le Conseil d'Etat a annulé la décision du tribunal administratif de Marseille, ce qui entraîne *ipso facto* l'arrêt des poursuites judiciaires. » Plus loin, il est dit que l'ouverture de l'information judiciaire qui a suivi la plainte du député des Verts, fondée sur votre livre, est en conséquence « nulle et non avenue ». Qu'avez-vous à répondre ?

— Je ne suis pas surpris mais atterré. Avant d'enregistrer ma réaction, je souhaiterais prendre entièrement connaissance de ce communiqué aberrant. Essayez de me le faxer d'abord. Je vous dirai ce que j'en pense exactement ensuite.

En examinant, quelques minutes plus tard, le document je retrouve les éléments rapportés par le journaliste. Je suis, fort heureusement, assis lorsque j'en arrive à la fin du texte. Il y a de quoi chavirer. Selon l'AFP, « statuant sur la forme comme sur le fond », le Conseil d'Etat « a relevé l'absence de faits délictueux pouvant être imputés à Monsieur Pezet ».

Sidérant. Ce texte sent son entreprise de désinformation à plein nez. Et l'AFP, abritée comme d'habitude derrière l'écran des « sources bien informées », mord à l'hameçon et répercute ce tissu d'absurdités juridiques. Le Conseil d'Etat peut en effet annuler la décision du tribunal administratif en rejetant l'intérêt à agir du contribuable, mais il ne dispose d'aucune compétence pour éteindre l'action judiciaire, une fois celle-ci enclenchée. Tous les spécialistes consultés me l'ont confirmé. Cela se comprend au demeurant aisément. N'ayant pas accès à un dossier pénal, on voit mal comment le Conseil d'Etat pourrait se prononcer sur son contenu ! Il est par conséquent dans l'impossibilité de conclure à « l'absence de faits délictueux » concernant le député socialiste et, a

fortiori, de décider que l'action de la justice pénale est « nulle et non avenue ». Tout ceci n'est qu'un leurre destiné par le gouvernement aux médias.

Il me faut réagir au plus vite. J'appelle le cabinet de l'avocat des Verts, mais le téléphone sonne dans le vide. Il ne répond pas plus chez lui. Inutile de laisser un message pour lundi, il sera trop tard. Je ne peux attendre si je veux faire échouer la manipulation. J'alerte donc les autres membres du trio de *La Cagouille*. Philippe de Villiers interviendra à son niveau et Jean Montaldo prend contact avec des journalistes pour les éclairer sur la supercherie organisée autour du dossier Urba. La presse risque en effet de se laisser abuser par une dépêche émanant d'un organe officiel et elle répercutera en toute bonne foi ce qui n'est qu'un nouveau et grossier mensonge.

La meilleure façon de contrer le coup de bluff de dernière heure consiste à prendre Michel Pezet et les socialistes à contre-pied. Ils vont certainement crier victoire. La guerre des ondes est le meilleur moyen de les faire reculer. Je rappelle donc RTL en prenant soin, au cours de ma déclaration, de me référer à la décision « attribuée » au Conseil d'Etat. Je dénonce l'énormité juridique qu'elle recèle et je parle d'un nouveau « coup de force politique contre la justice ».

Dans l'heure qui suit, l'AFP reprend les éléments de mon interview sans préciser toutefois que j'ai remis en cause le contenu d'une décision imputée au Conseil d'Etat. Ce ne sont donc pas les magistrats de la haute juridiction que je vise — comme le laisse supposer une Agence France-Presse soucieuse de se protéger —, mais ceux qui les utilisent pour faire croire à l'enterrement définitif du dossier Urba. Je demande donc aussitôt à l'AFP de rectifier la présentation de mes propos. Ce n'est pas si simple et la

situation prend même une tournure fâcheuse avec l'intervention, en pleine nuit, d'un chef du service des informations générales, Pierre Feuilly.

Ce dernier, militant socialiste connu, longtemps proche de Jean Poperen et syndicaliste de choc à l'AFP, semble me vouer une franche inimitié. Il est vrai que je ne ménage guère ses amis et qu'il défend peut-être ainsi ses intérêts. Toujours est-il qu'il s'était à peine caché de cette hostilité, au mois d'avril lors de l'affaire Thierry Jean-Pierre. A l'époque, j'avais effectué des démarches auprès de l'AFP pour m'étonner de voir cette Agence affirmer de son propre chef que j'aurais fourni, par « l'intermédiaire » de mon « éditeur », les carnets de Joseph Delcroix au magistrat du Mans. La discussion avec Pierre Feuilly s'était envenimée immédiatement. Il tenait son information de « bonnes sources » — qu'il ne souhaitait pas dévoiler — et entendait en rester là. A l'en croire, ce serait à moi d'apporter la preuve que j'étais mis en cause de manière non justifiée ! Un comble. D'autant que Jean Montaldo, qui a remis les carnets à Thierry Jean-Pierre, n'a jamais été mon éditeur.

Il m'avait donc fallu une heure de débat au téléphone pour obtenir un démenti. Un quart d'heure en revanche m'avait suffi pour comprendre les raisons de l'agressivité de ce « journaliste ». J'avais en effet eu droit à un véritable discours de procureur, le militant socialiste me reprochant les « graves conséquences de la publication de *L'Enquête impossible* ». Ce réquisitoire déroutant visait le « tort » que je causais au PS. J'aurais dû implorer miséricorde pour que mon interlocuteur fasse droit à ma demande. Je m'y étais, bien évidemment, refusé.

Retrouver quelques mois plus tard, au téléphone, la même personne pour demander la correction d'une



nouvelle dépêche de l'AFP me concernant, voilà qui ne s'annonçait pas comme une partie de plaisir. Vais-je à nouveau devoir affronter le procureur socialiste ? Face à un journaliste d'information, ce problème n'aurait jamais existé.

Comme je le craignais, ma demande ne suscite pas l'enthousiasme. Le combat s'engage. Je le gagne à l'usure, entre 3 et 4 heures du matin.

Je dispose à présent, il est vrai, des moyens de pallier les carences éventuelles de l'AFP. Le fax plus le téléphone constituent des armes efficaces pour alerter les rédactions. Les journalistes sont au demeurant méfiants. Nombreux sont ceux qui très rapidement se manifestent pour savoir où le bât blesse.

De son côté, comme je l'avais imaginé, Michel Pezet, s'appuyant sur le contenu consternant du texte de l'AFP, n'hésite pas au petit matin, sur les ondes de France Info, à lancer ses premiers cocoricos. Si l'on se réfère à ses connaissances juridiques il doit savoir qu'il délire. L'heure, pour lui, n'est plus à la prudence. Il n'évite donc pas le danger du ridicule. L'AFP s'en fait l'écho, je suppose cette fois sans hésitation : « Monsieur Michel Pezet s'est déclaré "pleinement heureux" de la décision du Conseil d'Etat d'annuler les poursuites engagées contre lui. » En ce qui le concerne le fait est acquis ! Le dossier Urba est clos : « C'est un abcès épouvantable qui se referme. »

*Dimanche 17 novembre 1991*

8 h 30. Les chaînes de radio et de télévision n'arrêtent pas de me téléphoner pour enregistrer mes réactions à la suite de la curieuse nouvelle diffusée



par une source d'information officielle. J'ai juste le temps de prendre une douche et de m'habiller. Mes interventions se limitent au droit et au bon sens. Toujours, je rappelle que cette décision est mise « anonymement » sur le dos du Conseil d'Etat. La tentative d'escamotage judiciaire du dossier Urba me paraît « plus grave » que celle du Mans. La « falsification de la réalité des faits » est soulignée ainsi que sa conséquence : la légitimité de l'information diffusée. Ma réprobation est totale. La justice devrait suivre son cours avec ou sans partie civile. Au fil des heures, l'affaire prend de l'ampleur. Les éléments rapportés par l'AFP, et utilisés par Michel Pezet pour se « blanchir », apparaissent de moins en moins crédibles.

12 h 15. La Cinq me propose d'intervenir sur son plateau au cours du journal de 20 heures. Je crois comprendre que tout va être mis en œuvre pour que je puisse être opposé, dans un mini-débat, à Michel Pezet. J'accepte. C'est le premier représentant du PS avec lequel je vais, peut-être, pouvoir dialoguer. Depuis la publication de *L'Enquête impossible*, tous ceux que les chaînes ont tenté de m'opposer dans leurs émissions se sont défilés. Je ne veux en aucun cas rater cette occasion.

18 h 30. Comme convenu par téléphone, Jean Montaldo est venu m'accueillir à l'aéroport d'Orly pour me conduire boulevard Pereire dans le bureau de Jean-Claude Bourret.

19 h 30. Le journaliste de La Cinq m'annonce que Michel Pezet interviendra depuis Marseille en duplex ; il a refusé de débattre « directement avec

moi ». Je le prends comme un défi à relever dont je fais part à Jean-Claude Bourret.

— Ce coup du mépris ne m'impressionne guère. Vous verrez, ce ne sera pas, pour lui, une position facile à tenir.

La situation vient d'ailleurs de basculer. Soumis à une série de réactions très vives, tant de la part des représentants de syndicats de magistrats que du monde politique, Henri Nallet est contraint de sortir de sa réserve dominicale. Pour désamorcer le scandale qui menace, les « sources bien informées » sont contredites. Elles le sont par le ministre de la Justice lui-même : « L'action publique décidée par l'institution judiciaire pourrait très bien continuer. »

*20 heures.* Le journal commence. Tout est en place. J'attends patiemment, sans tension particulière. Je connais le dossier *Urba* sur le bout du doigt. Le ministre de la Santé, Bruno Durieux, aux prises avec les revendications des infirmières, est en train de répondre aux questions de Jean-Claude Bourret.

*20 h 15.* Le siège occupé par le ministre de la Santé est libéré. Je peux m'y installer. Une minute plus tard Jean-Claude Bourret résume l'affaire de ces dernières vingt-quatre heures tout en rappelant le point de départ du dossier *Urba*. Michel Pezet apparaît à l'écran, très détendu. Devant des millions de téléspectateurs, il s'adresse à Jean-Claude Bourret en se retranchant derrière la prétendue décision du Conseil d'Etat. Il s'estime lavé de tout soupçon.

C'est mon tour. Je suis naturellement d'avis contraire et je ne manque pas d'éléments. Personne ne peut affirmer que les poursuites sont éteintes. Je mets en lumière l'ineptie de la dépêche AFP et,

interpellant directement Michel Pezet, je lui rappelle que c'est à la justice pénale, et à elle seule, de décider de la suite à donner à cette affaire. Une chose est sûre : elle ne s'est pas encore prononcée sur les « pots-de-vin » qui lui ont été versés sur des comptes codés et au travers d'associations bidons. Le terme « pots-de-vin » le fait sursauter, sans le faire réagir. Jean-Claude Bourret intervient à juste titre :

— Monsieur Gaudino vient de vous mettre en cause. Il dit que vous avez touché des pots-de-vin. C'est une grave accusation. Allez-vous déposer une plainte contre lui ?

Michel Pezet est piégé. S'il me traîne en justice, je n'aurai aucun mal à prouver ce que je viens de dire, après l'avoir écrit dans *L'Enquête impossible* un an plus tôt. Une plainte contre moi ne pourrait, à terme, que se retourner contre lui. Il le sait. Le député socialiste tente donc d'échapper à la question en l'éludant. J'en profite pour l'interroger sur la réalité de ses rapports avec Urba, en évoquant d'autres marchés que celui du fameux tunnel autoroutier. Il essaie, maladroitement, d'entretenir un écran de fumée, au point d'en oublier que depuis quelques minutes, il débat non plus avec le journaliste, mais avec... moi. Jean-Claude Bourret revient à la charge en insistant sur la question : va-t-il, oui ou non, « engager des poursuites en diffamation » ? Dos au mur, Michel Pezet laisse entendre, presque à voix basse, la mine cette fois crispée, que ce qui vient d'être dit, après étude, méritera « probablement » de « diligenter » certaines poursuites. Je les attends toujours. On peut difficilement être plus évasif que lui. Michel Pezet paie là le prix de sa lourde erreur. Un « abcès épouvantable », pour reprendre sa formule, ne disparaît pas tout seul. Il faut le crever.



L'arnaque par la désinformation a capoté. Le Conseil d'Etat ne s'est effectivement prononcé que pour infirmer l'intérêt à agir du contribuable des Verts. Il n'a rien dit sur l'action judiciaire en cours à Lyon. Philippe de Villiers dénonce « le clan mafieux du pouvoir qui ne recule devant aucun moyen pour entraver la justice ». L'Association professionnelle des magistrats (APM) ne manque pas d'exprimer, « d'un strict point de vue juridique », son « vif étonnement » au regard de ces « manœuvres de désinformation ». Elle « invite spécialement tous les parquets compétents, qui ont jusqu'ici cru devoir obéir aux ordres illégaux de la Chancellerie pour tenter d'étouffer ce scandale, à bien mesurer leurs responsabilités ».

Certes le pouvoir n'a pas tout perdu. Il n'y a plus, pour l'instant, de partie civile. Le député-contribuable des Verts a été débouté. Néanmoins, le dossier Urba reste entre les mains de la justice, en dépit de la mise en scène orchestrée avec et derrière Michel Pezet. Les instigateurs de cette manœuvre ont poussé le bouchon un peu trop loin et ont été contraints de se replier dans l'ombre. C'est l'occasion de les poursuivre dans leur retraite. Il y a des opportunités qu'il faut savoir saisir. Pour tenter de noyer le poisson lors de son recours, Michel Pezet n'a pas été avare de documents. En les étudiant, je découvre une pièce qui constitue un moyen inespéré pour dénoncer l'hypocrisie du procès Sormae dont l'ouverture est prévue dans moins de quinze jours.

Mon action ne s'arrête pas là. Je me suis lancé dans une véritable campagne d'information. Pour dénoncer la corruption et l'impunité de ses bénéficiaires, je sillonne la France, de conférence en dîner-débat. Et voici que les élections régionales de mars 1992 vont



m'offrir une tribune pour poursuivre de manière plus officielle ce combat d'idées. L'affaire Urba n'est pas seule en cause, même si elle constitue un parfait exemple des turpitudes du pouvoir. D'autres dossiers ont été mis à l'abri des poursuites judiciaires. C'est, par exemple, le cas de Bernard Tapie pour sa gestion de l'OM. Bien que des malversations et des nécessités d'inculpations aient été relevées par le parquet de Marseille, cette affaire, pourtant elle aussi médiatisée, a subi un sort parallèle à celui réservé à Urba : l'étouffement. Fort de son impunité, l'homme d'affaires s'est, de surcroît, imprudemment réclamé, face à moi, de l'intervention du ministre du Budget pour bloquer en sa faveur l'action de la justice. Présenter une liste contre lui, c'est donc continuer la lutte contre ceux qui ont corrompu les institutions du pays. L'idéal serait, naturellement, de parvenir à faire ouvrir le dossier du député-président de l'OM. Sur ce registre, la partie ne sera pas facile, mais j'ai de bonnes raisons d'envisager l'avenir avec optimisme. J'ai en effet emprunté l'astucieuse procédure de l'avocat des Verts en l'utilisant en mon nom personnel. L'autorisation du tribunal administratif n'est pas pour autant en poche. La décision ne sera rendue que vers la mi-décembre.

## CHAPITRE 13

### Crime de forfaiture

*Paris, mercredi 20 novembre 1991*

10 h 30. Bernard Carayon a saisi le caractère urgent de l'entretien que je sollicite. Je le retrouverai ce soir chez lui. Je lui ai seulement dit au téléphone qu'il s'agit de faire intervenir la Ligue des contribuables comme partie civile au procès Sormae et que je souhaite être cité par elle comme témoin. J'ai obtenu son accord de principe. La décision définitive ne sera prise qu'après consultation d'un avocat, qu'il tâchera de faire venir au rendez-vous fixé à 20 h 30. Comme tout homme qui sait flairer les bonnes opérations, il a compris que la réussite de l'entreprise dépend de notre discrétion. Dans ce domaine et par les temps qui courent, le téléphone n'est pas la meilleure assurance.

La Ligue a été créée, sous forme d'association, en 1919 par le maréchal Franchet d'Esperey. Elle compte plusieurs milliers d'adhérents et son président m'a paru très actif pour dénoncer tant les excès de la pression fiscale que le gaspillage des fonds publics. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte, à la suite de la publication de *L'Enquête impossible*, en tenant, à sa demande, une conférence sur « l'argent

de la corruption ». Je me suis appliqué à rappeler que le surcoût généré par les pratiques de fausses factures et autres est en définitive réglé par les contribuables.

Cet élément capital ne paraît pas l'être pour ceux qui nous gouvernent. Ils occultent constamment cet aspect du problème. Seul Henri Emmanuelli a tenté de faire passer les vessies pour des lanternes. A entendre l'ancien trésorier du PS, les fonds versés à son parti par Urba devraient être considérés comme de simples libéralités. Etrange manière, pour un ancien ministre du Budget, de désigner l'argent de la corruption et par conséquent celui du contribuable.

Pour essayer de contrer les manœuvres de désinformation du pouvoir, la Ligue des contribuables s'est constituée partie civile dans l'affaire Urba du Mans. Cette intervention, énergique et médiatisée, a eu le mérite de renforcer les rangs de ceux qui dénoncent l'opération de dessaisissement tentée contre le juge Jean-Pierre. La victoire a souri aux audacieux. Au Mans puis à Marseille, la justice est saisie du dossier Urba. Sauf nouveau coup de théâtre, le combat contre la tromperie permanente peut être porté ailleurs et, pourquoi pas ? au cœur même du procès Sormae qui débute le 27 novembre.

L'idée m'en est venue à la suite d'une interview accordée par Gérard Monate à *Paris Match*. Le P-DG, placé par le Parti socialiste à la tête d'Urba, n'a pas manqué, dans ses déclarations, de soutenir la version fallacieuse d'Henri Nallet : le procès Sormae sera également celui de l'affaire d'Urba. Le journaliste ne s'est pas laissé abuser. Sa question le prouve : « L'ex-inspecteur Antoine Gaudino, affirme qu'il ne s'agit pas d'Urba, que l'on cherche à tromper les Français ? » Pris au dépourvu, Gérard Monate fait part d'une intention que je n'avais pas imaginée : « Gau-



dino, je me le réserve au procès, je veux le faire citer comme témoin. » Deux semaines plus tard, je relève le gant dans le même hebdomadaire en déclarant : « Je ne demande pas mieux, pour faire enfin éclater la vérité que depuis plusieurs mois Monsieur Nallet n'a eu de cesse d'étouffer. Je mets donc Monsieur Monate au défi de me citer comme témoin. »

Le P-DG d'Urba a dû se faire taper sur les doigts par ses amis socialistes car on s'est bien gardé de donner suite à ce qui me paraissait une excellente idée. Je ne souhaite pas y renoncer. Or, à une semaine des débats, je n'ai reçu aucune convocation. L'adversaire doit être rassuré. Il ne s'attend plus à me voir surgir pour jouer les trouble-fête. Seule la Ligue des contribuables est en mesure de rattraper la situation.

20 h 30. Pour me recevoir, Bernard Carayon est assisté par l'un des deux avocats parisiens de la Ligue, Sylvain Garant. Je leur apporte, dans ma serviette, un atout maître que Michel Pezet m'a permis de découvrir. Dès que je le leur expose, c'est la stupeur. L'avocat réagit le premier :

— Tu dis qu'il y a dans le dossier Sormae la preuve qu'au moins un député socialiste aurait dû être lui aussi poursuivi, et qu'il ne l'a pas été ?

Je comprends leur surprise. J'ai moi-même subi un choc en découvrant ce point.

Je les éclaire donc sur la confusion, soigneusement entretenue, entre le dossier Urba et celui de la Sormae. Michel Pezet tente, à son tour, d'en jouer auprès du Conseil d'Etat pour faire croire qu'aucune poursuite judiciaire ne peut désormais être engagée contre lui. Je précise que le non-lieu et l'amnistie décidés en sa faveur, le 2 mai 1990, par la chambre

d'accusation de Paris concernant l'affaire Sormae et sont sans rapport avec les réquisitions d'inculpations pour trafic d'influence et corruption prises à son encontre dans le dossier Urba, le 27 septembre 1991, par le procureur général de Lyon. La raison en est simple. Le dossier Urba proprement dit se rapporte entre autres à des délits commis dans des relations avec près de 40 entreprises qui n'ont rien à voir avec la Sormae. J'arrive enfin à l'essentiel. En voulant dissimuler la réalité derrière un mensonge purificateur, le député socialiste a produit des documents, beaucoup de documents. Et comme souvent en pareil cas, un de trop. L'une des pièces prouve en effet l'intervention du pouvoir afin de garantir, dans le dossier Sormae, l'impunité d'un des membres du PS. Il ne s'agit pas de Michel Pezet mais d'un autre député socialiste des Bouches-du-Rhône : Philippe Sanmarco.

Bernard Carayon a une bonne mémoire, sa réaction en atteste :

— Je me rappelle qu'à l'époque, en mai 1990, la décision, dans cette affaire Sormae, de ne renvoyer aucun élu corrompu devant le tribunal mais uniquement des corrupteurs — en l'occurrence quatre chefs d'entreprise et cinq responsables de bureaux d'études — avait fait scandale. Il y avait même eu dépôt d'une motion de censure. Si la manœuvre au bénéfice de Sanmarco avait été connue à ce moment, le pouvoir s'en serait moins bien tiré.

Il n'a pas tort, du moins peut-on l'espérer.

La pièce à conviction datée du 11 octobre 1989 est signée Pierre Culié, président de la troisième chambre d'accusation de Paris, chargé d'instruire le dossier Sormae. Elle a effectivement de quoi faire bondir. Les motifs de l'arrêt s'appuient sur les éléments

recueillis au cours de l'enquête. Le magistrat constate que « sept factures de complaisance » ont été imputées, par Urba, « au compte Prado n° 480-13, qui serait celui de Philippe Sanmarco ». S'agissant de versements effectués jusqu'au 15 décembre 1988, le président Culié conclut : « Monsieur Sanmarco étant susceptible d'être inculpé de délits commis dans l'exercice de ses fonctions, il convient de communiquer le dossier à Monsieur le Procureur général. »

Fin du premier acte. Les explications fournies, documents à l'appui, laissent mes interlocuteurs bouche bée. Bernard Carayon sort le premier de sa stupeur :

— L'impunité des corrompus politiques est inadmissible. Quand je pense que c'est l'argent des impôts, du contribuable, qui est en jeu, j'en suis malade. Comment se fait-il que, dans un même dossier, Sanmarco n'ait pas pu faire jouer l'amnistie dont a bénéficié Pezet ?

La raison me paraît évidente, mais pour un public non averti la question est pertinente :

— Dans l'affaire Sormae, les faits reprochés à Michel Pezet étaient antérieurs à la loi de « transparence » datée du 11 mars 1988. Il a donc bénéficié de la première amnistie, celle du 20 juillet 1988 qui couvrait tous les délits liés au financement de partis politiques commis avant la loi. Ce n'est pas le cas pour Philippe Sanmarco. Les charges soulevées à son encontre se situent après mars 1988. Relevant de la corruption, elles ne sont pas couvertes par l'amnistie du 15 janvier 1990. Cette deuxième amnistie exclut d'ailleurs de son champ d'application les députés.

La mémoire de Bernard Carayon, décidément infallible, l'amène à compléter :

— François Mitterrand est intervenu, à la fin de



cet été, pour tenir une conférence de presse. Au cours de celle-ci, il a abordé le sujet des « affaires » en insistant sur l'indépendance de la justice et en soulignant que l'amnistie tant contestée — celle de janvier 1990 — ne s'appliquait pas aux parlementaires. Pour le député Sanmarco, le pouvoir s'est chargé, dans l'illégalité, de pallier la rigueur de la loi.

Ce rappel ne manque pas de bon sens. Le gouvernement, une fois de plus, a méprisé la loi et le fonctionnement des institutions. Je me demande comment réagira le chef de l'Etat, mis en cause personnellement dans le bâillonnement de la justice, lorsque je rendrai publics les propos de Bernard Tapie.

Le représentant de la Ligue des contribuables quitte le terrain des souvenirs pour revenir à l'actualité.

— Si j'ai bien lu ton livre, en cachant derrière un compte codé le nom de l'élu, Urba cherche surtout à masquer la relation qui prouve le trafic d'influence et la corruption ?

— C'est bien cela. On masque sous un nom de code une seule et même personne qui intervient à deux niveaux : d'une part, grâce à son pouvoir de décision, elle fait accorder les marchés à l'entreprise cliente d'Urba ; d'autre part, elle perçoit en retour une partie de l'argent versé par l'entreprise à Urba, sur la base de prétendues études. C'est ce qui ressort, entre autres, de l'analyse des cahiers de Delcroix. Le magistrat n'a pu utiliser ces documents que dans la limite de l'affaire Sormae. Le système est également valable pour les autres sociétés qui apparaissent dans le dossier Urba découvert à Marseille. En règle générale, il y a presque toujours un écran entre Urba et l'élu socialiste bénéficiaire de son argent. En

dehors du compte codé, il y a aussi des associations fictives.

Le représentant de la Ligue suit pas à pas le fil conducteur.

— C'est une véritable organisation ! Est-ce bien la société Multiservices qui a servi d'écran pour le financement de la campagne de François Mitterrand ?

— Exact, mais de cela il ne pourra être question au procès Sormae. C'est un des pans du dossier Urba.

La bonne question d'ordre procédural n'échappe pas à Sylvain Garant :

— En soulevant l'inculpation du député socialiste Sanmarco, le magistrat qui a instruit l'affaire Sormae a bien compris le procédé. Qu'a fait le procureur général de Paris ?

— Il a dû, comme il se doit, aviser la Chancellerie. S'agissant d'un député socialiste, la consigne est de ne rien faire afin de soustraire l'élu à l'action de la justice. C'est ce qui a permis à Philippe Sanmarco d'échapper à l'inculpation et aux poursuites. Grâce à cette protection gouvernementale, il a sans doute évité le « privilège » d'être le premier député socialiste en France à honorer de sa présence le banc des prévenus d'un tribunal correctionnel !

Bernard Carayon maîtrise difficilement son indignation.

— En dehors de nous, personne n'aura-t-il le courage de braver cette détestable loi du silence ?

— Nous sommes dans une société qui n'a plus rien à voir avec l'Etat de droit. Depuis la publication de *L'Enquête impossible*, les réactions du pouvoir le prouvent. Tout est mis en œuvre pour empêcher la justice d'accéder à la vérité.

Le président de la Ligue est offusqué. Ma réponse ne lui suffit pas :

— Mais les autres intervenants au procès Sormae, pourquoi ne dénoncent-ils pas ce système mafieux ?

— Je ne pense pas que le substitut du procureur, représentant pourtant le ministère public, c'est-à-dire les intérêts de la société, dénoncera ce grave manquement. Comment veux-tu qu'il se dresse contre le procureur général de Paris, Pierre Truche, son chef hiérarchique ? S'il tient à sa carrière il se taira. Le tribunal, lui, ne peut tenir compte que de ce qui a été instruit. Quant aux défenseurs, leur intérêt est de ne rien dire. Dénoncer l'absence sur le banc des prévenus d'un élu qui a bénéficié de l'argent sale ne pourrait que conforter la charge de corruption qui pèse sur leurs clients. Tout le monde va donc se taire.

Durant toute la conversation Sylvain Garant ne cesse de consulter le code de procédure pénale. Il tire de premières conclusions :

— Le refus, de la part du procureur général, de donner une suite judiciaire aux éléments régulièrement dénoncés contre Sanmarco est pénalement gravissime. Dans ce cas précis, il ne dispose d'aucune légitimité pour justifier un classement sans suite.

De fait, en communiquant au procureur général le dossier concernant le député socialiste, le magistrat instructeur n'a fait que respecter la loi. Le fameux « privilège de juridiction » dont bénéficie Philippe Sanmarco en sa qualité d'adjoint au maire de Marseille lui interdisait effectivement des poursuites directes contre l'élu. Le dossier doit systématiquement passer par la chambre criminelle de la Cour de cassation. C'est elle qui désigne, à chaque fois, la chambre d'accusation chargée de l'instruction. C'est aussi pour cela que la loi est précise. Le parquet doit



en effet, sans délai, adresser une requête à la Cour suprême. En ne se soumettant pas à cette obligation — expressément prévue par le code — le procureur général de Paris a, de toute évidence, répondu au vœu du pouvoir politique. Il a été, pour cela, contraint de bloquer durant plus de deux ans le cours légal de la justice.

L'avocat de la Ligue des contribuables marque un temps d'arrêt avant de laisser tomber sa conclusion en forme de couperet :

— Tous les éléments du crime de forfaiture, qui conduit à la dégradation civique, semblent réunis. C'est probablement la première fois dans l'histoire de la justice que des preuves aussi accablantes peuvent être concrètement réunies contre un procureur général, qui plus est celui de Paris. La Ligue pourrait déposer plainte avec constitution de partie civile à son encontre. On n'aura jamais vu ça. Peut-être même pas durant l'affaire Dreyfus !

Nous nous regardons en silence. Bernard Carayon est le premier à réagir.

— L'ordre des valeurs en France a totalement été inversé. On révoque et on dessaisit à la hâte les vrais serviteurs de la justice. On organise l'impunité et on protège les fidèles serviteurs du pouvoir même au prix du crime de forfaiture. C'est insupportable. Antoine, tu as notre soutien. L'intervention de la Ligue et ton témoignage devant le tribunal me paraissent plus que souhaitables pour démontrer le côté trompe-l'œil de ce procès.

En écoutant l'un et l'autre, une idée m'est venue. Je tiens à la tester :

— Puisqu'il s'agit de mettre les pieds dans le plat, pourquoi faire dans le détail ? Vous pouvez citer un autre témoin, celui qui, au terme de la loi, avait la

charge de dénoncer les magouilles d'Urba et qui a préféré servir de conseil pour les dissimuler.

Sylvain Garant comprend aussitôt :

— Tu veux parler de David Azoulay, le commissaire aux comptes d'Urba et l'expert-comptable de la campagne présidentielle de François Mitterrand ? Le hasard fait bien les choses. Ça n'a rien à voir avec le sujet, mais j'ai lu dans la presse qu'il a également été l'expert-comptable de la campagne législative de Bernard Tapie.

— Il s'agit bien de lui et je suis prêt à parier qu'il ne viendra pas. Son absence sera un élément de plus pour réaffirmer que le procès Sormae n'est pas celui d'Urba. Autrement dit, pas celui du financement du PS et de la campagne présidentielle de François Mitterrand.

La réaction du président de la Ligue des contribuables scelle une véritable complicité.

— Génial ! Voilà un bon moyen de souligner la supercherie auprès des médias à la traîne et de leur rappeler qui est ainsi protégé par la non-comparution de David Azoulay.

L'entente est faite. La corruption politique lèse les contribuables. La présence de la Ligue est en mesure de mettre l'accent sur cette réalité qui a trop souvent été passée sous silence. La perspective de cette démarche a une autre raison de me satisfaire. Elle concerne une fois de plus Paul Peltier. La presse l'avait désigné comme l'homme par qui le scandale était arrivé. Or, il n'a fait que dire la vérité. Lui sera jugé et peut-être condamné. Pas le pouvoir et ses représentants pourtant gravement mis en cause. Le vrai scandale est là. Alain Mayot et moi avons convaincu Paul Peltier de parler au nom de la justice à laquelle nous croyons, et non pour aboutir à cette

parodie de jugement organisée par le pouvoir. La confiance qui nous a été accordée mérite que nous nous battions jusqu'à la limite du possible. Tel sera le sens de mon témoignage. Alain Mayot sera également là pour suivre le procès. Il entend, par sa présence, m'apporter son soutien. Il faut à présent dénoncer cette vaste supercherie orchestrée sous le couvert d'une justice appelée à se prononcer « au nom du peuple français ».

*Paris, mercredi 27 novembre 1991*

8 heures. Alain Mayot a pris quelques jours de congé pour suivre le procès au moins jusqu'à vendredi. Notre petit déjeuner à l'hôtel est l'occasion d'une revue de presse. Les journaux, depuis lundi, évoquent l'affaire Sormae. « Beaucoup d'appelés (à la barre) mais pas d'élus ! », titre *Le Canard enchaîné*. Cette anomalie ne concerne pas deux dirigeants du bureau d'études Sud-Est Equipement. Il s'agit d'une partie du dossier Sormae dans laquelle ni Alain Mayot ni moi n'étions intervenus. Mon coéquipier n'avait plus le cœur à l'ouvrage à cette époque, et pour cause ! Je venais d'être évincé de la financière. Je sais seulement que, poursuivis pour des faits de corruption antérieurs au 11 mars 1988, les deux patrons de Sud-Est Equipement n'ont pas accepté de reconnaître qu'ils travaillaient pour le Parti communiste. Leur silence les a privés du bénéfice de la première amnistie, celle de 1988, à laquelle ils avaient pourtant droit, à l'instar de Michel Pezet. Les quatre responsables de la Sormae et les trois représentants d'Urba à Marseille comparaissent quant à eux pour des faits postérieurs au 11 mars 1988, par conséquent non



amnistiables. Dans l'ensemble, la presse n'est pas dupe de l'amalgame tenté par Henri Nallet. Elle sait faire la différence entre le procès Sormae qui se juge à Paris et l'affaire Urba de Marseille instruite à Lyon.

Il reste cependant un élément sur lequel de nombreux journalistes trébuchent. Comment peut-on juger des corrupteurs sans avoir de l'autre côté au moins un politique corrompu ? Pour la plupart d'entre eux, le caractère anormal de la situation est lié aux effets des non-lieux et des deux amnisties combinés. Cette interprétation est erronée ; de surcroît elle manque de logique. Si tel avait été le cas, les corrupteurs en auraient profité autant que les corrompus. En revanche, il est certain qu'en empêchant la justice de mettre son nez dans le compte n° 480-13 se rapportant à Philippe Sanmarco, le pouvoir a bloqué la piste qui conduisait inexorablement vers le dossier Urba. Le député socialiste était en effet également impliqué, et avec lui d'autres représentants du PS, à un niveau bien plus élevé. C'est donc la volonté d'étouffer l'affaire Urba, pour protéger les membres du PS de toute poursuite judiciaire, qui est à l'origine de l'absence d'élus au procès Sormae et non pas ce que la presse suppose. J'avais déjà avancé cette explication dans *L'Enquête impossible*. Aujourd'hui, grâce à Michel Pezet, la preuve existe.

Avant de nous acheminer tranquillement vers le tribunal, Alain remarque :

— La dernière fois que nous nous sommes retrouvés à Paris, c'était pour ta comparution devant le conseil de discipline. Cela fait plus de huit mois, mais je m'en souviens comme si c'était hier. Il y a dans la vie des épisodes qui ne s'effacent pas.

Je partage ce point de vue. J'ai toujours assimilé cette révocation à un bannissement, difficilement

acceptable, de la police. Heureusement, la poursuite du combat m'a apporté des réconforts. Le meilleur moyen de ne pas souffrir d'une injustice est sans doute de se battre pour une meilleure justice.

*9 heures.* Nous retrouvons dans le bar, face au palais de justice, Bernard Carayon, Sylvain Garant et le deuxième avocat de la Ligue des contribuables, Jean-Marie Job. Il y a aussi de nombreux journalistes parisiens et des représentants du *Méridional* et du *Provençal*, bien que la Sormae n'existe plus à Marseille. Elle a été rebaptisée Saem... Intrigués de me voir, les journalistes m'interrogent. Je refuse de dévoiler les raisons précises de ma présence. Il nous faut en effet franchir l'étape de la recevabilité de la partie civile face au tribunal. Il est évident que les avocats des trois responsables d'Urba vont s'y opposer. Autant les maintenir dans l'ignorance de l'enjeu.

*9 h 30.* La salle de la onzième chambre du Tribunal correctionnel de Paris est envahie. Les bancs de la presse affichent complet. Dans le public, la présence de l'avocat Gérard Welzer, directeur du cabinet de Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, est vite remarquée par la presse. Il suit d'une oreille attentive les débats. Parmi les neuf prévenus figurent de vieilles relations puisque Alain Mayot et moi les connaissons maintenant depuis presque trois ans. Mon regard s'arrête sur Paul Peltier, l'homme qui a sacrifié sa liberté et sa carrière pour aider la justice. Le temps et les épreuves laissent des traces sur les visages. Le sien me paraît marqué. Joseph Delcroix a lui aussi blanchi avec les années, mais il ne semble pas avoir perdu son goût du verbe. Il devise avec son conseil. L'histoire de la corruption politique en France lui doit une fière

chandelle grâce à un autre de ses penchants : l'écriture. Ses quatre cahiers sont devenus une mine que les journalistes se passent sous le manteau. Gérard Monate, que je n'ai jamais rencontré, affiche un air débonnaire, sur une haute stature. Lorsque son œil se pose sur moi, je peux y lire tout le mal qu'il me souhaite. Il est vrai que mes conceptions divergent de celles de cet ancien flic, devenu militant zélé du Parti socialiste. A en croire ses déclarations à la presse, le système Urba était le meilleur moyen de « moraliser le financement politique ». Comme si le trafic d'influence et la corruption généralisés pouvaient s'inscrire dans une échelle de vertus républicaines.

Les avocats occupent les travées immédiates derrière leurs clients. Tout le monde attend l'entrée du tribunal présidé par Madame Jacqueline Chevalier. Sylvain Garant et Jean-Marie Job sont prêts à intervenir dès le début de l'audience, pour défendre la constitution de partie civile au nom de la Ligue et demander, dans la foulée, l'audition des deux témoins-surprises. Nul doute que des dents vont grincer.

*10 heures.* Les trois magistrats entrent dans la salle. Le cérémonial ne résiste pas au brouhaha provoqué par les avocats d'Urba. Jean-Marie Job vient en effet d'informer le tribunal de l'intention de la Ligue des contribuables d'être partie au procès. Sylvain Garant, dans un enchaînement parfait, livre le programme : « Nous souhaitons faire citer comme témoins l'inspecteur Gaudino et l'architecte des fausses factures, David Azoulay. Il est, lui aussi, un acteur clé du dossier. » Tout en s'étonnant que le parquet n'ait pas sollicité le témoignage de l'expert-comptable, il se tourne vers les bancs du public et



ajoute avec une pointe d'ironie : « Il est dommage qu'il ne soit pas là. »

Un tir de barrage est aussitôt déclenché par maître Henri Leclerc, en charge de la défense de Gérard Monate. « On ne peut pas user de la justice à des fins politiques ! », s'exclame-t-il en faisant voltiger les manches de sa robe. Pour bien marquer son opposition à la présence de la Ligue et des témoins annoncés, il remet en cause son intérêt à agir : « Où est le dommage ? Montrez-nous quel est le dommage direct ? » Cette réplique est saisie comme une perche par Sylvain Garant. Il rappelle que la corruption, dont il va être question au long du procès, concerne le contribuable puisqu'il s'agit de son argent. Il n'oublie pas, au passage, de donner un petit coup d'éclairage sur le mensonge d'Etat derrière lequel Henri Nallet a cru bon de s'abriter : « Je sais bien que ce dossier, contrairement à ce que tente de faire croire Monsieur le ministre de la Justice, ne représente que 0,2 % du dossier Urba, mais quand même ! »

Le substitut du procureur, Jean-Claude Marin, agite ses sourcils « badintériens » et lève les bras au ciel pour protester contre ce qui lui apparaît comme de « l'improvisation ». Curieusement, le procès de la Sormae commence par celui de la Ligue des contribuables.

La présidente est visiblement indécise. Elle a certainement conscience de la difficulté de sa position. Si le tribunal se prononce contre la recevabilité de la participation de la Ligue au procès — et des autres parties civiles qui se sont aussitôt présentées derrière elle — l'opinion se demandera quelle vérité on a encore voulu cacher. En outre, en cas de rejet, la Ligue peut immédiatement faire appel de cette décision et retarder ainsi de plusieurs jours, voire de

plusieurs semaines, les débats, ce qui ne sera sans doute pas du goût du pouvoir. D'un autre côté, me donner la parole et convoquer David Azoulay n'est certainement pas du goût de la Chancellerie. Cruel dilemme.

La question des dates, pour marginale qu'elle paraisse à première vue, peut se révéler décisive. En effet, toujours fidèles à leur tactique du contre-feu, les gouvernants ont fait coïncider le procès Sormae avec celui de la Cogedim. Ils tentent de créer ainsi une symétrie gauche-droite comme s'y était risqué, avec beaucoup de légèreté, Georges Kiejman. Le seul point commun des deux dossiers réside dans l'absence d'élus aux procès. La manœuvre n'a rien d'innocent. Dans le dossier Cogedim en effet, l'ancien ministre délégué à la Justice ne disposait d'aucune preuve pour lancer ses accusations contre l'opposition. En revanche, il en existe une dans le dossier Sormae et elle accuse le pouvoir d'être intervenu pour protéger l'un des siens. Différer le procès réduirait les effets de la manipulation, d'autant que les élections régionales et cantonales prévues en mars incitent la majorité à se débarrasser au plus tôt du boulet.

Pendant que la présidente tente de trouver, avec ses assesseurs, une solution, les robes noires qui entourent Gérard Monate s'agitent. Des propos peu amènes fusent. Certains n'hésitent pas à jouer sur les mots. Je crois comprendre que, derrière la Ligue, se cacheraient des « Zorros » qui ne seraient que des « zéros ». En procédure naturellement... Pour mettre un terme à cette agressivité inutile, Sylvain Garant a la bonne idée de solliciter du tribunal un délai de vingt-quatre heures destiné à lui permettre de motiver sa demande. La suspension d'audience met donc un terme aux hostilités verbales.

L'attente est de courte durée. Le tribunal accède à la requête de la Ligue des contribuables. Les débats sont interrompus et reportés au lendemain pour permettre à ses avocats de disposer du temps souhaité. L'incident est « joint au fond », ce qui veut dire que la question de la recevabilité de la partie civile ne sera tranchée qu'après le procès, au moment du jugement de l'affaire elle-même. La Ligue participera donc aux débats. Mon témoignage et celui de David Azoulay sont audiencés pour le 5 décembre, dans huit jours. Ce délai est étrange. Il est inférieur aux dix jours prévus par la loi et n'oblige donc pas David Azoulay à comparaître. Encore un tour de passe-passe juridique destiné probablement à satisfaire ceux qui redoutent l'épreuve de vérité. Le tribunal accorde donc à la Ligue une victoire partielle. Du côté des avocats d'Urba, le dépit est vif. « On vient de squatter la justice ! » jette une voix. Une manière comme une autre de désigner — avec élégance — ceux qui gênent.

La Ligue doit maintenant s'attacher à soulever le couvercle de la marmite en mettant l'accent sur la provenance réelle de l'argent de la corruption. En ce qui me concerne, ma qualité de témoin m'interdit d'assister au procès jusqu'à ma comparution. J'ai une semaine pour trouver les mots qui me permettront d'élargir la percée à laquelle est parvenue la Ligue.

*Mercredi 4 décembre 1991*

Le restaurant *Chez Edgard* est l'un des hauts lieux politiques de la capitale. Assis en face de moi, Sylvain Garant et Jean-Marie Job sont contractés. J'ai suivi dans la presse le déroulement du procès Sormae et



pourtant je trouve qu'ils s'en sont bien tirés. D'où vient donc cette tension? Sylvain Garant se jette à l'eau :

— Antoine, je crois que je me suis un peu avancé sur la possibilité de déposer plainte en forfaiture contre le procureur général de Paris. Il ne s'est pas soumis aux obligations du code de procédure pénale. Or, celui-ci ne vise expressément que le procureur de la République.

La remarque est judicieuse. Si on suit le code, lorsqu'un élu est susceptible d'être inculpé, la nécessité de saisir sans délai la Cour suprême pour désigner la chambre d'accusation qui devra instruire le dossier incombe littéralement au procureur de la République. Nous sommes donc à un premier degré de juridiction. Je ne pense pas pour autant que l'avocat ait eu tort d'imaginer que les mêmes exigences peuvent s'appliquer, lors d'un deuxième degré de juridiction, à un procureur général lorsqu'une chambre d'instruction est déjà saisie. Une jurisprudence dans ce domaine serait instructive.

— Tu as vérifié la jurisprudence? Je reste convaincu que ce qui est valable pour un procureur doit l'être pour un procureur général.

Jean-Marie Job intervient :

— Tu as sans aucun doute raison, mais sans l'appui d'un texte précis il ne nous est pas possible, en tant que simples avocats, de déposer une telle plainte à l'encontre d'un aussi haut magistrat.

Sylvain Garant renchérit :

— Sans un texte indiscutable, cette démarche correspondrait à une sorte de hara-kiri professionnel auquel nous ne tenons pas. Nous allons donc rechercher cette jurisprudence, ce soir et toute la nuit s'il le faut. La gravité exceptionnelle des faits et l'import-

tance du personnage mis en cause exigent cette extrême prudence.

Il n'est pas question que je laisse mes compagnons seuls face à la difficulté.

— Je me joindrai à vous. J'ai des amis dans la magistrature, je leur téléphonerai pour procéder aux mêmes recherches.

Jean-Marie Job définit le programme :

— Rendez-vous à notre cabinet à 18 h 30. Si cette jurisprudence existe, plus rien ne pourra nous arrêter. Dès demain, nous déposerons plainte en forfaiture, au nom de la Ligue, contre le procureur général de Paris. Ce sera juste avant ton témoignage et nous l'annoncerons au tribunal à la suite de ton intervention.

Il va de soi qu'une telle démarche, dévoilée en pleine audience, serait de nature à renvoyer à leurs chères études les auteurs de la formule « Zorro égale zéro ». A condition de trouver le texte.

*18 h 30.* Le cabinet des deux avocats est en pleine effervescence. Ils cherchent dans les jurisprudences. Je joins, de mon côté, par téléphone deux substituts de province avec lesquels je partage la même révolte face à l'impunité politique. Ils me promettent de s'activer et de me rappeler dès qu'ils auront trouvé le texte qui nous manque. Une véritable course contre la montre est engagée.

*19 h 30.* Le téléphone sonne, à quelques secondes près, sur deux postes simultanément. J'entends, parallèlement, Jean-Marie Job clamer : « J'ai trouvé ! » Au bout de la ligne, mes amis magistrats me font part du même résultat. La confrontation des éléments découverts ne laisse planer aucun doute. L'arrêt de la Cour de cassation du 13 janvier 1987 est

sans ambiguïté. Pour le cas qui nous intéresse, le procureur général est soumis aux mêmes obligations que le procureur de la République. Nous sommes à la fois soulagés et impressionnés. Les lois destinées à assurer le cours normal de la justice existent mais elles ne sont appliquées qu'en fonction des intérêts du pouvoir. La volonté du chef de l'Etat étant d'écarter la justice d'une affaire dans laquelle il risque de devoir rendre des comptes, l'un des plus hauts magistrats de France a été conduit à commettre un acte qui, à nos yeux, s'appelle forfaiture.

*Jeudi 5 décembre 1991*

*18 h 15.* Je tourne comme un ours en cage dans une pièce vitrée, à l'extérieur de la salle d'audience. Je vis la période la plus difficile pour un témoin : l'attente. Elle dure déjà depuis quatre heures. J'aurais normalement dû passer à 14 heures, mais le procès a pris du retard. Le temps ne m'a pas manqué pour répéter mon intervention. J'ai calculé qu'il ne me fallait pas excéder quatre minutes et demie. Chaque mot a été pesé pour dénoncer la mascarade de ce procès. Comme il se doit, j'ai glissé une formule choc qui résume la situation. Si tout marche comme je l'espère, la presse la retiendra.

*18 h 30.* Un huissier m'arrache à mes pensées. Le tribunal m'appelle à la barre. Bien que sachant ce que je dois dire et pourquoi je dois le dire, je n'échappe pas au stress. J'ai l'impression d'être tétanisé. Je constate la présence de Jean Montaldo sur les bancs des journalistes. Ce combat n'est que le prolongement de tout ce qui a été mené avec le trio de



*La Cagouille* et d'autres, parmi lesquels Thierry Jean-Pierre et l'avocat des Verts. Du courage. La présidente achève son propos liminaire dans lequel elle rappelle que mon témoignage doit se limiter à l'affaire en cours. Je la regarde. Elle ressemble à Josiane Balasko. Ce détail me détend et j'embraie :

— Madame la Présidente, lorsque la Ligue des contribuables est intervenue en première audience pour défendre sa constitution de partie civile et justifier devant le tribunal la nécessité de m'entendre comme témoin, on a pu relever derrière le banc de certains prévenus des réactions quelque peu agressives. Les propos tenus à mon endroit laissaient bien apparaître que la perspective de mon témoignage suscitait de vives contrariétés. Je tiens à rassurer les parties au procès...

Par cette introduction, je pense réduire mes adversaires au silence. C'est chose faite. J'en profite pour enclencher la vitesse supérieure :

— Il est évident qu'ici on ne juge pas l'affaire *Urba*, découverte à Marseille en avril 1989. En dépit des affirmations de Monsieur Henri Nallet, ministre de la Justice, sans cesse répétées devant la représentation nationale et l'opinion publique, ce dossier ne peut en aucun cas être confondu avec celui de la *Sormae*. Je ne parlerai donc pas du dossier *Urba* actuellement instruit à Lyon. Par conséquent il ne peut être question, dans ce procès, ni des personnes politiques susceptibles d'être impliquées dans ledit dossier, ni même de certaines campagnes électorales, qu'elles soient présidentielles ou non. Tout ce que j'avais à dire en temps voulu, au nom de la vérité que l'on cachait, je l'ai écrit et publié.

Le silence est total. On m'attendait, de toute évidence, sur l'affaire *Urba*. Sans en parler, j'ai pu

évoquer à son sujet ce qui me paraissait essentiel. Je suppose qu'on ne sait plus sur quoi je peux encore intervenir. C'est le moment de frapper :

— Tout... sauf une chose d'une gravité exceptionnelle. Aujourd'hui, en cherchant la présence d'élus sur les bancs des prévenus, je n'en trouve aucun. Madame la Présidente, j'ai le devoir de vous dire, et je pèse mes mots : le dossier qui vous a été remis pour juger cette affaire dite Sormae a été tronqué, autrement dit truqué.

Je suis à mi-chemin de mon parcours. Dans le camp d'Urba, derrière moi, aucune parole désagréable n'a été prononcée. C'est donc dans le calme que les explications se poursuivent. Je rappelle que les amnisties et les non-lieux ne justifient pas l'absence des élus et que les éléments recueillis au cours de l'enquête auraient dû permettre à un magistrat instructeur d'inculper et de renvoyer devant ce tribunal au moins un d'entre eux. En conséquence, l'instruction judiciaire a été entravée. J'arrive à l'essentiel : le bénéficiaire du compte Prado.

— Si ces poursuites avaient pu se faire dans le sens d'une bonne administration de la justice, le député, adjoint au maire de Marseille à l'époque des faits, Philippe Sanmarco, aurait vraisemblablement été amené à comparaître. Il aurait pu répondre du rapport qu'il y avait entre le « soutien financier » que lui accordait Urba et les décisions qu'il prenait en sa qualité d'élu décideur en faveur de certains chefs d'entreprise que vous jugez actuellement et qui s'avéraient être aussi des clients d'Urba.

La présidente est muette. Mon regard se porte vers le représentant du parquet. Il est livide. En lisant la presse, j'avais relevé qu'il avait commis la maladresse — volontaire ou non — de lire une partie d'un

procès-verbal concernant les sommes versées par Urba au compte Prado. Pour ne pas nommer Philippe Sanmarco, il avait préféré parler de « Monsieur X ». Le mystère de cet anonymat est donc publiquement levé. Je tiens à enfoncer le clou, moins pour le tribunal, le ministère public ou la défense, qui ne peuvent ignorer ce qui est au dossier, que pour la presse qui commence à comprendre ce qu'on lui avait jusqu'ici caché.

— On a ainsi illégalement écarté la justice de ce qu'elle aurait dû connaître pour asseoir sa religion sur la réalité des infractions retenues et lui permettre de remonter éventuellement à d'autres responsabilités, tant au niveau local que national.

Le malaise est cette fois décelable dans le camp d'Urba. On s'agite, on chuchote mais nul n'ose m'interrompre. Le terrain est glissant. Jusqu'à présent, j'ai démonté la corruption d'Urba en désignant un corrompu politique sans apporter la moindre preuve. Contre-attaquer en me demandant de la produire constituerait une erreur que la défense d'Urba n'est pas disposée à commettre. Il est temps, pour moi, de conclure :

— Madame la Présidente, l'idée que je me fais de la justice, comme la plupart des citoyens de ce pays, m'imposait de vous révéler son inadmissible dysfonctionnement au profit d'hommes politiques. Voilà la seule raison pour laquelle je souhaitais témoigner devant ce tribunal. Je viens de porter de graves accusations. Il manque la preuve...

J'ai volontairement marqué un temps d'arrêt. J'imagine que mes adversaires sont prêts à monter au créneau.

— ...Il manque la preuve, mais je laisse à la partie civile le soin de la produire et de prendre position.



Comme à la parade, et sans laisser au public le temps de reprendre son souffle, Jean-Marie Job s'empare aussitôt du micro pour lire le contenu de la pièce communiquée au procureur général le 11 octobre 1989. Ce document atteste de façon irréfutable que des poursuites judiciaires auraient dû être engagées contre Philippe Sanmarco. Il conclut :

— La jurisprudence est formelle. Le procureur général avait l'obligation de transmettre. On a voulu entraver la justice, c'est de la forfaiture.

Dans la foulée, l'avocat de la Ligue informe le tribunal qu'une plainte avec constitution de partie civile a été déposée quelques heures auparavant, auprès des doyens des juges d'instruction de Paris et à l'encontre du procureur général de la ville.

Je sens une certaine stupeur dans la salle. Ce n'est pas en effet le genre de nouvelle que l'on est habitué à y entendre. Le représentant du parquet tente une diversion dans la plaisanterie : « C'est Ubu roi. » Cela ne fait rire personne. Aucune des parties présentes ne s'aventure à prolonger le débat. Mieux vaut faire passer cet « incident » par pertes et profits. La présidente, qui a perdu l'air jovial de Josiane Balasko, souhaite clore la séance. C'est compter sans Gérard Monate. Contre l'avis de ses avocats qui cherchent à le retenir en agrippant sa veste, celui qui, avant le procès Sormae, avait promis à la presse de « tout déballer » se saisit du micro. Va-t-il enfin reconnaître cette vérité pour laquelle j'ai été lourdement sanctionné ?

— Il y a quelque chose qu'il me tient à cœur de dire, moi, l'ancien flic, c'est que Monsieur Gaudino n'a cessé de violer le secret de l'instruction !

Si le vieux militant socialiste a démontré de solides compétences pour conduire le trafic d'influence et la

corruption au profit du PS, il n'en montre guère dans sa connaissance de la loi. Je suis donc amené à lui rappeler que l'on m'a « tout juste reproché un manquement à l'obligation de réserve », ce qui est évidemment très différent. Il est vrai que, sans les investigations rapportées au grand jour dans *L'Enquête impossible*, Gérard Monate serait probablement toujours P-DG d'Urba avec tous les avantages personnels qui en découlaient. Quant au Parti socialiste, il pourrait encore se réclamer de la morale et de la justice, ce qui ne lui est plus possible.

A la sortie, les journalistes se précipitent sur moi. Ils veulent enregistrer une réaction. C'est Jean-Pierre Berthet, de TFI, qui dirige les opérations. La formule retenue par les médias « procès tronqué-procès truqué » ne peut que me ravir. Une question sous forme de constat retient plus particulièrement mon attention.

— C'est quand même très grave d'accuser le procureur général de Paris de forfaiture ?

— J'en conviens. Mais ce qui me paraît encore plus grave tient au fait que les éléments existent pour une telle mise en cause.

C'est au tour de Sylvain Garant et de Jean-Marie Job de satisfaire la presse. Ils n'ont que quelques minutes car nous sommes pressés.

Je me suis en effet engagé, depuis plusieurs semaines, à tenir une conférence-débat sur le thème de la corruption à Saujon, en Charente-Maritime. Les quatre heures d'attente, non prévues, avant mon témoignage, me placent dans une situation difficile. Je n'ai plus de train ni d'avion pour me rendre à ce rendez-vous. Jean-Marie Job m'a proposé de m'y conduire dans sa Mercedes. Sylvain Garant nous accompagne. Les organisateurs sont, en effet, dans

l'impossibilité de différer cette manifestation prévue depuis deux mois. Ils attendent quelque mille personnes.

Il est plus de 20 heures lorsque nous sortons de Paris. La réunion est fixée à 20 h 30 et nous avons encore 450 km à parcourir. J'ai une bonne raison de ne pas manquer ce rendez-vous. Dans ce département, lors des prochaines élections régionales, la liste socialiste est menée par le ministre de l'Intérieur Philippe Marchand... Je pense qu'en révélant à ses électeurs le fond de l'affaire Urba et les conditions de ma révocation je ne fais que payer une dette ! La justice immanente remplace parfois celle que l'on a bafouée...

Lorsque nous atteignons Saujon, il est près de 23 h 30. Informée des motifs du retard, la salle a patiemment attendu grâce à l'intervention prolongée de ceux qui me précédaient. L'ovation que je reçois lors de mon arrivée me fait comprendre à quel point les gens sont attachés aux valeurs que je défends. Les Français sont indignés par le comportement de ceux qui nous gouvernent mais non résignés. Philippe Marchand a perdu et d'autres avec lui. Les élections de mars 1992 le confirmeront.



## CHAPITRE 14

### Dossier n° 12879/90

*Marseille, lundi 30 décembre 1991*

9 h 30. Le palais de justice, à cette heure et en cette fin d'année, est peu fréquenté. Pourtant, au quatrième étage, face à la porte du cabinet du doyen des juges d'instruction, je retrouve l'avocat marseillais Jean-Claude Richard. Je l'ai choisi en raison de son appartenance au Forum pour la Justice. L'opération que j'entends mener n'a en effet rien de classique. Le signal « entrez » s'allume sous le bouton que je viens d'actionner. Après un courtois échange de saluts, Jean-Pierre Zanoto qui, en cette période de congés assure l'intérim de doyen des juges d'instruction, nous pose la question rituelle :

- Alors, de quoi s'agit-il ?
- Nous venons déposer une plainte avec constitution de partie civile, répond d'un ton assuré Jean-Claude Richard.

La greffière tend aussitôt au juge le registre *ad hoc*. Jean-Pierre Zanoto porte la date du jour et s'enquiert du type d'infraction dont il s'agit. Tout en lui tendant le dossier préparé, l'avocat précise :

- Faux, usage de faux et abus de confiance.
- Contre qui, Maître ?

— Contre Bernard Tapie et tous autres, Monsieur le Juge.

Le magistrat marque un court temps d'arrêt et esquisse un léger sourire. Comme nous ne sommes pas un 1<sup>er</sup> avril, il poursuit ses écritures, donnant ainsi un caractère officiel à l'information qui vient de lui être communiquée.

Il consulte ensuite notre dossier. La démarche n'a rien d'une farce. L'astuce utilisée dans l'affaire Urba par l'avocat des Verts a porté ses fruits. L'autorisation d'actionner la justice m'a été accordée, le 12 décembre dernier, par le tribunal administratif de Marseille. J'agis donc en qualité de contribuable dans une ville qui subventionne le club de football du député-président. Les délits soulevés découlent d'un rapport explicite, établi le 4 juillet 1991 par le procureur de la République de Marseille à la suite d'une enquête. Robert Vigouroux, le maire de la cité phocéenne, a préféré ne voir dans ces délits qu'une « rumeur ». Il s'est abstenu de toute démarche. Or, le dossier n° 12879/90 du parquet de Marseille concernant la gestion des comptes de l'OM est accablant. La presse s'en est fait l'écho à plusieurs reprises, notamment dans les colonnes du *Canard enchaîné*, du *Nouvel Observateur*, puis de *L'Événement du jeudi*. Dans ce dernier hebdomadaire, la présentation des faits m'a arraché un sourire. En effet, les aspects du rapport les plus gênants pour Bernard Tapie ont été occultés et tout l'article est imprégné de la version de l'homme d'affaires qui se présente comme une victime de l'acharnement de la justice !

La réalité est bien différente. Il suffit de se référer aux conclusions du procureur de la République. Il est question :

— de prêts fictifs « qui ne sont que l'habillage

juridique de primes occultes entre les joueurs et l'OM... pour permettre aux joueurs de s'exonérer d'une part de leurs charges fiscales et à l'Olympique de Marseille d'une part de ses cotisations sociales » ;

— d'anomalies constatées lors de transferts de joueurs « avec versements de primes ou de salaires occultes très importants » ;

— de paiement par l'OM « de sommes considérables à des intermédiaires sans cause véritable ».

En tout état de cause, de quoi justifier ce qu'écrit le procureur : « Je réitère mon intention de requérir l'ouverture d'une information dans cette procédure des chefs de faux, usage de faux et abus de confiance. » Sur la base des éléments déjà réunis, le magistrat va plus loin en citant Bernard Tapie parmi ceux qui « seraient susceptibles d'inculpation ». Enfin, s'adressant à sa hiérarchie et par voie de conséquence au garde des Sceaux, le procureur de la République de Marseille Olivier Dropet annonce clairement sa volonté d'ouvrir une information judiciaire « dès la fin de la session extraordinaire du Parlement », en prenant soin toutefois de préciser : « sauf instructions contraires écrites de votre part ».

En avril, lors de mon entretien avec Bernard Tapie, ce dernier ne s'était pas caché d'une intervention du ministre du Budget, Michel Charasse, en sa faveur. De fait, cinq mois après le rapport du procureur de la République, la justice est muselée. Force est de constater qu'Henri Nallet a, lui aussi, mis la main à la pâte pour assurer l'impunité du député-président. Intervenant à son tour dans le dossier de l'OM, le ministre de la Justice a repris, devant la presse, le principe fallacieux défendu par Bernard Tapie lui-même au cours de notre rencontre



secrète : « Tout le monde doit être traité de la même façon. »

Ainsi, depuis la découverte de l'affaire des comptes de l'OM en novembre 1990, l'action de la justice n'aurait plus un caractère individuel mais devrait s'inscrire dans un cadre collectif. Quand, quelques semaines auparavant, la justice s'est saisie des dossiers des clubs de football, à Bordeaux et à Toulon, le pouvoir n'a pas fait prévaloir ce raisonnement. La démarche dont bénéficie Bernard Tapie ne repose non seulement sur aucune logique juridique mais encore sur aucune cohérence politique. Elle n'a d'autre effet que de tenir hors de portée de la justice celui que les socialistes entendent présenter, dans quelques semaines, à la tête de leur liste aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Jusqu'à présent, l'impunité des hommes politiques servait à protéger le pouvoir en place, aujourd'hui elle s'étend aux moyens d'y accéder. Où s'arrêtera donc la dérive ?

Comme dans chaque cas que j'ai été amené à relever, la grosse ficelle socialiste est sous-tendue par un inaltérable cynisme. Devant la presse, Bernard Tapie s'était plaint des pratiques immorales qui avaient envahi le monde du football. Il avait même osé en appeler à son ami le ministre Michel Charasse. Quand les affaires mettant en cause les dirigeants du club rival de Bordeaux ont éclaté, le député-président exultait. Il se félicitait publiquement de l'action de la justice : « Tout le monde dit, les affaires c'est terrible. Mais ce n'est pas vrai. Il faut être content. C'est fabuleux ce qui se passe... En politique ou en foot il y a toujours eu des affaires, le vrai changement c'est qu'aujourd'hui elles sortent. » Cette analyse, confiée au *Journal du dimanche* du 18 novembre 1990, Bernard Tapie paraît l'avoir oubliée dès lors qu'il est en cause.

Que ce soit en faveur des hommes politiques impliqués dans le dossier Urba ou de Bernard Tapie, la logique du pouvoir, déjà dénoncée dans *L'Enquête impossible*, consiste à faire éclater les affaires qui l'arrangent et à étouffer celles qui le dérangent. Du combat que je mène contre ces manipulations antidémocratiques, j'ai tiré un enseignement précieux : une attaque bien menée, au nom de la justice, peut abattre le mur du mensonge derrière lequel le pouvoir abrite son impunité. Pour aboutir à ce résultat, il faut accepter de se heurter aux hommes qui dirigent le pays. Malheureusement, cet affrontement ne suffit pas. Le procès Sormae notamment a montré que la dérive morale dans laquelle le pays est entraîné contamine les rouages de l'Etat. Je n'en veux pour preuve que la soumission des représentants de l'action publique aux abus de pouvoir des dirigeants politiques. En dépit des obligations que leur fait la loi, ils oublient trop souvent que leur devoir n'est pas de subir la volonté du pouvoir lorsqu'elle est illégitime, mais au contraire d'avoir le courage de défendre la société dont les intérêts sont très largement lésés par ceux à qui ils vouent une totale obéissance. La corruption politique, qui dure depuis des décennies, tient aussi à cette perte de conscience professionnelle.

Je sais que si je dépose une plainte avec constitution de partie civile contre Bernard Tapie, surtout en période électorale, la Chancellerie va peser de tout son poids pour empêcher le cours normal de la justice. J'imagine qu'en fin de compte le procureur de la République risque, une nouvelle fois, de se conformer aux instructions du garde des Sceaux même si elles sont contraires aux textes. Je compte appliquer une nouvelle stratégie pour contraindre le procureur à respecter la loi, malgré la pression des gouvernants.

*Mercredi 8 janvier 1992*

« Gaudino-Tapie : le feu vert du parquet ». Le titre est en première page du *Méridional*. Denis Trossero, le signataire de l'article, a eu des informations de première main. Il fait état d'un rapport adressé à la Chancellerie le 3 janvier dernier. Son contenu ne manque pas d'intérêt. Le parquet aurait conclu à la recevabilité « en l'état » de ma plainte contre le député-président de l'OM et à la « nécessité d'ouvrir une information judiciaire ». Voilà pour le constat du procureur. Ses réquisitions sont nécessaires pour permettre l'ouverture d'une information judiciaire à la suite de ma plainte. Déposée en dehors des périodes de session parlementaire, celle-ci ne se heurte pas au problème de l'immunité dont bénéficient les députés lorsque l'Assemblée nationale siège. Si nous étions dans un Etat de droit, le garde des Sceaux ne pourrait, face aux conclusions du magistrat, s'opposer à l'action publique. D'autant que celle-ci est déclenchée par une constitution de partie civile. Le problème est que nous ne vivons plus dans un Etat de droit. Il y a donc fort à parier que le gouvernement va intervenir pour empêcher la justice de demander des comptes à son protégé. Dans ce contexte, les questions posées par le journaliste au terme de son article me paraissent des plus pertinentes : « Que va faire la Chancellerie ? Répondre positivement ?... ou employer encore la méthode déjà éprouvée par le ministre de la Justice dans l'affaire Urba... c'est-à-dire prendre des instructions écrites de blocage ? »

La réponse est fournie, en fin d'après-midi, par l'AFP : « Plainte d'Antoine Gaudino contre Tapie :



aucune décision n'a encore été prise. » Je n'ignore pas que le pouvoir, chef de l'Etat en tête, n'a pas renoncé à la logique sicilienne qui consiste à maintenir au-dessus des lois les membres de son clan. La dépêche de l'AFP est donc superflue. Je suis bien placé pour savoir qu'au « feu vert » du parquet va se substituer le « feu rouge » de la Chancellerie. Je serais presque tenté de dire que les choses se déroulent « normalement ».

*Lundi 20 janvier 1992*

De larges extraits de la lettre ouverte que j'ai adressée aujourd'hui au procureur de Marseille sont repris par l'AFP. La presse écrite s'en fera l'écho demain. *Le Monde* en fait état sous le titre : « Affaire des comptes de l'OM : Monsieur Gaudino rappelle sa " responsabilité " au procureur de la République de Marseille ». Dans ce texte, je dresse en effet un parallèle entre les dossiers Tapie et Urba. Dans l'obstruction du cours de la justice, l'intervention du garde des Sceaux est, comme il se doit, dénoncée. L'innovation consiste à soulever, « au nom de l'intérêt public », la « responsabilité personnelle » du procureur de la République qui, par son inaction, cautionne ce qui lui est « abusivement commandé ».

Le dysfonctionnement de la justice ainsi posé oriente les projecteurs médiatiques sur l'absence de décision du procureur. C'est le but recherché. Du côté du pouvoir comme du procureur, la seule réponse consiste à faire le dos rond en attendant que passe l'orage et que vienne l'oubli. Apparemment convaincue de ma détermination, la presse considère cette démarche comme un « coup de semonce ». Elle n'a pas tort.

*Jeudi 30 janvier 1992*

Le plus difficile a été de trouver l'huissier qui accepte de remettre un acte au procureur de la République sous forme de... sommation ! C'est une nouveauté à laquelle la profession n'est pas préparée. J'imagine qu'en recevant ce deuxième rappel à l'ordre, par une voie différente mais non moins officielle, le procureur a enfin réalisé que la solution des oubliettes relève du mauvais calcul. Les termes utilisés pour l'amener à respecter ses devoirs ne manquent pas de clarté. Je lui demande, au nom de « l'impartialité » de la justice, de prendre ses réquisitions à la suite de ma plainte dans un délai de « quatre jours ». Je n'oublie pas de lui rappeler les exigences de la loi : dans le contexte où nous sommes, le manquement à ses obligations relève du crime de « forfaiture ». Cette fois le terme est lâché, il sait désormais à quoi s'en tenir. S'il préfère se soumettre aux ordres illégaux du ministre de la Justice, il devra en répondre sur le terrain de sa propre responsabilité, face à la loi. Le bras de fer continue. Il suffit d'attendre quatre jours.

*Lundi 3 février 1992*

Nous sommes convoqués par le doyen des juges d'instruction Bernadette Augé. Le procureur n'a toujours pas pris ses réquisitions. Pour le faire il demande, curieusement par le biais du juge, certaines précisions que seule une enquête judiciaire pourrait permettre d'obtenir. La manœuvre dilatoire ne peut tromper personne. Ma plainte se fonde en effet sur...

le propre rapport du procureur de Marseille ! Ce dernier a bien, le 3 janvier, avisé la Chancellerie de la nécessité de saisir la justice. La preuve de l'existence du document qui en fait foi ressort de la réaction du pouvoir. Il a ordonné une enquête pour savoir d'où provenaient les fuites dont a bénéficié le journaliste du *Méridional*. Pour couper court à de nouvelles diversions de cet ordre, je demande à Jean-Claude Richard et à l'avocat Gilbert Collard de déposer une réplique, accompagnée d'une nouvelle et dernière sommation. Je sais que sitôt l'information ouverte, je disposerai de tous les recours possibles, cette fois devant la justice, pour éviter que ce dossier puisse être refermé. Le gouvernement est parvenu aux mêmes conclusions, ce qui explique son veto réitéré. Pas question de laisser le procureur bouger. Le chef du parquet de Marseille n'ignore pas qu'il a jusqu'au 10 février, dernier délai, pour choisir entre le respect de la loi au nom de l'intérêt général et sa soumission à un pouvoir partisan.

*Lundi 10 février 1992*

Lorsque j'entre en compagnie de Jean-Claude Richard dans le cabinet de Bernadette Augé, celle-ci connaît l'objet de notre visite. Une plainte en forfaiture contre le procureur de la République d'un tribunal aussi important que celui de Marseille, juste après celle déposée à l'encontre du procureur général de Paris, n'est pas de nature à passer inaperçue. Elle démontre l'emprise du pouvoir politique sur l'action de la justice. Avant de remettre le dossier constitué, je prends la précaution de poser la question clé :

— Madame le Juge, je suppose qu'aucune réquisi-



tion n'a été prise par le procureur et que, par conséquent, l'information sur les comptes de l'OM n'est toujours pas ouverte ?

— Vous faites erreur. Le procureur vient de m'informer que c'est chose faite. L'information est ouverte.

Au moment de notre entrée, Bernadette Augé était au téléphone. Le procureur a sans aucun doute imaginé un coup de bluff. Il a attendu le dernier moment pour capituler. Ou plutôt, pour assumer les devoirs de sa charge.

Cette victoire n'a rien d'un succès personnel. Je n'ai jamais été seul dans ce combat. Les soutiens ne m'ont pas fait défaut, tant de la part du Forum pour la Justice que de celle de certains syndicats de magistrats. En revanche, il est des défaites qui passent mal. Découvrant les limites qui peuvent être fixées à ses excès, le pouvoir a — vraisemblablement — incité le chef du parquet de Marseille à publier un communiqué. Il n'est pas courant, dans l'histoire de la justice, qu'un procureur de la République soit conduit à justifier par voie de presse sa décision. Le caractère exceptionnel de la situation réside aussi dans le fait que l'information judiciaire a été ouverte « provisoirement », sur certaines infractions et pas sur d'autres ! Sans doute le gouvernement veut-il permettre à Bernard Tapie d'organiser son recours devant le Conseil d'Etat aux fins de remettre en cause la constitution de ma partie civile, à l'instar de ce qu'a fait Michel Pezet dans l'affaire Urba.

La loi des séries a heureusement changé de camp. Le protégé du pouvoir doit, au dernier moment, se désister du recours engagé auprès du Conseil d'Etat. Les charges sur lesquelles est fondée la plainte ont sans doute été considérées comme trop solides. Par la

force des choses, ce qui a été décidé à titre « provisoire » se prolonge et rejoint par là même le cours normal des actions judiciaires.

Le pouvoir n'a pas ménagé ses efforts pour barrer la route à la justice dans le dossier Tapie et il n'y est pas parvenu. La mise en branle de l'action publique, qui résulte de ma plainte, sera suivie, après les élections régionales, d'une autre ouverture d'information judiciaire sur les délits soulevés depuis près d'un an dans le dossier des comptes de l'OM. Cette mesure, « décidée » par le nouveau garde des Sceaux Michel Vauzelle, prouve une fois de plus que la justice était entravée par le pouvoir. Bien que cette action judiciaire soit noyée parmi celles visant d'autres clubs, il aura été difficile de l'étouffer plus longtemps, alors même que le très éloquent rapport du procureur mettant clairement Bernard Tapie en cause a été intégralement rendu public par la presse. Une fois de plus, les socialistes ne se résolvent à respecter la loi que contraints et forcés par la pression sociale.

Dans cette affaire des comptes de l'OM, le pouvoir a tout de même atteint un de ses objectifs : différer l'inculpation de Bernard Tapie, pourtant envisagée par le chef du parquet de Marseille depuis le 4 juillet 1991. Il a ainsi pu utiliser Tapie pour tirer ses listes électorales puis le remercier en le nommant ministre de la Ville. Ce magistral pied-de-nez à la morale civique n'aura, il est vrai, duré que 54 jours, bref, le temps de la carrière ministérielle de Bernard Tapie !

Le pouvoir a toutes les raisons de redouter une justice non soumise à son bon vouloir. Bernard Tapie a été rattrapé par une inculpation prononcée dans un autre dossier et contraint de quitter le gouvernement. Le député-président devenu ministre s'était plu,

avant de s'engager dans une carrière politique, à livrer à la presse sa conception de la démocratie. Pour lui le problème réside dans le fait « que le politique est contraint d'agir toujours dans le sens de la majorité, alors que la majorité des gens sont des imbéciles ». Quelques années après cette édifiante théorie, son avenir de justiciable et même d'homme d'affaires devrait l'amener à réviser ses conclusions sur le genre humain.

Le malheur pour les Bernard Tapie, Henri Nallet, François Mitterrand et autres tient au fait que les magistrats ne supportent plus le traitement qui leur est imposé. Ils sont de plus en plus nombreux à se redresser, à dire non. Non à un régime qui, face à l'opinion, ne cesse de se poser en garant de l'indépendance de la justice alors qu'en réalité il suscite, entretient et exige la servilité des magistrats. En participant à ce long combat contre le mensonge, j'ai le sentiment d'agir en conscience, c'est là ma seule et grande fierté.



## CHAPITRE 15

### L'assassin veut tuer le crime

— Si c'était à refaire, vous recommenceriez ?

Cette question est souvent revenue au cours des multiples réunions publiques que j'ai tenues. Certains journalistes me l'ont posée. Il est évident que lorsqu'on écrit pour dénoncer, dans un Etat dit de droit, une justice bâillonnée derrière laquelle prolifère la corruption, on prend le risque de déplaire. Se retrouver pour cela révoqué par les bénéficiaires de la corruption, soucieux avant tout de conserver l'impunité, peut susciter certaines interrogations. Je n'ai jamais ramené le problème à ma personne. Seule la notion de devoir a été au centre de mes prises de position.

Se départir de l'obligation de réserve, c'est-à-dire, pour parler clair, rompre la loi du silence, s'impose parfois dans un cas de force majeure. Alerter l'opinion des dangers qui menacent la communauté du fait de l'irresponsabilité des gouvernants relève d'une exigence civique. La responsabilité de l'homme et du citoyen ne peut s'effacer parce qu'il est fonctionnaire. Ou alors, il faut admettre tous les comportements, même criminels, dès lors qu'ils sont couverts par une autorité supérieure.

La terrible affaire de la contamination des hémato-

philes et des transfusés par le virus du sida a, hélas, offert l'illustration de tels comportements. L'opinion a découvert, à cette occasion, le « délit d'indifférence ». On peut penser que si un employé, un seul ! du Centre national de transfusion sanguine était sorti du rang pour s'élever publiquement contre la négligence coupable qui y régnait, des milliers de vies auraient pu être sauvées. La pression de l'opinion aurait suffi pour faire réagir les gouvernants. Ne pouvant plus se prévaloir de leur ignorance, réelle ou prétendue, ceux qui devaient prendre les décisions auraient été contraints de les assumer.

Sur le même registre, si un agent de la commission de sécurité avait osé dénoncer, haut et fort, les carences constatées lors de la mise en place des tribunes du stade de Furiani, les autorités locales auraient vraisemblablement été amenées à reconsidérer le risque qu'elles faisaient prendre aux spectateurs. Dans un cas comme dans l'autre, pourtant, dire la vérité pouvait conduire l'audacieux à la sanction administrative pour manquement à l'obligation de réserve. Peut-on décemment ne retenir que cette donnée, quand la démarche s'effectue au nom de l'intérêt général ? Qui est coupable, celui qui se tait ou celui qui donne l'alerte, quand il s'agit de protéger une collectivité de conséquences catastrophiques, quand des vies sont en jeu ?

L'obligation de réserve est nécessaire à la crédibilité de la fonction publique. Elle devrait, de toute évidence, avoir des limites. Elle devient en effet coupable quand elle permet de protéger les turpitudes de ceux qui ne répondent plus aux devoirs de leurs charges. En réprimant, sans discernement, le manquement à l'obligation de réserve, nos responsables politiques entretiennent l'idée qu'ils seraient les

seuls à exprimer l'intérêt général, qu'il n'existerait aucune exigence supérieure à leurs intérêts. La quiétude du pouvoir se paie alors de certaines lâchetés.

Les deux procureurs de Marseille qui se sont soumis successivement aux instructions du garde des Sceaux pour étouffer l'affaire Urba, découverte dans leur ville, ont eu tort. Leurs obligations ont été rappelées par la Cour suprême, le 12 mai 1992, dans une décision confirmant définitivement l'ouverture de l'information judiciaire obtenue par l'avocat des Verts. Ce qui n'a en rien empêché le premier d'être nommé procureur général à Aix-en-Provence, ni le second d'être récemment promu à un poste similaire à Colmar. Ils ont obtenu un avancement, j'ai été révoqué. Le fait d'avoir refusé de mépriser la loi explique cette différence de traitement.

Si j'avais accepté l'*omerta* dans cette affaire, nos gouvernants auraient pu continuer à tromper le pays. Fallait-il être courageux, ou simplement honnête, pour affronter le pouvoir sur le terrain de la corruption et de la justice ? Je pense n'être ni plus courageux ni plus honnête que mes concitoyens. Tout au plus suis-je convaincu d'une chose essentielle : nous sommes tous un peu responsables de la société dans laquelle nous vivons.

En publiant un premier livre, en poursuivant le combat, je n'ai fait qu'assumer ma part de ce qui me semble indispensable à l'intérêt général. L'irresponsabilité de nos gouvernants face à la corruption est devenue un fait de société. La communauté avait le droit de savoir. Limiter l'usage que le pouvoir peut faire de l'obligation de réserve est une nécessité. Un recours a été engagé dans ce sens. Il dépasse le cadre d'une démarche personnelle. Je pense qu'un jour, des



magistrats courageux oseront, comme une large part de l'opinion l'a déjà fait, aborder cette question sous l'angle des exigences morales liées au devoir d'intérêt public. Justice me sera alors rendue. Je l'espère et je l'attends.

*L'Enquête impossible* a été écrite pour alerter l'opinion. Le pouvoir m'a sanctionné. Paradoxalement, c'est ma démarche qui est à l'origine de son apparente prise de conscience. Dix-huit mois après la parution du livre, et compte tenu de ses conséquences, Pierre Bérégovoy, le nouveau Premier ministre, n'a plus le choix. Les résultats catastrophiques des élections de mars 1992 l'ont conduit à admettre une réalité que n'avaient cessé de fuir, dans le mensonge, les gouvernements de Michel Rocard et d'Edith Cresson.

— J'entends vider l'abcès de la corruption. Si le pays veut retrouver confiance en lui-même, il faut d'abord qu'il retrouve confiance en ceux qui le représentent et en ceux qui le dirigent... Dans tous les cas la justice doit passer.

En écoutant, le 8 avril 1992, ces extraits du discours de politique générale du chef du gouvernement, mon expérience du pouvoir socialiste me donne le sentiment de vivre une version de « l'assassin qui veut tuer le crime ». L'effet de surprise passé, je suis tenté de croire que la tromperie entretenue jusque-là n'est plus qu'un mauvais souvenir. D'autant que Michel Vauzelle, le successeur d'Henri Nallet à la Justice, ne lésine pas pour affirmer devant la presse la nouvelle philosophie du gouvernement : « La République ne peut être fondée que sur la vertu et, en l'occurrence, l'incorruptibilité. »

Il est vrai que deux lois n'ont pas suffi. La dernière, celle du 15 janvier 1990, élaborée dans la précipita-

tion à la suite de la découverte de l'affaire Urba, devait pourtant tout assainir. Or, rien n'a changé. Certaines affaires récentes, du côté de Nantes, le prouvent. La corruption perdure. C'est ce qui ressort de témoignages de chefs d'entreprise que j'ai rencontrés un peu partout en France et des reportages des médias. C'est aussi ce que traduit le rapport de la commission d'enquête parlementaire publié en novembre 1991. Gilles Boulouque le disait déjà avant sa mort : « D'après les spécialistes américains et allemands, la France est devenu le pays le plus corrompu du monde après l'Afrique et juste devant l'Italie. »

Ayant lutté pour une cause enfin reconnue par le pouvoir, je devrais être satisfait. Il n'en est rien. J'ai appris à me méfier des promesses. J'ai cru à celles de François Mitterrand, et j'ai payé le prix fort pour savoir ce qu'en valait l'aune. L'expérience m'a conduit à apprécier les hommes politiques sur leurs actes et non sur leurs paroles. La « confiance » proclamée par Pierre Bérégovoy ne peut exister que si le pouvoir accepte de s'engager dans la voie de la vérité qu'il a jusqu'ici fuie. Les agissements et les projets de loi recensés depuis ce spectaculaire revirement socialiste prouvent que tel n'est pas encore le cas. Quelles que soient les mesures de lutte contre la corruption mises en avant par le pouvoir, elles restent l'expression d'une simple intention. Il s'agit d'un nouveau contre-feu destiné à faire oublier les effets passés ou à venir du dossier Urba. Législatives obligent... Il suffit, pour s'en convaincre, de constater que, parallèlement, le ministre de la Justice, Michel Vauzelle, a dans ses tiroirs un projet de loi tendant à limiter à certains tribunaux la compétence des poursuites en matière de corruption. En d'autres termes,

si cette loi passe, seuls certains procureurs et juges d'instruction auraient accès à ce type de dossiers. Autant dire qu'en sélectionnant ces magistrats le pouvoir serait, cette fois, assuré d'un verrouillage sans faille.

Les manœuvres de juillet 1992, ourdies par le PS à l'égard de Renaud Van Ruymbeke — qui, en tant que conseiller à la chambre d'accusation de Rennes, a repris l'instruction du dossier du Mans —, confirment la mauvaise foi socialiste. En tentant d'accréditer la thèse de l'acharnement de la justice à son égard, le pouvoir cherche à occulter une vérité toute simple mais bien gênante pour lui : le trafic d'influence et la corruption découverts dans Urba après le 11 mars 1988 ne sont pas couverts par l'amnistie. En convoquant Henri Emmanuelli, l'ancien trésorier du PS, Renaud Van Ruymbeke ne faisait qu'appliquer la loi à la lettre. En revanche, le fait pour les politiques de confier cette information à la presse et de s'en servir ensuite comme d'une fuite imputée à la justice tient du coup monté. Se plaindre après d'une prétendue « préinculpation médiatique » démontre de quel type de machinations les socialistes sont capables pour tenter de dessaisir un juge. Que l'ancien trésorier devenu président de l'Assemblée nationale puisse être inculpé par un magistrat entre dans la logique d'une justice identique pour tous. Le seul véritable motif d'indignation c'est de constater que le PS n'hésite pas à faire élire au troisième rang de l'Etat un homme que la justice est susceptible d'inculper dans un dossier de trafic d'influence et de corruption ! L'élection d'Henri Emmanuelli se situe dans la même lignée que les nominations d'Henri Nallet et Bernard Tapie au gouvernement.

Faute de pouvoir échapper aux poursuites du juge,



les socialistes ont décidé de jeter sur lui, et par ricochet sur la justice, un discrédit. L'affaire Thierry Jean-Pierre se répète. Cette fois il ne s'agit plus de « cambriolage judiciaire » mais de se prétendre, devant les militants du PS réunis en congrès à Bordeaux, victimes du « maccarthysme ». Le rétablissement de l'unité chancelante du parti s'est réalisé sur le dos de la justice, grâce à une manipulation médiatique réussie. La solidarité retrouvée s'est faite autour de celui qui ventilait l'argent sale d'Urba. Quel symbole ! A la fin de ce siècle, les valeurs défendues par les héritiers de Jaurès ont de quoi surprendre.

Si le pouvoir tient à remettre les compteurs à zéro il n'a d'autre moyen que de faire voter une troisième amnistie. Seule une loi pourrait mettre un terme légal aux poursuites engagées dans l'affaire Urba ! Le pouvoir refuse de reconnaître cette évidence implacable. Il a décidé de se retrancher, une nouvelle fois, derrière le mur du mensonge et de la tromperie en décidant de limiter les poursuites judiciaires, dans les affaires de corruption, aux seuls « cas d'enrichissement personnel ». Réduire les poursuites à l'enrichissement personnel signifie, en clair, que cette corruption serait plus grave qu'une corruption collective. C'est une énormité. D'abord parce qu'il appartient aux magistrats d'apprécier, lors d'un procès, s'il y a eu enrichissement personnel ou non. Cet élément ne peut être pris en considération que dans le cadre de circonstances atténuantes et il ne peut jamais effacer le délit lui-même. Tel est le régime auquel est soumis tout justiciable.

De nombreux chefs d'entreprise sont poursuivis devant la justice, alors qu'ils ne cherchaient pas à s'enrichir. Les malversations sont parfois commises

par refus de reconnaître la déconfiture d'une entreprise. Onze ans d'activité en financière me permettent d'en parler en connaissance de cause. Il en est de même parmi tous ceux qui sont condamnés, notamment pour vol. Nombreux sont ceux qui n'ont trouvé que ce moyen pour survivre. Pourquoi ne retenir soudain que cette seule notion d'enrichissement personnel ?

D'autant qu'en ce qui concerne les hommes politiques, l'absence d'enrichissement personnel est souvent très discutable. L'élus qui bénéficie d'un million de francs provenant de la corruption les utilisera pour ses besoins politiques et conservera, en conséquence, son patrimoine intact. Celui qui dépensera la même somme sans avoir recours à la corruption réduira sa richesse personnelle d'autant. Peut-on sérieusement affirmer que la corruption ne permet pas un enrichissement personnel ?

Le constat est accablant. Le pouvoir ne peut faire croire à son projet de lutte contre la corruption, lorsqu'il est établi que lui-même, dans ce domaine, ne néglige rien pour échapper aux poursuites. Ce qui s'est passé en Italie, et notamment en Sicile, prouve que ce ne sont pas les politiques qui ont brillé dans la lutte contre la corruption et le crime, mais bien les juges. Le magistrat Giovanni Falcone et d'autres ont été assassinés parce qu'ils gênaient dans leur souci de faire respecter la loi. En France, ceux qui combattent la corruption tombent, soit sous le coup de la révocation, soit sous celui du dessaisissement, ou à défaut font l'objet de virulentes agressions verbales. Le traitement est certes plus enviable que chez nos voisins, mais il ne manque pas d'efficacité pour éliminer — ou tenter de le faire — ceux qui contraignent une organisation de racket soucieuse de l'impu-

nité. Force est de constater que le magistrat instructeur Christian Riss, de Lyon, qui a prévu d'inculper le premier élu socialiste dans le dossier Urba de Marseille après un an d'instruction, n'a fait l'objet d'aucune remise en cause !

Dans ce dossier, à la suite de la procédure engagée par Michel Pezet, le Conseil d'Etat a confirmé, le 26 juin 1992, le rejet de l'intérêt à agir du contribuable et par conséquent la constitution de partie civile des Verts. Un nouveau recours a été déposé contre cette décision par l'avocat des Verts au nom du député européen Gérard Monnier-Besombes. Il a en effet été découvert que la quasi-totalité des membres du Conseil d'Etat composant l'assemblée contentieuse à l'origine de cette décision avaient été désignés « directement ou indirectement par François Mitterrand et que tous se trouvaient révocables d'office par lui à l'époque de leur délibéré ». La « violation des règles d'impartialité et d'indépendance », au regard des conditions d'un procès équitable imposées par la Cour européenne, peut donc être soulevée dans un dossier où des éléments impliquent François Mitterrand. Il va revenir, en dernier ressort, à la Cour de Strasbourg de trancher.

Tout ce qui touche à la poursuite judiciaire des hommes au pouvoir s'apparente en France, aujourd'hui, à un véritable parcours du combattant.

Si, au départ, Alain Mayot et moi n'avions pas décidé de nous attaquer à la corruption politique, il n'y aurait pas eu d'affaire Sormae et l'affaire Urba n'aurait jamais vu le jour. Pris, dans ce dernier dossier, en flagrant délit de corruption, les socialistes ont d'abord cherché à s'auto-amnistier en juin 1989. Démasqués ils ont été contraints de faire voter une autre loi de financement pour tenter d'accéder au



grand pardon. C'est donc bien la peur de la justice qui a fait réagir le pouvoir et non la loi qui existait déjà.

Le bon sens devrait donc rappeler au gouvernement que si la corruption a pu perdurer et se développer d'une manière aussi profonde sur tout le territoire, ce n'est pas tant parce que les élus sont foncièrement malhonnêtes ; cela tient essentiellement à l'impunité dans laquelle vivait — et continue de vivre — une part non négligeable de la classe politique. François Mitterrand n'avait cessé de marteler cette évidence avant... d'accéder au pouvoir. Tant que la justice sera soumise au bon vouloir politique, le pouvoir continuera à confisquer la notion d'intérêt général au profit de ses seuls intérêts partisans.

Pour être crédible, la lutte contre la corruption passe avant tout par le rétablissement de l'Etat de droit. Ce retour aux bonnes mœurs politiques ne pourra s'effectuer que dans le cadre d'une justice assez forte pour inspirer le respect. L'histoire est là pour rappeler que ce ne sont pas les textes les plus drastiques qui pourront dissuader les candidats à la corruption, mais uniquement la certitude qu'en étant découverts ils subiront la rigueur des poursuites prévues. Cette action relève essentiellement de la justice, à condition qu'elle soit enfin libérée des pressions politiques. Sur ce terrain la situation est alarmante. Les faits vécus avant et après la publication de *L'Enquête impossible* prouvent que la politique du pouvoir consiste, depuis onze ans, à oublier ses promesses de justice indépendante et de surcroît à empêcher en permanence le cours normal de son action.

Pour masquer ses reniements, le gouvernement n'a

rien trouvé d'autre que de brandir l'épouvantail de la « République des juges », alors que ces derniers ne font qu'appliquer la loi. Une loi à laquelle le pouvoir cherche constamment à se soustraire. Tous les moyens continuent d'être utilisés pour tenter de se blanchir, dans l'illégalité la plus totale. Politiquement, le procédé n'est pas neutre. Par ce biais, les socialistes évitent les difficultés du vote d'une troisième amnistie, tout en se gardant de devoir l'étendre aux justiciables condamnés pour des faits moins graves que la corruption : ils sont des milliers à vivre dans des prisons surpeuplées.

Le procès Sormae préfigure le destin réservé au procès Urba. Si les quatre responsables de la Sormae et les trois dirigeants du bureau « d'études » socialiste ont été condamnés, le député Philippe Sanmarco est passé au travers. Le politique s'en est tiré et bien tiré. Je doute que lors du procès Sormae qui sera prochainement rejugé devant la Cour d'appel de Paris, à la suite des recours engagés, l'élu marseillais se présente spontanément à la barre pour expliquer qu'il est le titulaire du compte sur lequel ont été versés des pots-de-vin provenant de la Sormae et passant par Urba. On rejugera cette affaire tout en sachant que le procès est tronqué. Il restera truqué jusqu'au bout.

La plainte en forfaiture déposée contre le procureur général de Paris par la Ligue des contribuables a été renvoyée, le 22 janvier 1992, par la chambre criminelle de la Cour de cassation devant la chambre d'accusation d'Orléans pour y être instruite. La seule mesure prise à ce jour date du 28 juillet : les avocats de la Ligue, Sylvain Garant et Jean-Marie Job, se sont vu infliger un « avertissement » par le bâtonnier de Paris pour avoir omis d'obtenir de ce dernier un

« visa » avant de se constituer partie civile contre le haut magistrat parisien ! L'instruction de ce dossier a peut-être des chances de démarrer.

Dans ce contexte, les dossiers *Urba*, actuellement à l'instruction à Lyon et à Rennes, présentent un caractère exceptionnel. C'est probablement la première fois, dans toute l'histoire des affaires politico-judiciaires, qu'autant de preuves de financement par l'argent de la corruption existent contre de nombreux membres d'un parti au pouvoir et contre le président de la République lui-même. Une justice sans chaînes politiques pourrait, par conséquent, remonter jusqu'aux plus hauts dignitaires du PS et aboutir au chef de l'Etat en personne. François Mitterrand ne tient pas à assumer les risques pris lors de sa dernière campagne et pour lesquels d'autres sont poursuivis ou déjà condamnés. Il l'a fait savoir à Michel Rocard. Ses ordres ont été exécutés à la lettre par Henri Nallet tant que cela était possible... Il a fallu en effet mettre en œuvre une stratégie complexe pour déjouer le verrouillage du pouvoir et permettre à la justice de se saisir du dossier *Urba*. Ce succès n'est qu'une étape. Reste à obtenir le procès *Urba*. Dans ce domaine le pouvoir veille. L'affaire *Emmanuelli* le prouve. Pour protéger le chef de l'Etat, d'autres compromissions, d'autres soumissions seront exigées. Et beaucoup de cynisme... Face au tapage médiatique organisé par le PS autour de la convocation de son ancien trésorier, le président de la République a déclaré, le 14 juillet dernier, que de « mauvaises mœurs se sont répandues dans... ». Ouvrons une parenthèse. Connaissant l'histoire de la corruption socialiste, on serait tenté de compléter la phrase par « ... la vie politique ». Fermons la parenthèse. Erreur ! La critique de François Mitterrand visait « ... la justice » ! De la même



façon, le 14 septembre 1992, à la suite de son inculpation pour recel de trafic d'influence par le juge Renaud Van Ruymbeke, Henri Emmanuelli a fait montre de toutes les audaces en déclarant :

— Ce qui vient de se passer n'est pas très bon signe pour la démocratie !...

Pourtant, le magistrat n'a fait qu'appliquer la loi. Henri Emmanuelli devrait se souvenir qu'il y a deux ans, dans *L'Enquête impossible*, page 211, je citais son nom parmi les personnalités inculpables.

Tant que François Mitterrand sera tout à la fois celui qui devrait garantir l'indépendance de la justice et celui qui cherche en réalité à la museler, le fonctionnement normal de cette institution est impossible. Les dirigeants socialistes ne tiennent pas à voir l'enquête des magistrats progresser vers le premier d'entre eux. Face à cette réalité, les magistrats courageux devront mener l'équivalent d'une guerre de cent ans. Le procès Urba n'est pas pour demain. Le peuple français n'a heureusement pas la mémoire courte. La sanction morale qu'il a déjà infligée à nos gouvernants est l'expression d'une certaine justice.

François Mitterrand et les siens ont tout fait pour échapper à la justice et à la vérité. Un livre peut les rattraper. J'ai écrit celui-ci à cet effet, et cette fois libéré de toute obligation de réserve. Quand on a cru à la « génération Mitterrand » en tant que policier et citoyen, on est en droit d'aller jusqu'au bout des idées défendues à cette époque...

« Restaurer l'indépendance de la justice » paraît devenir l'une des priorités de l'opposition. Elle l'affichait du moins le 22 mai 1991 lors de ses Etats généraux. Dans l'ensemble, les idées novatrices émises à cette occasion laissent penser que l'on aurait tiré les enseignements de cette fin de siècle... ou de

cette fin de règne. Si, de son côté, Philippe de Villiers a été à la pointe du combat politique, il n'a pas pour autant négligé de dégager aussi les solutions en publiant, en mars 1991, un livre blanc « sur les mesures d'urgence visant à rétablir l'indépendance de la justice dans les cas de corruption politique ».

En cas de changement de régime, aura-t-on la volonté politique d'appliquer ce programme, tant promis et tant attendu, en vue de la séparation des pouvoirs ? Si l'opposition à Mitterrand tient sincèrement à sauver « la démocratie en péril », comme elle l'a publiquement proclamé à la suite de ma révocation et du dessaisissement de Thierry Jean-Pierre, les leçons de l'histoire présentent des exigences : tenir les engagements pris. À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, ce serait là le fondement d'un authentique changement. Pour la fraude à l'idéal, les Français ont déjà donné.

*Marseille, septembre 1992.*

## Annexes

de l'original  
dépôt de l'original de l'original  
de la bibliothèque de la ville  
Département: Département de la  
Bibliothèque de la ville de la ville  
ville

1. DEPARTAMENTUL DE LA VILA

1. DEPARTAMENTUL DE LA VILA

Impressor prin  
effort

Impressor prin  
effort

Impressor





**CONFIDENTIEL**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA POLICE NATIONALE**

**LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ**

**DIRECTION DU PERSONNEL ET DE LA FORMATION  
DE LA POLICE**

**DPFP/CM/DIS**

**AFFAIRE SUIVIE PAR  
M. BRENIER**

Monsieur Antoine GAUDINO

**PROCES VERBAL DU CONSEIL DE DISCIPLINE**

Séance du Jeudi 14 mars 1991

Catégorie : Inspecteur

**I — MEMBRES REPRESENTANT L'ADMINISTRATION**

M. ALVENTOSA	Directeur du Personnel et de la Formation de la Police, Président.
M. LAISNE	Préfet, Secrétaire Général pour l'Administration de la Police de PARIS,
M. CASANOVA	Sous-Préfet, chargé de mission auprès du Directeur du Personnel de la Formation de la Police
M. GUIMEZANES	Commissaire Divisionnaire à la Direction Centrale de la Police Judiciaire

**II — MEMBRES REPRESENTANT LE PERSONNEL**

M. ALBIN	Inspecteur principal, Secrétaire adjoint
M. JOUBERT-LAURENCIN	Inspecteur principal
M. DALBY	Inspecteur
M. PELISSIER-GATEAU	Inspecteur

**Le secrétariat est assuré par :**

Mlle BRENIER	Attaché d'administration Centrale
--------------	-----------------------------------

**Assistée par :**

Mlle MOHR	Secrétaire Administratif en Chef
Mme BOULBET	Secrétaire Administratif en Chef
Mme HIDE	Secrétaire Administratif

## Conseil de discipline de la police nationale

AFFAIRE Antoine GAUDINO  
Inspecteur  
de 8<sup>e</sup> échelon à compter du 1<sup>er</sup> juin 1987

LES FAITS

L'inspecteur Antoine GAUDINO est cité devant le conseil de discipline pour avoir manqué à l'obligation de réserve et à la discrétion professionnelle en faisant, en octobre 1990, paraître alors qu'il est fonctionnaire en activité un livre intitulé « L'enquête Impossible », dans lequel il révèle le déroulement et le contenu des enquêtes judiciaires à caractère financier auxquelles il a participé dans sa vie professionnelle, ainsi que divers aspects du fonctionnement des services de la Police Judiciaire.

AUDITION

L'intéressé se présente en personne assisté de Me Jean-Marc VARAUT, avocat au barreau de Paris, Me Jean-Pierre MAISONNAS, avocat au barreau de Lyon et de Me Dany COHEN, avocat au barreau de Marseille. Il déclare avoir été mis en mesure de prendre connaissance de son dossier et n'avoir aucune objection à formuler sur la composition du conseil de discipline.

En ce qui concerne la procédure suivie, Me VARAUT rappelle la demande de M. GAUDINO, au sujet de la publicité des débats.

Me COHEN prend la parole et développe les arguments qu'il a consignés dans un mémoire en défense — 1<sup>re</sup> partie — que la défense a remis aux membres du conseil de discipline (document ci-joint annexé au présent procès-verbal : annexe I).



En conclusion, Me COHEN estime que la publicité des débats serait la garantie d'un débat loyal.

Me VARAUT reprend cet argument et estime que l'Administration française ne doit pas se dérober à une telle transparence : cette pratique commence à exister dans les pays de l'Est ; il fait également référence au Bicentenaire de la Révolution française : depuis 1789, la publicité des débats est la garantie d'une bonne justice, alors que la clandestinité est un héritage de l'ancien régime.

Le Président rappelle que le conseil de discipline est une émanation de la commission administrative paritaire qui est régie par le décret n° 82.451 du 28 mai 1982, relatif aux Commissions Administratives Paritaires. L'article 33 de ce décret stipule que « les séances des Commissions Administratives Paritaires ne sont pas publiques ».

Le Président indique d'ailleurs que cette non publicité a été reconnue dans un arrêt du conseil d'état du 11 juillet 1984, Docteur S, conclusions GENEVOIS.

Il conclut en déclarant qu'il ne fait pas droit à la demande de M. GAUDINO.

Me MAISONNAS souhaite savoir si cette décision émane d'une volonté de la commission dans son ensemble.

Le Président demande à l'inspecteur GAUDINO et à ses défenseurs de se retirer, afin de délibérer sur cette question préalable.

M. ALBIN prend la parole et déclare en son nom, « au vu de ce qui vient de nous être expliqué par la défense, la législation a changé depuis 1984. Rien n'interdit cette publicité des débats, pour ma part je ferai droit à la demande de M. GAUDINO ».

M. JOUBERT-LAURENCIN rejoint l'opinion exprimée par M. ALBIN.

Le Président ne partage pas ce point de vue. Pour lui, la publicité érigée par l'article 6, alinéa 1 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme s'impose dans le domaine pénal et civil. Elle ne s'applique pas aux conseils de discipline qui ne sont pas des juridictions, et ne statuent pas au plan pénal ou civil. Il fait à nouveau référence à l'arrêt du Conseil d'Etat du 11 juillet 1984, qui est très clair sur ce sujet.

M. GUIMEZANES estime également qu'il n'y a pas lieu de faire droit à la demande de l'inspecteur GAUDINO.

M. LAISNE évoque lui aussi l'arrêt de doctrine du Conseil d'Etat de juillet 1984. Il donne lecture d'extraits des considérants de cet arrêt : ... « Considérant, d'autre part, que si aux termes de l'art. 6.1 de la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ratifiée par la France en vertu de la loi du 31 décembre 1973 et publiée au Journal officiel par décret du 3 mai 1974 : « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle », les juridictions disciplinaires ne statuent pas en matière pénale et ne tranchent pas de contestations sur des droits et obligations de caractère civil ; que, dès lors, les dispositions précitées de l'art. 6.1 de la Convention européenne susvisée ne leur sont pas applicables ; qu'aucun principe général du droit n'impose la publicité des débats dans le cas où une juridiction statue en matière disciplinaire ; qu'il suit de là que M. S... n'est pas fondé à soutenir que la décision de la section disciplinaire du Conseil national de l'Ordre des médecins, prise, après que les débats aient eu lieu, conformément à l'art. 26 du décret du 26 octobre 1948, en audience non publique, serait intervenue dans des conditions irrégulières. »

Pour lui, le problème est clair sur le plan juridique, cette publicité ne doit pas être accordée.

Le Président souhaite savoir si les représentants du personnel maintiennent leur position.

M. ALBIN note que la jurisprudence évolue en ce domaine : les éléments développés par la défense l'interpellent. Il voudrait que chacun des membres du conseil de discipline puissent exprimer son avis personnel.

Le Président rappelle qu'il n'y a pas lieu de procéder à un vote sur cette question, en application de l'article 8 du règlement intérieur de la Commission Administrative Pari-

taire des inspecteurs, qui fixe le rôle et les attributions du Président de la CAP.

Après concertation des représentants du personnel, M. ALBIN demande au Président d'informer l'inspecteur GAUDINO que chacun des représentants de la parité syndicale a émis le souhait que les débats soient publics.

L'inspecteur GAUDINO accompagné de ses défenseurs est introduit à nouveau dans la salle de réunion. Le Président l'informe de la position des représentants du personnel. Le Président déclare que le conseil de discipline ne sera pas public :

— pour des raisons de forme : « Le Président étant chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline des conseils de discipline »

— pour des raisons juridiques et de fond : l'article 6, alinéa 1 de la Convention européenne des droits de l'homme ne s'appliquant pas aux instances disciplinaires (arrêt du C.E. du 11 juillet 1984, Dr S...).

L'inspecteur GAUDINO et ses défenseurs en prennent acte. Cependant Me MAISONNAS constate la présence de 12 personnes siégeant en conseil de discipline. Outre les quatre représentants de l'Administration et les quatre représentants du personnel, il se demande qui siège à cette commission.

Le Président lui indique qu'il s'agit des membres du secrétariat, qui n'ont ni voix délibératives, ni voix consultatives.

Me MAISONNAS remarque que ces personnes étaient présentes lors du délibéré sur cette question préalable. Il émet toutes réserves à cet égard.

Le Président lui donne acte de ses observations et demande à l'inspecteur GAUDINO s'il a d'autres observations à formuler sur la procédure suivie.

L'inspecteur GAUDINO précise qu'il n'a pas souhaité exercer son droit de récusation à l'égard des représentants du personnel.

En ce qui concerne la communication de son dossier, il en a pris connaissance pour partie, le 20 février 1991, pour partie plus récemment.

Me MAISONNAS rappelle en effet que l'inspecteur



GAUDINO a été convoqué pour consulter son dossier pour une mutation dans l'intérêt du service, Me MAISONNAS déclare que le rapport qui saisit le conseil de discipline ne figurait pas au dossier de l'inspecteur GAUDINO, le 20 février 1991.

Le Président rappelle que l'inspecteur GAUDINO a été mis à même de prendre connaissance de son dossier administratif, à deux reprises, par télégrammes du 11 février de la D.P.F.P. et du 12 février du S.R.P.J. de MARSEILLE. Il a accompli cette formalité le 20 février 1991, après avoir formulé plusieurs demandes de report pour des motifs personnels. Cette consultation s'est effectuée dans le cadre d'une mesure administrative : une mutation dans l'intérêt du service. Ce n'est que le 25 février 1991 que l'inspecteur GAUDINO a été cité, par lettre recommandée avec accusé de réception, à comparaître devant le conseil de discipline et a été invité à prendre connaissance de son dossier administratif : c'est donc à partir de cette date que le délai de communication du dossier, dans le cadre de la procédure disciplinaire, a pris effet.

L'inspecteur GAUDINO déclare qu'il n'entend pas polémiquer sur ce point. Il note cependant que lorsqu'il s'est présenté le 20 février 1991 au Ministère de l'Intérieur, la presse avait déjà fait paraître des articles à son sujet évoquant la date du 7 mars 1991 pour le conseil de discipline et précisant que la révocation allait être demandée à son encontre.

Me MAISONNAS souligne l'ambiguïté qui caractérise toute cette affaire (mutation dans l'intérêt du service, consultation du dossier, articles de presse donnant des dates de conseil de discipline et la sanction à intervenir, à savoir la révocation, avant même que M. GAUDINO soit mis en mesure de consulter son dossier).

La secrétaire de séance donne lecture du rapport exposant les faits reprochés à l'inspecteur GAUDINO. Le président demande à l'inspecteur GAUDINO de s'expliquer.

L'inspecteur GAUDINO note que les griefs retenus à son encontre sont les suivants :

- manquements à l'obligation de réserve
- manquements au secret professionnel

— manquements à l'obligation de discrétion professionnelle

L'inspecteur GAUDINO déclare qu'il ne se sent pas personnellement responsable, ni coupable. Il en veut pour preuve tous les articles de presse qui ont paru depuis février 1989. La totalité des affaires évoquées dans son livre ont été soit jugées soit médiatisées et connues du grand public, le plus souvent, elles ont été jugées et largement médiatisées. L'inspecteur GAUDINO estime qu'il n'a pas failli à l'obligation du secret professionnel : il n'a pas apporté d'élément nouveau par rapport à ce qui a été diffusé dans la presse.

A ce propos, il remet aux membres du conseil de discipline un dossier « presse » en deux volumes (documents ci-joints annexés au présent procès-verbal : annexe II et annexe III).

L'inspecteur GAUDINO s'explique ensuite sur le manquement à l'obligation de réserve.

Dans l'affaire LEVASSEUR, l'inspecteur GAUDINO explique que lui et ses collègues ont été choqués que l'affaire ait été portée devant la presse. Il estime qu'ils n'ont fait que suivre les instructions de la hiérarchie ; ils ont été accusés d'avoir « balancé » leur chef de service, ce qui n'était pas du tout le cas.

En ce qui concerne les frais de mission, il rappelle qu'il les a refusés depuis 1986, parce qu'il avait dénoncé un système auquel il ne voulait pas adhérer ; cela ne signifiait pas qu'il ne voulait pas travailler : aussi les appréciations qui ont été portées sur lui dans son bulletin de note de 1989 ne lui paraissent pas justifiées. Il déclare qu'il a subi une mutation à caractère politique : il a écrit au Ministre de l'Intérieur qui ne lui a jamais répondu, puis au Procureur Général qui ne lui a pas répondu non plus.

M. GAUDINO estime qu'il a été un OPJ ayant toujours fait son travail.

Me MAISONNAS demande aux membres de la commission de bien vouloir entendre les témoins cités par l'inspecteur GAUDINO.

*1<sup>er</sup> témoin : M. de VILLIERS, Député de la VENDEE* qui a fait la déclaration suivante :

« Je voudrais très simplement et très rapidement vous dire M. Le Président, en tant que parlementaire de ce que je

ressens aujourd'hui. M. Antoine GAUDINO a porté à la connaissance des français des informations qui sont des informations graves à partir d'une enquête de Police Judiciaire qui a abouti à mettre à jour des faits de corruption contre des entreprises privées et des hommes politiques. Cette enquête aurait dû provoquer l'ouverture d'une information. Je suis allé voir le Procureur de la République de Marseille, je peux témoigner qu'il a effectivement fait un rapport à sa hiérarchie, sur le point de savoir si les faits relevés étaient des faits graves de corruption. Il n'a eu aucune instruction de poursuivre, l'opportunité de poursuivre n'étant pas, pourtant, l'opportunisme politique. Je voudrais souligner que d'un côté le Ministre de la Justice a ordonné au Procureur de se taire et que de l'autre, il semble bien que le ministre de l'Intérieur vous demande de faire taire Antoine GAUDINO.

Mon sentiment personnel est que si GAUDINO était sanctionné, cela aurait une double signification. Cela voudrait dire que l'obligation de réserve doit s'arrêter lorsque dans le cadre de sa vocation, un policier découvrant la vérité, découvre en même temps des atteintes au droit intolérable. Cela voudrait dire que l'on privilégierait une conception littérale de l'obligation de réserve. Or par les temps qui courent, la contagion de la corruption — toutes sensibilités politiques confondues — fait ravage ;

Comme les français le savent, il y aurait un signal, un symbole au nom d'une conception de l'obligation de réserve qui ne serait pas conforme à notre tradition.

C'est la fameuse réflexion des « baïonnettes intelligentes » : où commence et où finit l'obligation de réserve, à partir du moment où GAUDINO dans le cadre de sa vocation s'est donnée pour mission, et c'est là son honneur, de traquer la vérité. Quand il découvre que la vérité est étouffée, comment peut-on le sanctionner ?

C'est l'éternelle discussion que l'on retrouve dans l'histoire de nos grands débats en France notamment dans l'affaire Dreyfus. Mieux vaut une injustice qu'un désordre. Il est vrai que pour l'ordre, on peut penser aussi à l'inverse que mieux vaut un petit désordre qu'une injustice. Cette injustice aurait pour conséquence de troubler l'esprit public.



Tous les français savent qu'Antoine GAUDINO est un homme honnête, incorruptible, qu'il a fait son métier et que tout ce qu'il a accompli, il l'a accompli avec un esprit charismatique de son devoir.

En tant que parlementaire, nous ne comprendrions pas qu'il soit sanctionné. »

Me VARAUT souhaité alors savoir si l'on n'a pas tenté de lui retirer la parole, lorsque M. de VILLIERS a évoqué cette question à l'Assemblée nationale, lors des questions orales du mercredi.

M. de VILLIERS répond par l'affirmative. Il estime avoir fait l'objet de toutes sortes de pressions, y compris des pressions de la puissance publique. M. DE VILLIERS fait référence aux propos de M. CHARASSE et aux contrôles fiscaux dont il a été l'objet dans les Associations qu'il dirige (Association du Puy du Fou — Loi 1901)

2<sup>e</sup> Témoin : M. MAYOT, inspecteur à la Police Judiciaire de Marseille.

Me MAISONNAS après avoir présenté M. MAYOT, demande à ce dernier s'il peut attester de la véracité des faits évoqués dans le livre de M. GAUDINO.

Après avoir déclaré qu'il était fier d'être aux côtés de son collègue, l'inspecteur MAYOT indique qu'il a vécu, heure après heure, l'enquête suivie par GAUDINO. M. MAYOT affirme qu'à aucun moment M. GAUDINO n'a trahi leur travail. Pour M. MAYOT, le livre de GAUDINO est le reflet exact de ce qu'ils ont vécu ensemble.

Me MAISONNAS demande ensuite au témoin s'il connaît les raisons de la mutation de l'inspecteur GAUDINO de la section financière à la Brigade des stupéfiants.

M. MAYOT explique que cela a surpris tout le monde, y compris la hiérarchie directe. M. MAYOT pense que l'inspecteur GAUDINO s'est trop engagé dans son travail, ce qui lui a finalement porté tort.

M. MAYOT constate que lorsque l'inspecteur GAUDINO a cherché à savoir les raisons de sa mutation, à se faire assister d'un délégué syndical, sa hiérarchie lui a opposé des fins de non-recevoir.

M. MAYOT remarque qu'en fin de compte, la hiérarchie a trouvé pour tout reproche des détails infimes. M. MAYOT

pense qu'en fait la hiérarchie n'a pas accepté l'indépendance d'esprit de l'inspecteur GAUDINO, surtout à propos de sa position vis-à-vis des frais de mission, qu'il refusait de toucher.

M. MAYOT fait ensuite la déclaration suivante : « si l'inspecteur GAUDINO doit être sanctionné pour l'affaire des fausses factures, je dois l'être également ».

Me MAISONNAS demande à l'inspecteur MAYOT quelles étaient les relations de l'inspecteur GAUDINO avec ses collègues.

M. MAYOT estime qu'elles étaient très bonnes. Il pense que la situation a été difficile avec la hiérarchie après l'affaire LEVASSEUR, le directeur du SRPJ de Marseille n'ayant pas informé ses collaborateurs.

En résumé, M. MAYOT réitère que la seule chose que l'on puisse reprocher à l'inspecteur GAUDINO, c'est d'avoir trop travaillé.

Le Président demande au témoin s'il a l'intention d'écrire un livre sur les enquêtes qu'il a effectuées avec M. GAUDINO.

L'inspecteur MAYOT fait la réponse suivante : « Non, tout le monde n'a pas ce courage. Personne ne voulait lui répondre. J'ai été à ses côtés. Il a toujours défendu les vraies valeurs de la fonction policière. C'est un honneur pour moi d'être un de ses amis. »

*3<sup>e</sup> témoin : M. J. P. THIERRY, juge d'instruction au Mans.* Président du Forum pour la Justice.

Après avoir rappelé la position de M. BOULART, député de la SARTHE sur cette affaire, M. THIERRY fait la déclaration suivante : « nous, les membres du Forum, nous pouvons témoigner de la compétence et de la droiture d'Antoine GAUDINO. Je suis un peu surpris de cette audience. J'ai eu l'occasion de lire les cahiers DELCROIX (Directeur Technique d'Urba) : comment peut-on classer cette affaire sans suite, et d'un autre côté poursuivre par décision politique, un inspecteur de police qui n'a fait que son travail. Je pense que vous trouverez les réponses à ces questions, le moment venu ».

Un certain nombre de questions sont ensuite posées au témoin :

Me MAISONNAS : « Vous êtes juge d'instruction, spécialiste de la procédure pénale, l'inspecteur GAUDINO n'a-t-il pas fait son travail d'OPJ » ?

M. THIERRY : « La réponse est dans la question ».

M. ALBIN : « Vous avez évoqué le forum pour la justice. Comment a été ressenti d'une part l'affaire GAUDINO et d'autre part le sort qu'on va lui réserver » ?

M. THIERRY : « Cela est très mal ressenti. D'un côté, on écarte délibérément du débat démocratique une affaire et de l'autre on s'acharne à sanctionner un inspecteur qui a bien fait son travail ».

Certaines questions sont alors posées au témoin sur le profil des personnes qui assistent aux réunions du « Forum pour la justice ». M. THIERRY indique que l'auditoire est composé de personnes d'origines très diverses.

Avant de se retirer, M. THIERRY expose que, dans cette affaire, il y a lieu de faire référence à la théorie des baïonnettes intelligentes. Au regard de cette théorie, M. GAUDINO a eu manifestement des ordres illégitimes à exécuter.

*4<sup>e</sup> témoin : M. GALLO, juge d'instruction aux SABLES-D'OLONNE*

Me MAISONNAS présente M. GALLO et rappelle qu'il est l'auteur du livre « Les Fossoyeurs de la Justice » ; il lui demande ce qu'il a à déclarer s'agissant de l'obligation de réserve des fonctionnaires et sur le parallèle qui peut être fait avec la théorie des baïonnettes intelligentes.

M. GALLO estime que les principes généraux du droit peuvent permettre de délier un fonctionnaire de l'obligation de réserve. L'OPJ dispose d'un statut spécial, d'une mission particulière : celle de rechercher la manifestation de la vérité, mission différente de celle de la police administrative. En l'espèce, la vérité a été recherchée, mais l'enquête n'a pu être menée à son terme. Pour M. GALLO, M. GAUDINO a eu une réaction saine et normale en voulant révéler la vérité aux français, à savoir des faits délictueux.

Me VARAUT souhaite savoir si la publication de son ouvrage lui a attiré des ennemis sur le plan professionnel ou s'il a été déféré devant le Conseil Supérieur de la Magistrature.



M. GALLO répond qu'il ne l'est pas encore. Mais il constate qu'il est le énième à publier ce type d'ouvrage et qu'il serait très étonnant d'être sanctionné pour avoir écrit sur ce sujet.

Me MAISONNAS lui demande s'il estime qu'un fonctionnaire tenu à l'obligation de réserve peut violer volontairement cette obligation.

M. GALLO répond que le travail de l'OPJ consiste à parvenir à la manifestation de la vérité, cette vérité n'aboutissant pas, il a alors le droit et le devoir de violer cette obligation.

Me MAISONNAS demande si cette position peut être soutenue même lorsque sont en jeu les intérêts de l'Etat ou d'une faction de l'Etat ». M. GALLO répond par l'affirmative.

Le Président estime qu'une telle approche de l'obligation de réserve conduirait à la faire disparaître complètement : à chaque instant, tout fonctionnaire, tout policier pourrait se considérer comme délié de cette obligation, au nom de la violation des principes généraux du droit.

M. GAUDINO prend alors la parole, pour déclarer qu'il a réfléchi mûrement avant d'écrire cet ouvrage : il l'a écrit, parce que la manifestation de la vérité était totalement entravée ; il constate qu'en tant que policier, ayant travaillé conformément à sa mission il a été sanctionné injustement. Il rappelle qu'il a appris beaucoup d'éléments par la presse.

En 1983, lorsqu'il découvre l'affaire URBA, il constate qu'on étouffe l'affaire, ne dit rien mais désapprouve un tel dénouement. En 1989, lorsque l'administration le sanctionne, il s'estime gravement atteint dans son droit et décide de rédiger son livre.

Le Président précise que l'inspecteur GAUDINO n'a pas été sanctionné jusqu'à maintenant et note que celui-ci explique qu'il s'est délié de l'obligation de réserve, à partir du moment où il s'est senti sanctionné.

M. GAUDINO réplique que les faits étaient très graves et qu'ils devaient être révélés.

A une question posée par M. GUIMEZANES, M. GALLO répond que ses collègues marseillais se sont indignés de la mutation dont l'inspecteur GAUDINO faisait

l'objet. Quant aux faits eux-mêmes, M. GALLO rappelle que le Procureur est soumis aux ordres de sa hiérarchie et qu'il n'a jamais reçu d'instructions négatives de la Chancellerie.

Un débat s'instaure ensuite sur la notion d'obligation de réserve. M. GAUDINO et la défense estiment que l'on peut s'en délier lorsqu'il y a violation d'une liberté fondamentale. Le Président rappelle que tel n'est pas le cas et persiste à penser qu'une telle analyse vide de son contenu la notion de l'obligation de réserve.

Le jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille concernant M. GAUDINO est ensuite évoqué par Me VARAUT qui rappelle que ce tribunal a estimé qu'il y avait voie de fait en l'espèce.

Le Président intervient pour préciser que les critères de la voie de fait ne sont pas remplis et que l'Administration a engagé la procédure d'élévation du conflit devant le tribunal compétent.

M. GAUDINO rappelle qu'il s'est expliqué in fine dans son livre sur les raisons qui l'ont amené à enfreindre cette obligation de réserve. Il accepte que sa responsabilité soit engagée, mais il demeure convaincu qu'un intérêt supérieur le délie de son obligation de réserve.

Le Président considère qu'il n'est pas possible de suivre M. GAUDINO dans son raisonnement, car il estime que l'on ne peut pas fonder un état de droit sur le « vécu » des fonctionnaires.

M. ALBIN évoque le fait que la magistrature dont dépend M. GAUDINO, en ce qui concerne son travail d'OPJ, n'a fait aucun rappel à l'ordre à M. GAUDINO. Cette magistrature qui est si sourcilleuse, de coutume, n'a pas trouvé motif pour sanctionner M. GAUDINO.

\*  
\*\*

Puis les trois défenseurs de l'inspecteur GAUDINO prennent successivement la parole en développant les arguments qu'ils ont consignés dans le mémoire en défense qu'ils ont remis aux membres de la commission (document ci-joint annexé au présent procès-verbal côté annexe n° IV).

Plus aucune autre question n'étant posée à l'inspecteur GAUDINO ni à ses défenseurs, ce dernier et ses avocats sont invités à se retirer.

## LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Monique BRENIER

## DÉLIBÉRATION

Le Président propose, conformément à l'article II du décret n° 86.592 du 18 mars 1986 portant code de déontologie de la Police Nationale, l'application de la sanction de la révocation à l'encontre de l'inspecteur GAUDINO.

Les représentants du personnel déclarent que, n'ayant pas relevé de fautes de la part de l'inspecteur GAUDINO, ils manifestent leur total désaccord sur cette sanction.

Mise aux voix par le Président, la sanction de la révocation est acquise à la voix prépondérante du Président.

## AVIS DU CONSEIL DE DISCIPLINE

Après avoir délibéré, les membres du conseil de discipline, considèrent que l'inspecteur GAUDINO, par ses propos et écrits publics, n'a pas respecté les devoirs de sa fonction en révélant des faits dont il a eu connaissance dans le cadre de ses activités professionnelles et en faisant état d'informations sur le fonctionnement des services de police ;

Considèrent que ce comportement contrevient :

- aux dispositions de l'article 28 de la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- et aux dispositions du décret n° 86.592 du 18 mars 1986 portant code de déontologie de la Police Nationale notamment à l'article 11 relatif à l'obligation de réserve et à la discrétion professionnelle ;



Emettent l'avis, à la majorité, après vote à scrutin secret, (par 4 voix pour et 4 voix contre) qu'il y a lieu de lui appliquer la sanction de la REVOCATION.

Emettent en outre l'avis que les faits qui sont reprochés à l'inspecteur GAUDINO n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L.59 du Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite.

LE PRÉSIDENT,

Jean-Raphaël ALVENTOSA

LE SECRÉTAIRE ADJOINT,

Michel ALBIN



Lettre d'Edith Cresson  
à Robert Badinter

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Paris, le 15 Février 1983.

78, rue de Varenne

Le Ministre

CAB/CIR/PS/7 Jo

Monsieur le Ministre et Cher Collègue,

Je me permets d'appeler votre attention sur la situation de M. Bernard MUNAUX, avocat-syndic à POITIERS (Vienne).

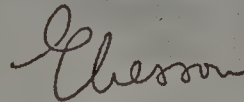
Ce dossier est actuellement instruit par Monsieur SUQUET, Substitué à POITIERS.

Ne peut-on pas, soit lui retirer le dossier, soit demander à ce que ce dernier soit transmis pour examen au Ministère de la Justice.

Il faut, de toute urgence, éviter que Maître MUNAUX se trouve en difficulté car il s'agit de quelqu'un qui nous est acquis et qui nous aide beaucoup dans son métier.

Vous remerciant par avance de l'intérêt que vous voudrez bien porter à cette affaire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre et Cher Collègue, à l'assurance de ma considération distinguée.



Edith CRESSON

Monsieur Robert BADINTER  
Garde des Sceaux  
Ministre de la Justice  
13, Place Vendôme

75042 PARIS





MARSEILLE le 20 Janvier 1992.

LETTRE OUVERTE

d'Antoine GAUDINO

à

Monsieur le Procureur de la République  
de MARSEILLE.

OBJET : Affaire TAPIE. (Dossier n° 12879/90)

Monsieur le Procureur de la République,

En novembre 1990, une enquête incidente de la Brigade Financière de la Police Judiciaire de MARSEILLE effectuée sur le Club de l'OM, mettait en évidence des malversations, dont certaines paraissaient avoir été commises notamment au préjudice de la ville de MARSEILLE et de ses contribuables.

Par décision du 12 décembre 1991, le Tribunal Administratif de MARSEILLE, m'a donc autorisé, à ma demande et en qualité de contribuable à agir en justice en lieu et place de la municipalité qui a refusé de le faire, prétextant que les faits relevaient de la simple « rumeur ».

Le 30 décembre suivant, j'ai donc déposé une plainte avec constitution de partie civile, auprès de M. Jean-Pierre ZANOTO, premier juge d'instruction pour, *faux et usage de faux en écriture privée et abus de confiance*, à l'encontre de M. Bernard TAPIE et tous autres.

Mes conseils, Maîtres Jean-Claude RICHARD et Gilbert COLLARD ont respecté toutes les règles de la procédure. Pourtant, vingt jours après la mise en mouvement de l'action publique nous attendons toujours vos réquisitions qui permettraient à un juge d'instruction de démarrer l'information et à la partie civile de la suivre.

Dans ce dossier, pour les mêmes faits et les mêmes infractions, le Ministre de la Justice, M. NALLET, a été

avisé plus d'une fois, par vos rapports, de votre légitime intention d'ouvrir une information judiciaire susceptible de conduire à l'inculpation, entre autres, de M. TAPIE. Le 28 janvier 1991, le 4 juillet 1991 et enfin suite à ma plainte le 3 janvier 1992.

Ce sont donc les instructions que vous avez reçues de la Chancellerie qui s'opposeraient à toute poursuite judiciaire contre M. TAPIE, précisément à MARSEILLE.

Les Français doivent être informés : pour préserver l'indépendance de la Justice, la loi reconnaît au Garde des Sceaux le seul droit de donner des instructions pour engager des poursuites non pour empêcher le Procureur de la République de le faire.

Par conséquent il n'entre pas dans les fonctions de M. NALLET, la possibilité de faire obstruction à l'exercice de l'action publique, dans cette affaire TAPIE, comme il l'a déjà fait dans l'affaire URBA.

Certes, dans de tels cas, l'application de la loi peut parfois gêner le Pouvoir Exécutif et susciter son mécontentement. Mais l'indépendance de la Justice que vous représentez est à ce prix, car le Service Public ne peut être réduit au Service d'un Parti quel qu'il soit.

La Justice doit reposer sur l'impartialité. La protection dont bénéficie M. TAPIE, grâce au jeu des pressions politiques est contraire au fondement des valeurs républicaines.

Dans ce contexte, la Justice ne peut rester muselée face à M. TAPIE, qui de surcroît, fin 1990, sur TF1, devant des millions de téléspectateurs, s'est en quelque sorte « auto-jugé » en affirmant, sans sourciller, que son affaire était « fiscale » mais pas « pénale ».

Ces propos laissent apparaître, qu'en France, l'inégalité devant la loi, produit aujourd'hui les effets les plus pervers. Ainsi il serait devenu possible de se soustraire frauduleusement à l'impôt et de convoiter, sans complexe, la gestion régionale de l'argent de l'impôt... des autres.

Les citoyens-contribuables-électeurs ont le droit de savoir à qui ils accordent la confiance demandée. Vous avez par conséquent la charge de prendre les réquisitions qui s'imposent pour que la Justice puisse accéder à la manifestation de



la vérité, le plus rapidement possible, au nom de *l'intérêt public*.

En effet, vous n'ignorez pas que dans cette affaire, le seul souci du Pouvoir est de permettre à son candidat tête de liste à une élection, de briguer les suffrages, en continuant à se réclamer d'un crédit et d'une morale, sans que la Justice puisse qualifier et réprimer les agissements inavouables qui pourraient lui être reprochés.

En tant que magistrat loyal à l'égard des institutions, vous aurez sans doute à cœur de ne pas cautionner la discrimination qui vous est abusivement commandée, dans le traitement des « affaires », selon qu'il s'agisse d'amis ou d'adversaires politiques.

Sur le dossier TAPIE, à partir de vos propres conclusions, si votre force d'intention se traduit en force de décision comme la loi le prévoit, elle fera lever un souffle d'éthique sur la fonction judiciaire mais aussi sur le comportement de la classe politique.

L'actualité récente est là pour le prouver : l'impunité engendre l'irresponsabilité.

Il en va de la crédibilité d'une Justice la même pour tous, mais aussi de l'engagement de votre *responsabilité personnelle* au regard de la loi, que le devoir vous exige d'appliquer envers et contre les instructions partisans du Garde des Sceaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de mes sentiments sincères.

Antoine GAUDINO.



## Table

1 : Suspendu . . . . .	9
2 : La relance . . . . .	19
3 : Le trio de <i>La Cagouille</i> . . . . .	37
4 : Tentatives d'intimidation . . . . .	55
5 : Contre-feu . . . . .	79
6 : La justice désavoue le ministre . . . . .	87
7 : Le conseil de discipline . . . . .	101
8 : Révoqué . . . . .	125
9 : La perquisition . . . . .	135
10 : Le rendez-vous secret . . . . .	149
11 : Contribuables, si vous saviez . . . . .	161
12 : Coup de force contre la justice . . . . .	173
13 : Crime de forfaiture . . . . .	191
14 : Dossier n° 12879/90 . . . . .	217
15 : L'assassin veut tuer le crime . . . . .	229

### ANNEXES

Compte rendu du conseil de discipline . . . . .	245
Lettre d'Edith Cresson à Robert Badinter . . . . .	261
Lettre ouverte d'Antoine Gaudino à Monsieur le Procureur de la République de Marseille . . . . .	263





*La composition de ce livre  
a été effectuée par Bussière à Saint-Amand,  
l'impression et le brochage ont été effectués  
sur presse CAMERON  
dans les ateliers de la S.E.P.C. à Saint-Amand-Montrond (Cher)  
pour les éditions Albin Michel*

Tous droits réservés. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit — photographie, photocopie, microfilm, bande magnétique, disque ou autre — sans le consentement de l'auteur et de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

*Achevé d'imprimer en octobre 1992.  
N° d'édition : 12612. N° d'impression : 2737-1890.  
Dépôt légal : novembre 1992.*



















STATE A REPORTER LE :



1927  
1928



# LE PROCÈS IMPOSSIBLE

Parce que Antoine Gaudino, inspecteur de police à la Financière de Marseille, a eu le courage de rendre public le fruit de ses investigations, le scandale d'une justice bâillonnée face au fléau de la corruption politique a éclaté. *L'Enquête impossible*, vendu à plus de 300 000 exemplaires, a soulevé une tempête médiatique et parlementaire. Si l'inspecteur Gaudino a été révoqué, l'éveil des consciences qui a suivi la sortie de son ouvrage a permis de déterrer le dossier Urba, malgré le veto de... François Mitterrand.

L'intervention personnelle du chef de l'Etat pour bloquer cette affaire de corruption et de trafic d'influence, dans laquelle est impliqué le financement de sa propre campagne présidentielle, menace la prochaine étape : celle du procès.

Antoine Gaudino raconte ici cette nouvelle bataille pour la justice, contre les plus hautes autorités de l'Etat. Jour par jour il explique la stratégie employée pour déjouer les mensonges du gouvernement et révèle ses manœuvres d'intimidation. Il lève le huis clos du conseil de discipline de la police et dévoile l'édifiant rendez-vous secret que lui a proposé Bernard Tapie. Il explique les contre-attaques juridiques des Verts, éclaire les dessous de la retentissante perquisition du juge Thierry Jean-Pierre au siège parisien du bureau d'études Urba. Il livre ainsi un document sur les manœuvres judiciaires, politiques et journalistiques contemporaines, stupéfiant de vérité.

A la veille des échéances électorales, l'auteur expose les comptes d'une tromperie permanente où la réalité l'emporte sur la fiction.

Photo : Gamma - Ulf Andersen

Didier Thimonier



9 782226 061485

ISBN 2-226-06148-7

98,00 F TTC

KO-005-508